Équipe Canada • Team Canada

Visite du premier ministre Jean Chrétien et d'Équipe Canada au Mexique, au Brésil, en Argentine et au Chili

du 10 au 23 janvier 1998

Cahier d'information

Canada

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
3 5036 01023667 0

DOCS
CA1 EA 98V35 EXF
Visit to Mexico, Brazil, Argentina and Chile by Prime Minister Jean Chretien and Team Canada January 10-23, 1998 : backgroun
16143474

Équipe Canada • Team Canada

Visite du premier ministre Jean Chrétien et d'Équipe Canada au Mexique, au Brésil, en Argentine et au Chili

du 10 au 23 janvier 1998

Cahier d'information

Canada

Imprimé sur du papier recyclé

Printed on recycled paper

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Department of Foreign Affairs and International Trade

Imprimé au Canada
Printed in Canada

Table des matières

Mission d'Équipe Canada

Missions commerciales d'Équipe Canada 3
Renforcement des liens commerciaux entre le Canada et l'Amérique latine 5
Le Sommet des Amériques : de Miami à Santiago 11
Les résultats commerciaux du Canada 13
Les investissements étrangers au Canada 14
La renaissance économique du Canada 16
Graphiques : la performance de l'économie canadienne 18

Profil des pays

Mexique

Le président du Mexique, M. Ernesto Zedillo 25
Les relations entre le Canada et le Mexique 26
Accords entre le Canada et le Mexique 31
Protocoles d'entente entre le Canada et le Mexique 33
Mexique (fiche documentaire) 35
Mexico 36

Brésil

Le président du Brésil, M. Fernando Henrique Cardoso 37
Les relations entre le Canada et le Brésil 38
Accords entre le Canada et le Brésil 44
Protocoles d'entente entre le Canada et le Brésil 45
Brésil (fiche documentaire) 47
Brasília 48
São Paulo 49

Argentine

Le président de l'Argentine, M. Carlos Menem 50
Les relations entre le Canada et l'Argentine 51
Accords entre le Canada et l'Argentine 57
Protocoles d'entente entre le Canada et l'Argentine 58
Argentine (fiche documentaire) 60
Buenos Aires 61

Chili
Le président du Chili, M. Eduardo Frei 62
Les relations entre le Canada et le Chili 63
Accords entre le Canada et le Chili 68
Protocoles d'entente entre le Canada et le Chili 70
Chili (fiche documentaire) 71
Santiago 72

Notices biographiques

Ministres fédéraux
Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 75
Le ministre du Commerce international, M. Sergio Marchi 76
Le secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), M. David Kilgour 77

Premiers ministres provinciaux
Le premier ministre de l'Ontario, M. Mike Harris 78
Le premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard 79
Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, M. Raymond Frenette 80
Le premier ministre de la Nouvelle-Écosse, M. Russell MacLellan 81
Le premier ministre du Manitoba, M. Gary Filmon 82
Le premier ministre de la Colombie-Britannique, M. Glen Clark 83
Le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, M. Patrick Binns 84
Le premier ministre de l'Alberta, M. Ralph Klein 85
Le premier ministre de la Saskatchewan, M. Roy Romanow 86
Le premier ministre de Terre-Neuve et du Labrador, M. Brian Tobin 87

Dirigeants des gouvernements territoriaux
Le premier ministre des Territoires du Nord-Ouest, M. Don Morin 88
Le leader du gouvernement du Yukon, M. Piers McDonald 89

Mission d'Équipe Canada

Missions commerciales d'Équipe Canada

- Tournant décisif de l'approche canadienne du développement du commerce international, les missions commerciales d'Équipe Canada montrent ce que les administrations publiques et le secteur privé peuvent accomplir lorsqu'ils conjuguent leurs efforts.

- Ces missions, fruit des efforts du premier ministre canadien, des dirigeants des autres gouvernements et des gens d'affaires, visent à promouvoir les biens et les services à l'étranger. Elles sont formées d'exportateurs, de jeunes entrepreneurs et de doyens d'université, ainsi que de promoteurs des arts, de la culture et du tourisme. En 1997, les jeunes s'y sont joints pour la première fois.

- Les missions d'Équipe Canada annoncent clairement aux partenaires éventuels du Canada que ce dernier tient à faire des affaires avec eux. Elles permettent d'accroître le prestige et la crédibilité du Canada, tout en aidant les nouveaux exportateurs, en particulier les petites et moyennes entreprises, à se tailler une place sur des marchés en développement rapide où se livre une concurrence acharnée.

- Le premier ministre a dirigé en Asie trois missions commerciales d'Équipe Canada, dont la première s'est déroulée en Chine (novembre 1994), la deuxième en Inde, au Pakistan, en Indonésie et en Malaisie (janvier 1996), et la troisième en Corée du Sud, aux Philippines et en Thaïlande (janvier 1997). Le premier ministre a aussi dirigé une mission importante en Argentine, au Chili et au Brésil (janvier 1995).

- Les missions d'Équipe Canada demeureront un volet important des efforts déployés par le pays en matière de développement du commerce extérieur. Essentielles à l'économie canadienne, les exportations représentent actuellement près de 40 p. 100 du produit intérieur brut du pays.

Faits saillants à ce jour

- Les missions d'Équipe Canada ont permis à plus de 1 000 entreprises d'un bout à l'autre du pays d'entrer en contact avec des dirigeants des secteurs public et privé dans des marchés en plein essor.

- Pendant ces missions, des entreprises canadiennes ont conclu près de 550 nouveaux marchés, évalués à 22 milliards de dollars. Il s'agit notamment de contrats et d'ententes de principe, tels des protocoles d'entente.

- Selon des enquêtes menées auprès des participants après les missions d'Équipe Canada de 1996 et de 1997, la majorité trouvait que ces missions avaient donné de l'impulsion à leurs efforts et que leur entreprise avait profité de la visibilité globale de la mission. Plus de la moitié d'entre eux pensait que la mission avait produit plus de pistes commerciales que prévu.

Renforcement des liens commerciaux entre le Canada et l'Amérique latine

- Les économies en expansion rapide de l'Amérique latine, en pleine libéralisation, deviennent prioritaires pour renforcer les liens commerciaux et financiers avec le Canada.

- Des réformes économiques structurelles et la privatisation poussée de secteurs clés ont ouvert d'importants débouchés pour les entreprises canadiennes.

- Les échanges avec les quatre pays au programme d'Équipe Canada 1998, soit le Mexique, le Brésil, l'Argentine et le Chili, ont augmenté ces dernières années. Le Canada tient à consolider et à développer ces nouvelles relations.

- Outre les relations bilatérales qu'il entretient sur le plan du commerce et de l'investissement, le Canada établit des liens institutionnels durables avec la région.

- Le Canada a guidé les efforts effectués pour entamer des négociations sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), que les pays de cet hémisphère espèrent lancer en avril 1998.

- Grâce à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) de 1994, le premier de ce genre entre le Canada et un pays d'Amérique latine, le Canada a pu développer d'importantes relations d'affaires avec le Mexique.

- En vertu de l'Accord de libre-échange Canada-Chili, conclu en juillet 1997, le Canada a un nouveau partenaire commercial et bénéficie d'une intéressante voie d'accès en Amérique du Sud.

- Le Canada a entamé des discussions en vue d'accroître ses échanges avec le principal groupement commercial de l'Amérique du Sud, le Mercosur. Le Brésil et l'Argentine font partie de ce groupement, et le Chili en est membre associé.

La Zone de libre-échange des Amériques

- Le Sommet des Amériques tenu à Miami en 1994 a produit un vaste plan d'action visant à resserrer la coopération économique, politique et sociale entre les nations de l'hémisphère ouest.

- La ZLEA est une partie intégrante de ce plan d'action. Les trente-quatre dirigeants, dont le premier ministre du Canada, ont annoncé qu'une zone de libre-échange serait négociée d'ici 2005.

- Depuis le Sommet de Miami, les dirigeants, les ministres du commerce et les officiels des gouvernements de l'hémisphère ont jeté les bases d'une ZLEA. Les ministres ont recommandé que les négociations soient lancées au deuxième sommet des Amériques, qui se tiendra à Santiago (Chili) en avril 1998.

- Avant le Sommet, les ministres du commerce se retrouveront au Costa Rica pour mettre au point un programme de négociation. Douze groupes de travail techniques, traitant de domaines tels l'accès aux marchés, les services et l'investissement, se réunissent régulièrement afin de préparer un cadre pour les négociations.

- Le Canada considère la ZLEA comme une priorité pour la région. Elle est une partie intégrante des efforts du pays pour élargir sa présence en Amérique latine, et plus particulièrement ses relations sur le plan du commerce et de l'investissement.

- La participation à la ZLEA est une composante importante du grand plan du Canada, qui consiste à ouvrir les marchés aux biens, aux services et aux investissements canadiens.

- Le Canada cherche à instaurer dans les Amériques une zone de libre-échange qui serait conforme à ses obligations à l'égard de l'Organisation mondiale du commerce et n'élèverait pas de barrières commerciales pour les pays non membres.

- Le Canada veut contribuer à instaurer une zone de libre-échange qui reflète les grands principes du Sommet de Miami, soit un libre-échange qui accroît et garantit la prospérité de ses citoyens.

- Le Canada est aussi d'avis que les petites économies ont des besoins spéciaux qui devraient être pris en compte dans les négociations. Il fera en sorte que les petites économies soient prêtes à participer aux négociations.

L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et l'Accord de libre-échange nord-américain

- Le vif intérêt du Canada à promouvoir le libre-échange en Amérique du Sud et en Amérique centrale, par le biais de la ZLEA et du Mersosur, s'explique largement par son expérience positive du libre-échange en Amérique du Nord.

- L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE), signé en 1988, a prouvé aux Canadiens que le libre-échange est avantageux. Les firmes canadiennes sont devenues plus efficaces, et le Canada est devenu plus concurrentiel.

- Grâce à l'Accord, les sociétés canadiennes ont fait preuve de plus de dynamisme dans leur recherche de débouchés sur les marchés étrangers.

- L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) entre le Canada, les États-Unis et le Mexique est entré en vigueur le 1er janvier 1994.

- L'ALENA est le premier accord de libre-échange réciproque que le Canada a négocié avec un pays d'Amérique latine.

- L'ALENA a amélioré l'accès canadien aux marchés des États-Unis et du Mexique. Le commerce bilatéral entre les signataires de l'ALENA s'est accru de 18,7 p. 100 entre la date d'entrée en vigueur de l'Accord et la fin de 1996, pour atteindre 388 milliards de dollars.

- L'investissement entre les pays de l'ALENA s'est également accru : les investissements américains au Canada ont atteint 122,7 milliards de dollars en 1996, soit une hausse de 9,1 p. 100 par rapport à l'année précédente. C'était la quatrième augmentation annuelle consécutive. Les investissements mexicains au Canada sont en hausse, mais restent relativement modestes (239 millions de dollars en 1996).

- En 1996, les investissements canadiens aux États-Unis s'élevaient à 92,9 milliards de dollars, soit une augmentation de 7,5 p. 100 par rapport à 1995. Les investissements canadiens au Mexique ont atteint 1,3 milliard de dollars, soit plus du double du chiffre pour 1993. Le Canada est ainsi devenu l'une des plus importantes sources de nouveaux investissements au Mexique.

- L'ALENA n'affecte pas le calendrier d'élimination progressive des droits de douane prévu dans l'ALE entre le Canada et les États-Unis. Aux termes de cet accord, presque tous ces droits seront éliminés d'ici le 1er janvier 1998.

- L'ALENA éliminera presque tous les droits de douane entre le Canada et le Mexique d'ici le 1er janvier 2003.

- En vertu de l'ALENA, des droits de douane peuvent être éliminés plus rapidement que prévu si les signataires en conviennent. Ce processus est mené par les secteurs industriels intéressés et implique des consultations publiques.

- En plus d'avoir renforcé les solides relations commerciales du Canada avec les États-Unis, l'ALENA a encouragé les Canadiens à se concentrer sur les vastes marchés relativement inexploités de l'Amérique latine.

L'Accord de libre-échange entre le Canada et le Chili

- Le premier ministre Jean Chrétien et le président du Chili, M. Eduardo Frei, ont signé l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Chili lors de la visite d'État que le président a effectuée au Canada en novembre 1996. L'Accord est entré en vigueur le 5 juillet 1997.

- L'Accord montre la détermination du Canada à créer des emplois et à favoriser la croissance économique en resserrant les liens économiques et politiques avec le Chili et l'ensemble de l'Amérique latine.

- Le Canada est la première nation du G-7 à conclure un pacte de libre-échange avec le Chili, et les sociétés canadiennes ont déjà commencé à profiter des droits de douane réduits et des autres avantages que leur offre l'Accord. Le Chili est une importante porte d'accès et une grande base d'opérations pour faire des affaires avec d'autres pays d'Amérique du Sud.

- Ce meilleur accès aux marchés sud-américains a aussi encouragé les entreprises d'autres nations à utiliser le Canada comme base d'opérations en Amérique du Nord.

- Voici les points saillants de l'Accord :

  — Admission en franchise immédiate de 75 p. 100 des exportations canadiennes, et élimination sur cinq ans du droit chilien de 11 p. 100 frappant l'importation de presque tous les autres produits industriels et à base de ressources.

  — Accès amélioré pour toute une gamme de produits agricoles. Par exemple, les droits appliqués au blé dur, qui représente 35 p. 100 des exportations dans ce secteur, seront immédiatement éliminés.

— Nouvelle protection appréciable pour les investisseurs canadiens au Chili, y compris l'assurance de se voir automatiquement accorder les avantages résultant de toute future libéralisation, et engagement de négocier une convention bilatérale de double imposition.

— Création d'une commission du libre-échange et d'un secrétariat pour veiller à ce que les différends soient réglés à la fois efficacement et en temps opportun.

— Conclusion d'accords additionnels sur l'environnement et le travail, premiers accords de cette nature signés par le Chili.

— Élimination réciproque des droits antidumping d'ici six ans.

— Exemptions pour les industries culturelles et les produits à offre réglementée; pleine protection des services sociaux et de santé; et Pacte de l'automobile laissé intact.

Le Mercosur

- Le Marché commun du Cône sud (Mercosur) a été fondé en mars 1991, lors de la signature du Traité d'Asunción par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Le Mercosur a un secrétariat permanent à Montevideo, en Uruguay.

- Le Traité prévoit la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des travailleurs et instaure un tarif extérieur commun.

- Le Mercosur est un marché intégré de quelque 240 millions d'habitants. Son produit intérieur brut (PIB) est de plus de 1 billion de dollars américains, soit environ le huitième du PIB des pays de l'ALENA.

- Lorsqu'il sera pleinement en vigueur, le Mercosur sera le plus grand marché intégré en Amérique latine, le deuxième dans l'hémisphère, après celui de l'ALENA, et le quatrième au monde, après ceux de l'ALENA, de l'Union européenne et du Japon.

- Le commerce entre membres du Mercosur est maintenant quatre fois plus important qu'en 1991, année où ce groupement a vu le jour. Les importations en provenance des pays non membres ont également augmenté.

- Le PIB combiné du Mercosur s'est accru en moyenne de 3,5 p. 100 par an depuis 1990, et son revenu par habitant de 6 950 $ est de 30 p. 100 supérieur à celui de l'ensemble de l'Amérique latine.

- Le Mercosur a conclu des accords de libre-échange avec le Chili et la Bolivie, et un accord de coopération avec l'Union européenne. Des discussions sont en cours avec les pays du Pacte andin et le Mexique.

- C'est en avril 1997 que le Canada a, pour la première fois, émis l'idée de forger des liens plus étroits avec le Mercosur, soit pendant la visite à Ottawa du président du Brésil.

- Le Mercosur est le premier partenaire commercial du Canada en Amérique latine. Entre 1994 et la fin de 1996, le commerce bilatéral avec les membres du Mercosur s'est accru d'un peu plus de 30 p. 100 pour atteindre 3 milliards de dollars.

- Les principales exportations canadiennes à destination du Mercosur sont le papier, le blé, la potasse, les produits pétroliers, le charbon, les pièces d'aéronef, les machines, le matériel de télécommunication, les produits chimiques et les machines lourdes.

- Les discussions que le Canada mène actuellement avec le Mercosur constituent l'un des jalons visant à instaurer une ZLEA.

- Le Canada et le Mercosur s'efforcent de conclure un accord de coopération en matière de commerce et d'investissement. Ce cadre de coopération encouragera le dialogue au niveau du secteur privé et fournira aux deux partenaires un mécanisme pour évaluer les obstacles posés au commerce et à l'investissement et pour collaborer aux programmes de travail de la ZLEA et de l'Organisation mondiale du commerce.

Le Sommet des Amériques : de Miami à Santiago

- Le Sommet des Amériques tenu à Miami, en décembre 1994, a réuni, pour la première fois depuis 1967, tous les dirigeants de l'hémisphère ouest et tous les dirigeants élus démocratiquement.

- Les dirigeants des 34 démocraties de l'hémisphère ont émis une déclaration de principes et un plan d'action axés sur quatre grands thèmes :

  — préserver et renforcer la démocratie;
  — promouvoir l'intégration économique et le libre-échange;
  — vaincre la pauvreté et la discrimination;
  — garantir le développement durable.

- Le prochain sommet des Amériques se tiendra à Santiago, au Chili, en avril 1998. L'ordre du jour, approuvé en juin 1997 par les ministres des affaires étrangères de l'hémisphère, comprend les thèmes suivants :

  — l'éducation;
  — le maintien et le renforcement de la démocratie et des droits de la personne;
  — l'intégration économique et le libre-échange;
  — l'élimination de la pauvreté et de la discrimination.

- Le lancement des négociations sur la Zone de libre-échange des Amériques constitue une priorité du Canada pour le prochain sommet.

- Le développement durable, qui était inscrit à l'ordre du jour du Sommet de 1994, est traité séparément en vertu du plan d'action découlant du Sommet sur le développement durable tenu en Bolivie en 1996. Le Canada appuie les efforts pour faire fond sur les réalisations du Sommet de la Bolivie par le biais de la Commission du développement durable des Nations unies et du nouveau Comité du développement durable de l'Organisation des États américains (OEA).

- Les dirigeants ont convenu de centrer le Sommet de 1998 sur les questions dans lesquelles leurs pays peuvent faire des progrès d'ici deux ou trois ans. Ils souhaitent aussi vivement que les organisations du système interaméricain, soit l'OEA, la Banque interaméricaine de développement, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Organisation panaméricaine de la santé, jouent un rôle plus important dans la mise en oeuvre du plan d'action du Sommet.

- Le Canada participe aux activités liées au Sommet et attache une grande importance aux droits de la personne et à la démocratie, thèmes qu'il coordonne avec le Brésil.

Les résultats commerciaux du Canada

- Au Canada, un emploi sur trois dépend du commerce, et le niveau de vie y est largement tributaire du commerce international.

- Les exportations comptent pour plus de 40 p. 100 du produit intérieur brut du Canada, une proportion plus élevée que dans les autres pays du G-7. Le Canada se classe au deuxième rang des pays du G-7 pour la création d'emplois. En effet, chaque milliard de dollars d'exportations équivaut à environ 11 000 emplois au Canada.

- En 1996, le commerce canadien de biens et de services a atteint 280,6 milliards de dollars, un accroissement de 6 p. 100 par rapport à l'année précédente. L'excédent commercial du Canada s'est accru, pour atteindre 41 milliards. Entre le début de 1993 et la fin de 1996, les exportations ont augmenté de plus de 88 milliards de dollars, soit 47 p. 100.

- Ces données sur le commerce sont le résultat de l'approche préconisée par Équipe Canada pour stimuler les exportations : un partenariat entre les gouvernements et le secteur privé.

- Les marchés s'ouvrent et les obstacles au commerce sont éliminés partout dans le monde. Le gouvernement élabore et perfectionne une nouvelle stratégie commerciale axée sur une gamme de programmes et de services visant à promouvoir le commerce et l'investissement. Il élargira cette gamme.

- L'approche fera fond sur le modèle d'Équipe Canada, qui a bien réussi à forger des partenariats avec les provinces et les milieux d'affaires. Ensemble, le secteur privé et tous les paliers de gouvernement ont conçu « Équipe Canada Inc. », un réseau efficace de promotion du commerce.

- Les initiatives projetées dans le contexte d'Équipe Canada Inc. comprennent un accroissement de 30 p. 100 du nombre de délégués commerciaux canadiens affectés à l'étranger et la mise sur pied, au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, d'un nouveau service axé sur les besoins d'exportation des petites et moyennes entreprises.

Les investissements étrangers au Canada

- L'investissement étranger au Canada est en progression constante. Il s'est avéré un élément clé au chapitre des emplois, de la technologie et de l'expansion du commerce. Les investissements étrangers directs au Canada se sont accrus de 87 p. 100 au cours des dix dernières années.

- En 1996, les investissements étrangers directs cumulatifs au Canada ont atteint 180 milliards de dollars, soit 7,4 p. 100 de plus qu'en 1995. Selon les statistiques publiées par l'Organisation de coopération et de développement économiques, le Canada est le pays qui offre le meilleur taux de rendement du capital (19,2 p. 100) au sein du Groupe des sept pays les plus industrialisés.

- Au Canada, 1,3 million d'emplois et 75 p. 100 des exportations manufacturières dépendent de l'investissement étranger. Chaque milliard de dollars nouvellement investi au Canada génère, sur une période de cinq ans, 45 000 emplois et une contribution de 4,5 milliards au produit intérieur brut.

- Parmi les secteurs les plus prometteurs pour l'investissement étranger au Canada, on retrouve la technologie de l'information, l'agroalimentaire, les sciences de la vie, l'automobile, la foresterie, l'aérospatiale, les produits pétrochimiques et l'exploitation minière.

Le Canada, destination la moins coûteuse pour les investisseurs

- Selon une étude indépendante publiée en octobre 1997 par la société d'experts-conseils internationale KPMG, le coût des affaires est globalement plus faible au Canada qu'aux États-Unis et dans cinq grands pays européens.

- L'étude intitulée *Le choix concurrentiel : une comparaison des coûts des entreprises au Canada, en Europe et aux États-Unis* compare les éléments de coût dont les entreprises tiennent compte pour décider où s'installer et opérer dans une région donnée. Les coûts comparés couvrent une période allant du démarrage jusqu'à la dixième année d'exploitation.

- L'étude a aussi établi que le Canada affichait les frais d'établissement les plus faibles dans chacune des huit industries manufacturières clés examinées, à savoir l'électronique, la transformation des aliments, les instruments médicaux, la métallurgie, les produits pharmaceutiques, les matières plastiques, les logiciels et le matériel de télécommunication.

Ces industries ont été étudiées parce qu'elles constituent un mélange de secteurs traditionnels à forte intensité de capital (comme la métallurgie) et de secteurs spécialisés à forte intensité de main-d'oeuvre (comme la production de logiciels).

- L'étude a couvert 42 villes, 27 en Amérique du Nord et 15 en Europe. On contaste que 14 des 17 villes canadiennes étudiées dominent le classement et que les frais d'établissement sont plus faibles dans toutes les villes canadiennes que dans chaque ville américaine étudiée.

- Le niveau peu élevé des coûts de démarrage, des coûts des services de télécommunications et des taux d'intérêt, ainsi que le fardeau fiscal global le plus bas des sept pays examinés donnent au Canada un avantage de 5,4 p. 100 sur les États-Unis au chapitre des coûts. Cet avantage varie de 1,8 p. 100 sur la Suède, qui vient au deuxième rang, à 11,8 p. 100 sur l'Allemagne, qui vient au septième rang.

- Autres résultats intéressants de l'étude en ce qui a trait au Canada :

  — Au Canada, les coûts d'affaires d'une entreprise moyenne d'environ 100 employés, et dont le chiffre d'affaires est de 10 millions de dollars, sont inférieurs d'environ 1 million de dollars par année comparativement aux États-Unis. L'avantage du Canada sur certains des autres pays étudiés est encore plus marqué.

  — Le taux d'imposition réel sur les bénéfices des sociétés au Canada, y compris l'impôt fédéral, l'impôt provincial et les taxes municipales, est parmi les plus bas des sept pays étudiés.

- L'étude donne encore plus de force aux nombreuses prévisions positives formulées par les organisations internationales sur le Canada. Le Fonds monétaire international a récemment prédit que le Canada dominerait le monde industriel pour la croissance économique en 1997 et en 1998.

- L'étude complète aussi les grandes initiatives fédérales visant à accroître l'investissement au Canada. Celles-ci consistent à diffuser ce message positif à l'étranger, à accorder une attention particulière aux secteurs industriels jugés prioritaires, à aider les petites et moyennes entreprises à se développer au moyen de partenariats financiers et à favoriser leur accès au capital de risque, et à forger de nouvelles alliances entre les trois ordres de gouvernement et le secteur privé.

La renaissance économique du Canada

- L'économie canadienne, qui connaît une croissance vigoureuse, est à son plus haut niveau depuis 25 ans.

- Le plan d'assainissement des finances appliqué par le gouvernement, conjugué à une inflation faible et stable, a contribué à la baisse marquée des taux d'intérêt. Cela a alimenté la forte croissance économique récente, à l'origine de la création d'emplois, et reflète un regain d'optimisme de la part des consommateurs et des gens d'affaires. Il s'agit là d'une base solide pour assurer une croissance durable.

- Au cours des neuf premiers mois de 1997, il y a 279 000 emplois qui ont été créés, tous dans le secteur privé et la plupart à temps plein.

- Les taux hypothécaires à un an ont chuté de presque quatre points de pourcentage depuis janvier 1995, apportant un important soulagement aux propriétaires d'habitations. Les taux hypothécaires à cinq ans sont à un des niveaux les plus bas depuis dix ans.

- Selon les prévisions du secteur privé, la croissance en 1997 et en 1998 sera d'environ 3,7 p. 100, soit la plus forte augmentation pour deux années consécutives depuis près de dix ans et la plus importante au sein des membres du Groupe des sept pays les plus industrialisés.

- Ces résultats économiques encourageants sont largement attribuables au succès du Canada dans la réduction de son déficit. En 1993-1994, le déficit était d'environ 42 milliards de dollars, soit environ 6 p. 100 du produit intérieur brut (PIB). En 1996-1997, le déficit s'est établi à 8,9 milliards de dollars, soit environ 20 milliards de moins que l'année précédente. Cela constitue le plus important redressement sur deux ans dans toute l'histoire du Canada. Le déficit du gouvernement fédéral est de 1,1 p.100 du PIB, son niveau le plus bas en plus de 20 ans.

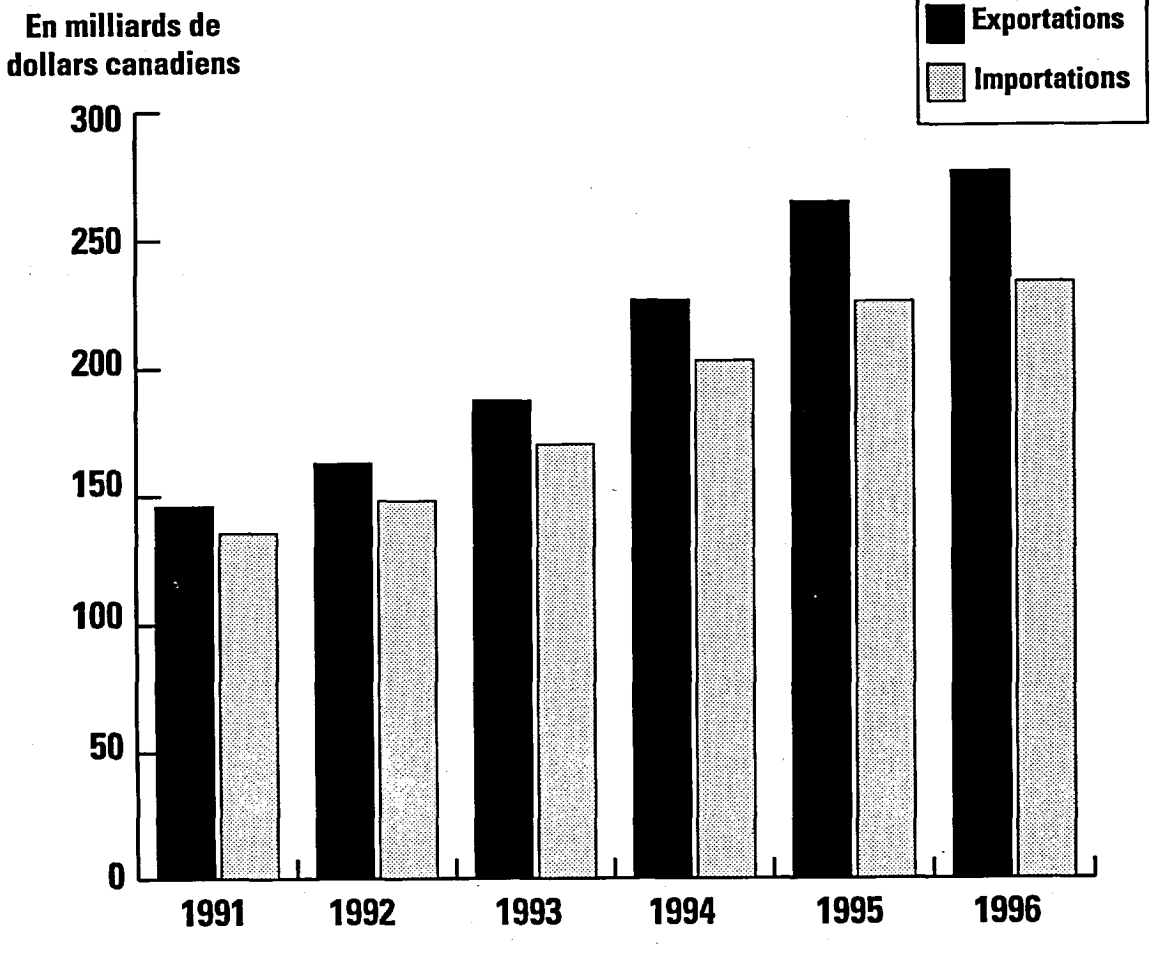
- Le gouvernement prévoit que le déficit sera éliminé au plus tard en 1998-1999. Ce sera la première fois depuis 1969-1970 que le budget fédéral sera équilibré.

- En 1996-1997, pour la première fois en 27 ans, le gouvernement n'a pas dû emprunter pour financer les programmes courants ou pour payer des intérêts sur la dette publique.

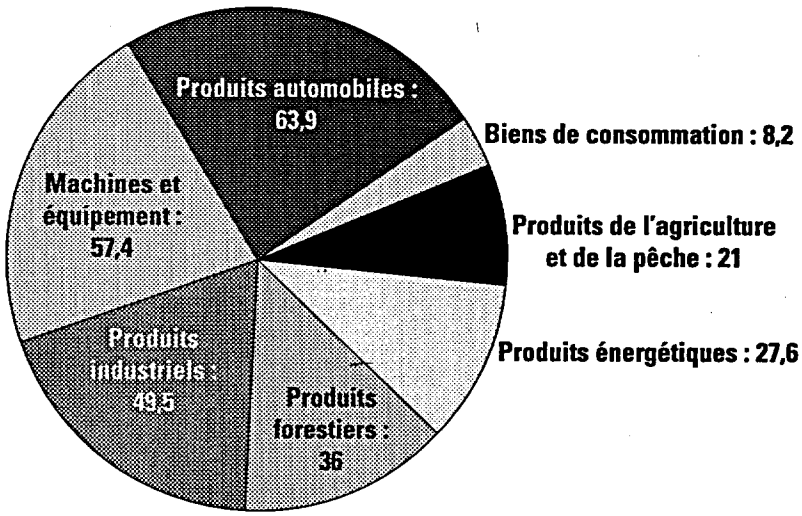
- Malgré les progrès réalisés en vue d'éliminer le déficit, la dette publique totale du gouvernement fédéral est jugée trop élevée. Étant donné que la croissance soutenue et la création d'emplois à long terme passent par une réduction du ratio de la dette sur le PIB, le gouvernement veut continuer à abaisser ce ratio.

Graphiques : la performance de l'économie canadienne

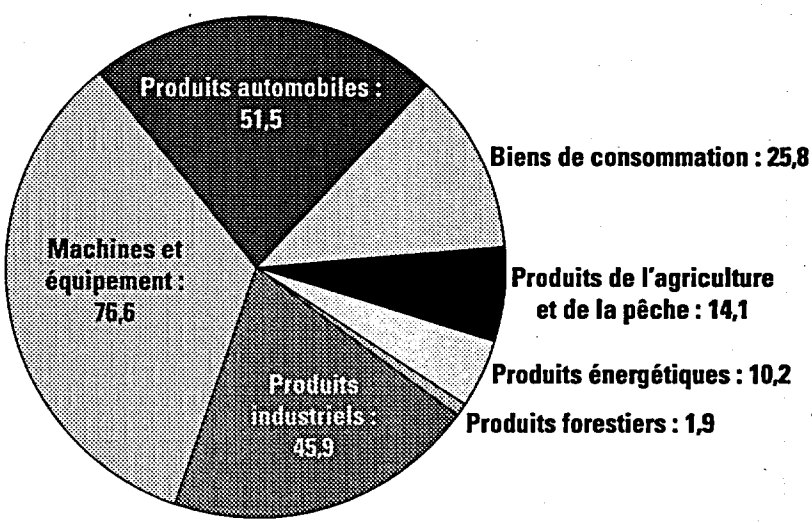
Graphique 1
Commerce extérieur du Canada, de 1991 à 1996
(Commerce des marchandises, sur la base des données douanières)



Graphique 2A
Exportations canadiennes par secteur, 1996
(En milliards de dollars canadiens)



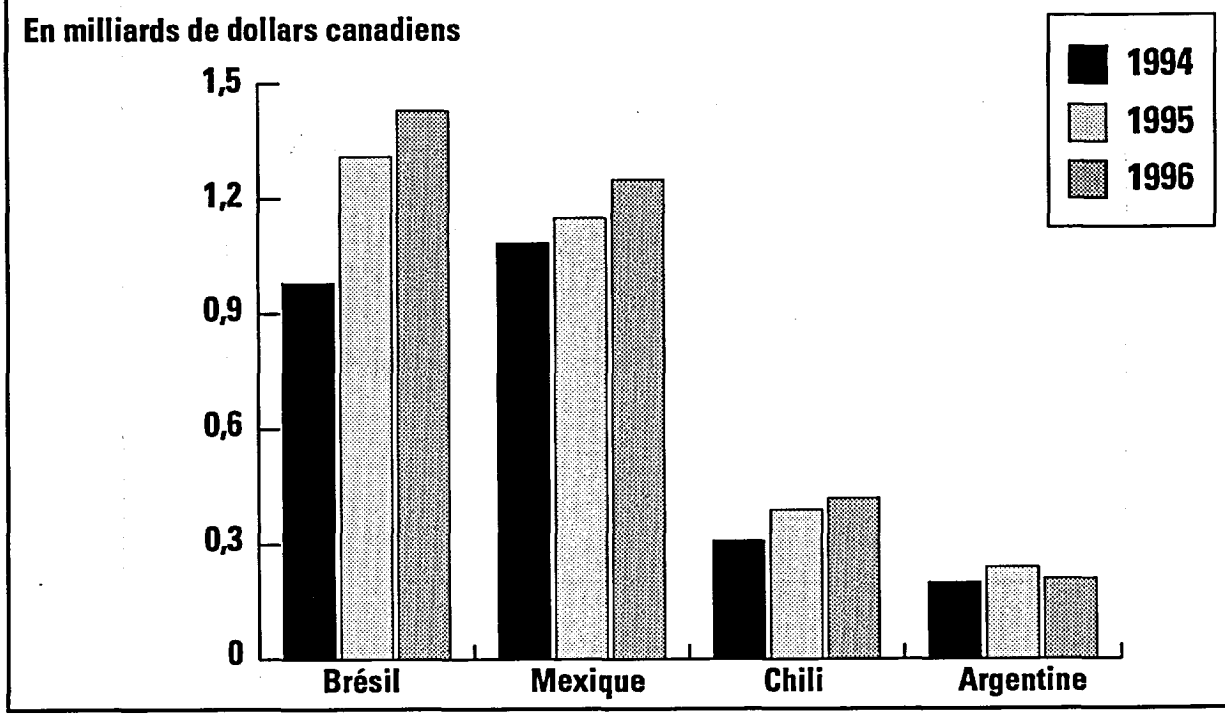
Graphique 2B
Importations canadiennes par secteur, 1996
(En milliards de dollars canadiens)



Graphique 3

Exportations canadiennes au Brésil, au Mexique, en Argentine et au Chili

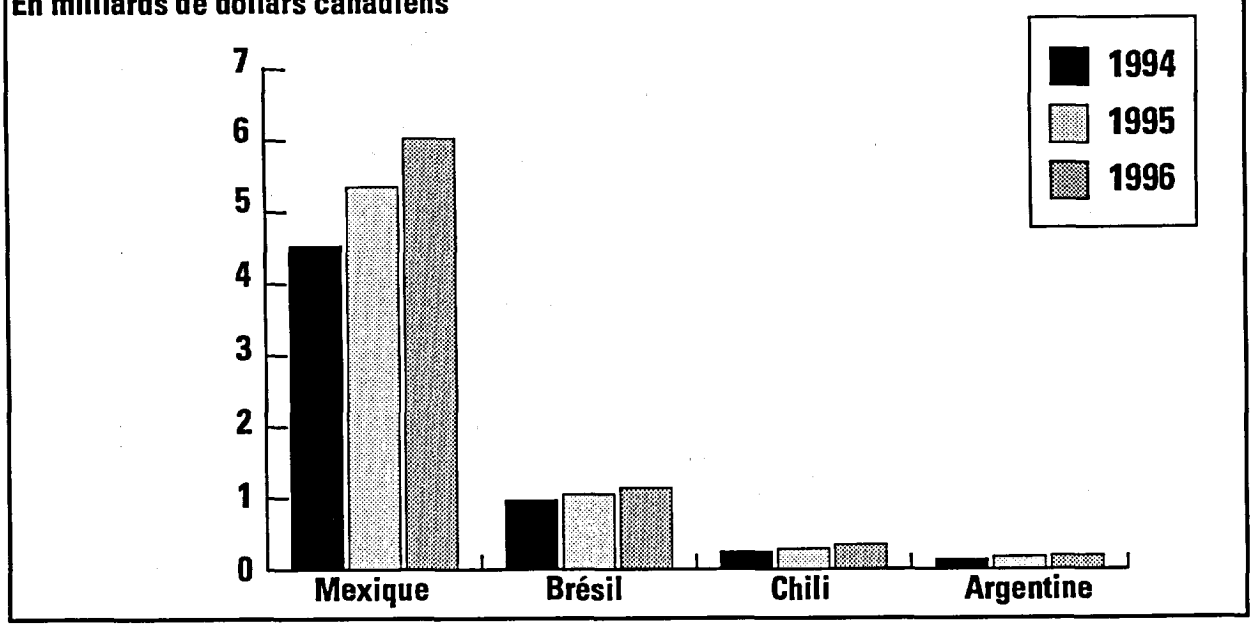
(Commerce des marchandises, sur la base des données douanières)



Graphique 4

Importations canadiennes du Brésil, du Mexique, de l'Argentine et du Chili

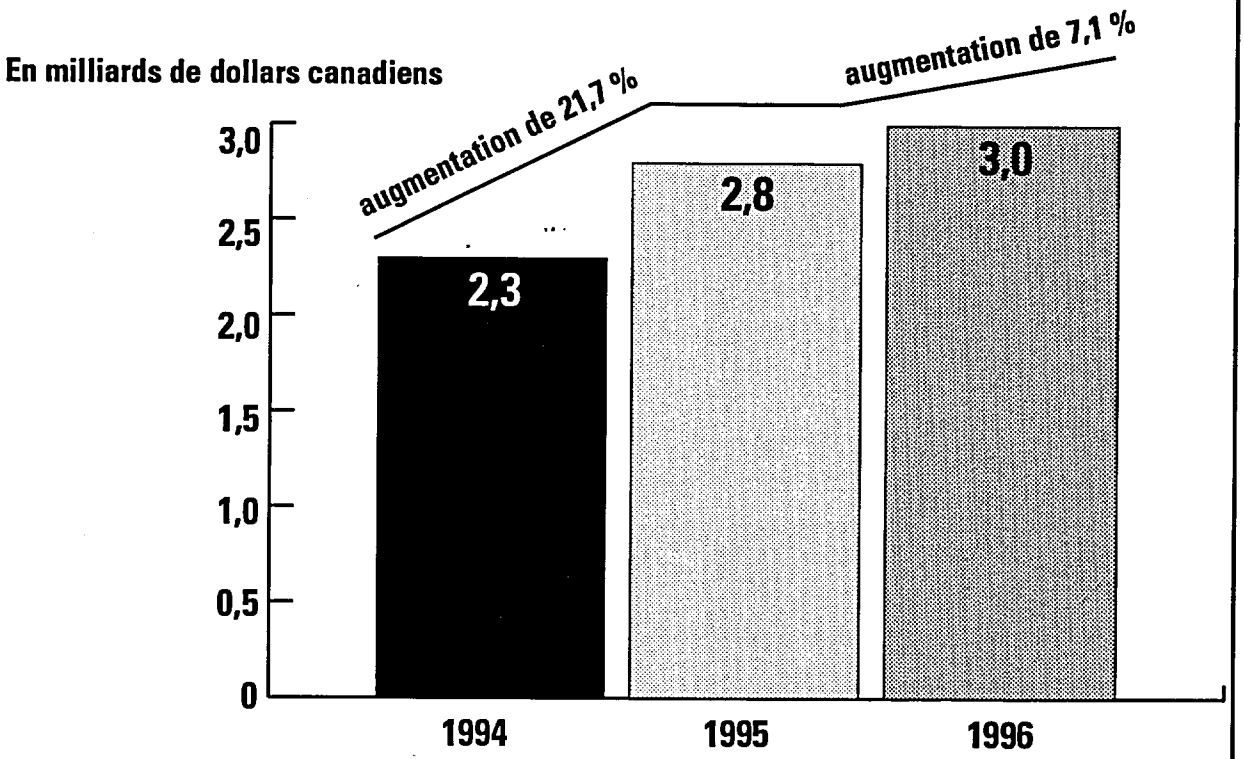
(Commerce des marchandises, sur la base des données douanières)



Graphique 5

Commerce bilatéral du Canada avec le Mercosur[1], de 1994 à 1996

(Commerce des marchandises, sur la base des données douanières)



[1] Le Mercosur regroupe l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay

Profil des pays

Mexique

Le président du Mexique M. Ernesto Zedillo

M. Ernesto Zedillo Ponce de León a obtenu un doctorat en économie à l'Université Yale, après avoir étudié à l'École supérieure d'économie de l'Institut polytechnique national du Mexique, ainsi qu'à Bradford, en Angleterre.

Avant d'entrer au gouvernement, M. Zedillo a enseigné l'économie au Collège de Mexico. En 1978, il a participé à la recherche et à l'analyse économiques relatives à la balance des paiements à la Banque du Mexique. En 1982, il est devenu directeur adjoint de la Banque pour la recherche économique.

En 1986, M. Zedillo a été nommé sous-secrétaire à la Planification et au Contrôle budgétaire, au Secrétariat de la programmation et du budget. Sous le gouvernement du président Carlos Salinas, il a été secrétaire à l'Éducation, ainsi qu'à la Programmation et au Budget.

En mars 1994, M. Zedillo a été nommé candidat à la présidence du Mexique sous la bannière du Parti révolutionnaire institutionnel, auquel il appartient depuis plus de vingt ans. Il a été élu président en décembre 1994.

M. Zedillo a épousé Nilda Patricia Velasco; ils ont cinq enfants.

Les relations entre le Canada et le Mexique

- Le Canada entretient des relations importantes et diversifiées avec le Mexique, et le partenariat entre les deux pays, dans le contexte de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), a amené un resserrement de ces liens.

- Depuis 1990, il y a eu de nombreuses rencontres ministérielles entre les deux pays dans des secteurs comme le commerce, l'agriculture, l'énergie et les mines, et les communications.

- Au cours des six dernières années, plus de 35 accords bilatéraux ont été signés, y compris la première convention de double imposition signée par le Mexique, ainsi que des accords sur la coopération en matière d'environnement, le téléenseignement, les mines, la culture, et des questions d'ordre juridique.

- Le Comité ministériel mixte Canada – Mexique, établi en 1968, permet aux ministres de se consulter sur des questions d'intérêt commun touchant notamment la politique, l'économie, le commerce et la culture. Le Comité s'est réuni environ tous les deux ans jusqu'en 1990, et chaque année depuis. La dernière réunion a eu lieu à Mexico, en décembre 1996.

- Lors de ses diverses réunions, le Comité ministériel mixte s'est penché sur différents aspects de la politique étrangère, notamment le commerce, les finances, l'environnement, l'agriculture, l'investissement, les questions monétaires internationales, les droits de la personne, les questions d'ordre juridique, les forêts et le tourisme.

- En mars 1994, le premier ministre Chrétien s'est rendu à Mexico, et en juin 1996, le président Zedillo a effectué une visite d'État de cinq jours au Canada. Tout récemment, en novembre 1997, le président est venu au Canada pour la réunion du forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), à Vancouver.

- Membre de plusieurs organisations régionales, le Mexique constitue un important partenaire multilatéral pour le Canada. Il est membre fondateur du Groupe de Rio, qui accorde un grand poids aux vues du Mexique au moment des prises de position collectives.

- Au sein de l'Organisation des États américains, le Mexique est le quatrième bailleur de fonds, derrière les États-Unis, le Canada et le Brésil. Le Canada a appuyé l'adhésion du Mexique au forum de l'APEC en novembre 1993 et, en 1994, à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

- Depuis quelques années, les relations entre Canadiens et Mexicains vont croissant. Chaque année, un million de Canadiens environ se rendent au Mexique, et quelque 70 000 Mexicains font un séjour au Canada. Les échanges culturels se sont multipliés, et comprennent maintenant un programme visant à encourager les études canadiennes dans les universités mexicaines.

- Un autre programme permet l'entrée temporaire de travailleurs agricoles mexicains pour combler la pénurie saisonnière de main-d'oeuvre au Canada.

- Le Canada est représenté à Mexico, à Monterrey et à Guadalajara; il a en outre des consuls honoraires à Acapulco, à Cancún, à Mazatlán, à Oaxaca, à Puerto Vallarta, à San Miguel de Allende et à Tijuana. De son côté, le Mexique a des représentants à Ottawa, à Montréal, à Toronto et à Vancouver, et des consuls honoraires à Calgary, à Québec, à Dartmouth et à St. John's.

- Les commissions canadienne et mexicaine des droits de la personne ont paraphé un accord de coopération en octobre 1995. Bien qu'ils n'en soient qu'aux premières étapes de la mise en oeuvre de cet accord, les représentants des deux pays ont élaboré une proposition conjointe avec l'appui de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Celle-ci permet à l'expertise canadienne de répondre aux besoins du Mexique en ce qui a trait aux handicaps, au VIH/sida, ainsi qu'aux femmes et aux enfants.

- Les liens se resserrent entre les commissions électorales canadienne et mexicaine. Les élections mexicaines à mi-mandat, en juillet 1997, ont donné au Canada l'occasion d'établir de nouveaux liens avec le Mexique, notamment par l'échange de parlementaires.

Commerce et investissement

- Le Mexique est le principal partenaire commercial du Canada en Amérique latine. De 1994 à la fin de 1996, le commerce bilatéral a progressé de 30 p. 100, atteignant 7,3 milliards de dollars. Pendant la même période, les exportations canadiennes ont augmenté de 66 p. 100, pour se chiffrer à 1,25 milliard de dollars.

- L'accès du Canada au marché mexicain s'est amélioré considérablement depuis le 1er janvier 1994, date de l'entrée en vigueur de l'ALENA. Les entreprises canadiennes bénéficient maintenant d'un accès de plus en plus libre à un marché de quelque 90 millions de consommateurs. Elles sont en train d'accroître leurs ventes dans les secteurs de l'automobile, des services financiers, du camionnage, de l'énergie et des pêches.

- Aujourd'hui, les produits manufacturés dépassent largement la moitié des exportations de marchandises canadiennes au Mexique. Les entreprises canadiennes oeuvrant dans les secteurs des télécommunications, des matières plastiques, de l'automobile, des machines-outils et de la métallurgie ont réalisé des percées remarquables sur le marché mexicain. Il y a d'importants débouchés pour des partenaires canadiens dans les domaines des technologies de l'information et de l'environnement, de l'agriculture et de l'agroalimentaire, des industries axées sur les ressources naturelles, de l'ingénierie et du bâtiment.

- En 1996, l'investissement canadien direct au Mexique a atteint 1,3 milliard de dollars, alors qu'à la fin de 1993 il se chiffrait à 530 millions. La privatisation se poursuit et crée de nouveaux débouchés pour les entreprises canadiennes dans le secteur des transports (ports, aéroports, routes) et des centrales hydroélectriques, ainsi que de l'entreposage, de l'acheminement et de la distribution du gaz naturel.

- Au nombre des principaux produits mexicains importés au Canada figurent les véhicules automobiles et pièces, le matériel électrique, le matériel et les pièces d'enregistrement et de reproduction du son, les produits pétroliers, les moteurs et pièces, les machines de traitement de données et pièces, les jeux de fils d'allumage, les climatiseurs et pièces, les machines à filtrer et à purifier et les pièces, les meubles, les fruits et les noix, les légumes, le verre et les articles en verre, et le matériel optique. Les produits manufacturés représentent maintenant 88 p. 100 des importations canadiennes en provenance du Mexique.

- Les banques canadiennes jouent un rôle de plus en plus important sur le marché mexicain, comme en témoignent les investissements faits dans deux banques du pays, l'un par la Banque de Montréal et l'autre par la Banque de la Nouvelle-Écosse. En 1996, la Société pour l'expansion des exportations a fourni un financement de l'ordre de 600 millions de dollars pour appuyer les exportations canadiennes au Mexique.

Coopération en matière de développement

- L'ACDI n'a pas de programme complet d'aide bilatérale au développement pour le Mexique, pays qui a des revenus dans la tranche moyenne supérieure et un produit intérieur brut de 4 200 dollars par habitant. Le Mexique reçoit cependant une aide grâce à un certain nombre de canaux de l'ACDI.

- Puissance mondiale naissante et pays devenu récemment donateur, le Mexique fait partie de l'OCDE depuis 1994 et aimerait en savoir davantage sur les politiques et les pratiques canadiennes en matière d'aide au développement. Le Canada examine, avec le Mexique et les pays d'Amérique centrale, un programme d'aide au développement.

- Par ailleurs, le Canada a entamé des discussions avec le Secrétariat des relations étrangères du Mexique sur un appui éventuel à la rééducation des victimes de mines terrestres. En outre, avec l'Organisation panaméricaine de la santé, il a participé à une mission d'enquête au Nicaragua, au Salvador et au Honduras.

- Le Fonds canadien d'initiatives locales, administré par l'ambassade du Canada, appuie de petits projets s'adressant aux groupes les plus défavorisés du Mexique. En outre, grâce à un programme régional, le Mexique reçoit de l'aide pour le resserrement des liens institutionnels entre les commissions canadienne et mexicaine des droits de la personne.

- Le Programme des institutions d'éducation de l'ACDI appuie les partenariats entre des universités canadiennes et mexicaines pour mettre au point certains programmes ou les renforcer. Les établissements canadiens sont l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard (services vétérinaires et santé des animaux), l'Université de la Saskatchewan (immunologie et informatique pour lutter contre le problème du VIH/sida) et l'Université Simon Fraser (histoire orale et développement communautaire).

- L'ACDI appuie divers partenariats entre des organisations non gouvernementales du Canada et du Mexique oeuvrant notamment dans la production et la gestion de l'agriculture rurale, la santé, l'environnement, l'approvisionnement en eau potable, l'irrigation et le drainage, la mise en valeur des ressources humaines, la recherche participative et l'ordre public, ainsi que l'organisation et la gestion communautaires. Les partenaires canadiens sont le Save the Children Fund of British Columbia, la Social Investment Organization, le Congrès du travail du Canada, Horizons d'amitié et Inter Pares.

- Le Programme de coopération industrielle (PCI) de l'ACDI favorise la collaboration entre les entreprises canadiennes et mexicaines ainsi que le transfert de technologies et de services. Depuis 1978, le PCI a versé des contributions totalisant 27,5 millions de dollars pour appuyer la coopération, en particulier dans les secteurs de la fabrication, de l'agriculture, de la santé, de l'eau et des transports. Il finance actuellement 27 projets opérationnels au Mexique, dont 19 sont liés à des investissements canadiens et 8 à des services de consultation.

Accords entre le Canada et le Mexique

Date	Objet	Description
Décembre 1904	Questions postales	Convention postale
Mai 1906	Questions postales	Convention pour toucher les mandats postaux
Mai 1909	Questions postales	Accord pour échanger les colis postaux sans les ouvrir
Février 1946	Commerce	Accord de commerce
Décembre 1961	Transports	Accord sur le transport aérien
Juillet 1962	Communications	Échange de notes sur la coopération en matière de radiodiffusion
Novembre 1968	Affaires consulaires et diplomatiques	Formation du Comité interministériel mixte Canada-Mexique
Avril 1973	Affaires consulaires et diplomatiques	Échange de notes sur la coopération en matière d'affaires consulaires
Janvier 1974	Finances et revenu	Accord pour supprimer la double imposition des revenus provenant de l'exploitation internationale de navires et d'aéronefs
Janvier 1976	Culture	Accord culturel
Mars 1977	Justice et affaires criminelles	Transfèrement des délinquants
Mai 1980	Affaires consulaires et diplomatiques	Accord en vue d'établir une délégation du Québec
Mai 1980	Commerce	Accord de coopération économique
Mai 1984	Culture	Accord culturel
Mars 1990	Finances et revenu	Accord d'aide mutuelle entre les administrations douanières
Mars 1990	Justice et affaires criminelles	Traité d'extradition
Mars 1990	Environnement	Accord de coopération environnementale
Mars 1990	Finances et revenu	Convention sur l'échange de renseignements en matière fiscale
Mars 1990	Tourisme	Accord de coopération touristique
Mars 1990	Justice et affaires criminelles	Traité d'aide juridique mutuelle dans les affaires criminelles

Avril 1991	Communications	Accord de coproduction de films et d'émissions de télévision
Avril 1991	Finances et revenu	Accord sur la double imposition
Octobre 1991	Agriculture	Accord nord-américain sur la protection des plantes (révisé)
Novembre 1991	Culture	Accord dans le secteur des musées et de l'archéologie
Septembre 1992	Finances et revenu	Accord entre les banques centrales
Novembre et décembre 1993	Affaires consulaires et diplomatiques	Entente d'abolition de visa sur les passeports diplomatiques et les passeports officiels
Janvier 1994	Commerce	Accord de libre-échange nord-américain
Janvier 1994	Environnement	Commission nord-américaine sur la coopération en matière d'environnement
Janvier 1994	Travail	Accord nord-américain sur la coopération dans le domaine du travail
Juin 1994	Environnement	Plan nord-américain de gestion des zones humides (sauvagine)
Septembre 1994	Foresterie	Entente sur les forêts modèles
Janvier 1995	Énergie et ressources naturelles	Accord de coopération nucléaire
Avril 1995	Finances et revenu	Accord sur la sécurité sociale
Octobre 1995	Droits de la personne	Accord entre les commissions des droits de la personne
Novembre 1995	Agriculture	Plan de travail établissant des mesures phytosanitaires pour le commerce des pommes de terre de semence
Juin 1996	Communications	Accord sur le développement parallèle de réseaux éducatifs
Juin 1996	Transports	Minute sur la sécurité de l'aviation, modifiant l'Accord sur le transport aérien
Juin 1996	Élections	Accord de coopération technique entre l'Institut électoral fédéral et Élections Canada
Juillet 1996	Santé	Déclaration conjointe concernant la lutte contre le sida

Protocoles d'entente entre le Canada et le Mexique

Date	Objet	Description
Mai 1980	Échanges professionnels	Protocole d'entente sur les échanges de jeunes spécialistes et techniciens
Juin 1980	Agriculture	Protocole d'entente sur la coopération agricole (La modification de 1990 traite aussi du bétail.)
Juin 1982	Agriculture	Protocole d'entente dans le domaine de l'hygiène vétérinaire
Mars 1990	Commerce	Protocole d'entente sur les consultations en matière de commerce et d'investissement
Mars 1990	Foresterie	Protocole d'entente sur la coopération forestière, renouvelé en 1996
Mars 1990	Justice et affaires criminelles	Protocole d'entente sur la coopération pour la lutte contre le trafic de stupéfiants et la toxicomanie
Janvier 1991	Finances et revenu	Protocole d'entente pour la coopération en matière de vérification
Juin 1991	Travail	Protocole d'entente sur le programme des travailleurs saisonniers mexicains (renouvelé en avril 1995)
Avril 1992	Télécommunications	Protocole d'entente sur la coopération en matière de télécommunications
Mai 1992	Travail	Protocole d'entente sur les activités de travail coopératif
Septembre 1992	Environnement	Protocole d'entente sur l'éducation relative à l'environnement
Octobre 1992	Énergie et ressources naturelles	Protocole d'entente sur la coopération dans les domaines de l'arpentage, de la cartographie, de la télédétection et des systèmes d'information géographique
Février 1993	Logement	Protocole d'entente concernant les logements et les établissements humains
Mars 1994	Transports	Protocole d'entente sur l'utilisation des installations et des gares routières des entreprises de transport

Mars 1994	Transports	Protocole d'entente sur la coopération technique
Mars 1994	Transports	Protocole d'entente sur la reconnaissance des permis de conduire commerciaux
Avril 1994	Transports	Protocole d'entente sur l'échange de renseignements en matière de sécurité maritime
Octobre 1994	Tourisme	Protocole d'entente sur la recherche en matière de tourisme
Mars 1995	Transports	Protocole d'entente sur la coopération scientifique et technique
Septembre 1995	Santé	Protocole d'entente sur la coopération en matière de réglementation sanitaire
Octobre 1995	Environnement	Protocole d'entente visant la coopération entre les programmes sur l'homme et la biosphère
Juin 1996	Communications	Protocole d'entente sur les technologies utilisées pour l'enseignement à distance
Juin 1996	Énergie et ressources naturelles	Protocole d'entente sur la coopération en matière de politique d'exploitation minière
Juin 1996	Énergie et ressources naturelles	Protocole d'entente sur la coopération en sciences de la terre et en cartographie
Juin 1996	Transports	Protocole d'entente sur la coopération technique et l'harmonisation des règlements de sécurité de l'aviation civile
Juin 1996	Affaires consulaires et diplomatiques	Protocole d'entente concernant l'échange d'agents du Service extérieur
Juin 1996	Énergie et ressources naturelles	Protocole d'entente sur l'efficacité énergétique et les énergies de remplacement

MEXIQUE

Capitale : Mexico

Données géographiques

Superficie
1 973 000 km^2

Population
93,7 millions (est. 1995)

Taux de croissance annuelle de la population
1,8 % (est. 1995)

Langue officielle
Espagnol

Principal groupe religieux
Catholiques (93 %)

Données politiques

Régime
République fédérale

Institutions démocratiques
Congrès bicaméral

Dirigeant
Le président Ernesto Zedillo Ponce de León

Ministre des Affaires étrangères
M. José Angel Gurría Treviño

Ministre du Commerce et du Développement industriel
M. Herminio Blanco Mendoza

Indice du développement humain de l'ONU (1997)
Le Mexique se classe 50e sur 175 pays.

Représentant du Canada

M. Stanley Gooch, ambassadeur
Ambassade du Canada
Calle Schiller No 529
Colonia Rincón del Bosque
Polanco 11560, Mexico, D.F.
Mexique

Téléphone : (011-525) 724-7900
Télécopieur : (011-525) 724-7982

Données économiques

PIB
326 milliards $US (1996)

Taux de croissance du PIB
6,25 % (est. 1997)

PIB par habitant
3 600 $US (1996)

Taux d'inflation
16,5 % (est. 1997)

Taux de chômage
3,4 % (septembre 1997)

Principales exportations
Pétrole, produits pétroliers, moteurs, véhicules à moteur, café, crevettes

Principales importations
Grains, articles fabriqués, machines agricoles, matériel électrique

Principales exportations au Canada
6,03 milliards $ (1996), en machines et matériel, produits automobiles, produits industriels

Principales importations du Canada
1,25 milliard $ (1996), en produits automobiles, produits agricoles, machines et matériel, produits industriels

Décembre 1997

Mexico

Mexico, capitale politique et centre commercial du Mexique, compte environ 20 millions d'habitants. La ville est située à 2 240 mètres d'altitude et est entourée de montagnes.

Les Espagnols ont fondé la ville en 1521 sur les ruines de Tenochtitlán, la capitale des Aztèques. Le conseil municipal de la ville a été reconnu en 1522, et Mexico est devenue la capitale de l'Amérique hispanique, son influence s'étendant jusqu'au Panama.

Entre la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle, la ville a été modernisée et réaménagée, adoptant dans une large mesure les styles architecturaux européens. En 1930, Mexico comptait déjà 1 million d'habitants — et ce chiffre était deux fois plus élevé en 1950. Sa croissance rapide s'est poursuivie dans la deuxième moitié du siècle. La population de la ville est majoritairement composée de *mestizos*, qui combinent des origines européenne et amérindienne.

La vie économique nationale se concentre surtout à Mexico. Les principales industries sont notamment la construction, la production du fer et de l'acier, les produits chimiques, les matières plastiques, le ciment et les textiles.

Mexico est un grand centre culturel de l'Amérique latine, abritant de nombreux musées, dont le Musée national d'anthropologie. La ville a aussi de nombreux journaux et magazines, dont plusieurs ont une distribution nationale. Parmi les grands établissements d'enseignement, mentionnons l'Université nationale autonome du Mexique, fondée en 1551, et l'Institut polytechnique national.

La ville a un climat tropical de haute altitude : il y fait frais et sec, sauf pendant la saison des pluies, de mai à septembre.

Brésil

Le président du Brésil
M. Fernando Henrique Cardoso

M. Fernando Henrique Cardoso est né le 18 juin 1931 à Rio de Janeiro. En 1961, il a obtenu un doctorat ès sciences de la Faculté de philosophie, de sciences et de lettres de l'Université de São Paulo, où il a plus tard été directeur. En 1962 et 1963, il a étudié la sociologie à l'Université de Paris.

M. Cardoso a commencé sa carrière universitaire en 1964, en tant que professeur de sociologie du développement à l'Institut latino-américain pour la planification économique et sociale. Il a été professeur de sociologie et de sciences politiques à de nombreuses universités, notamment à l'Université de Paris-Nanterre, à l'Université de São Paulo, à l'Université de Cambridge et à l'Institut des hautes études en sciences sociales, à Paris. Il a également été professeur invité à l'Université de Californie et à l'Université de Stanford.

M. Cardoso a assumé des fonctions auprès de plusieurs instituts de recherche et associations de chercheurs; il a été notamment coprésident de la Fondation internationale pour un développement alternatif, à Nyon, en Suisse, et président de l'Association internationale de sociologie, à Amsterdam.

En 1983, il est devenu sénateur fédéral de l'État de São Paulo, et, de 1985 à 1986, il a été leader du gouvernement au Congrès.

M. Cardoso a été élu président du Brésil en octobre 1994 et est entré en fonction le 1er janvier 1995.

M. Cardoso a épousé Ruth Corrêa Leite Cardoso.

Les relations entre le Canada et le Brésil

- Le Canada et le Brésil ont établi des relations diplomatiques en 1941. Depuis, le Canada considère le Brésil comme un partenaire de plus en plus important pour les affaires, à l'échelle des Amériques et du monde.

- Le Canada a une ambassade à Brasília, un consulat général à São Paulo, un bureau commercial à Rio de Janeiro, ainsi que des consuls honoraires à Rio de Janeiro, à Salvador da Bahia et à Belo Horizonte.

- Le Brésil et le Canada sont tous deux attachés au multilatéralisme et actifs dans un certain nombre de dossiers internationaux. Ils collaborent étroitement pour faire en sorte que le développement de la démocratie et les droits de la personne restent à l'avant-plan des préoccupations des pays de l'hémisphère, en assumant la coprésidence du Groupe de travail sur les droits de l'homme et le développement démocratique de l'Organisation des États américains. Les deux pays travaillent également de concert au maintien de la paix, au contrôle des armements et à la protection de l'environnement. Le Brésil a été le premier pays d'Amérique latine à confirmer son appui au choix de Montréal comme siège social du Secrétariat sur la biodiversité.

- Le Brésil et le Canada ont les mêmes approches en matière de réforme des Nations unies et ont chacun appuyé la candidature de l'autre au sein de diverses institutions internationales. Le Brésil a très tôt soutenu la candidature du Canada à un siège non permanent au Conseil de sécurité pour la période 1999-2000, et le Canada appuie la candidature du Brésil pour 1998-1999.

- Pendant la mission commerciale qu'il a dirigée au Brésil en janvier 1995, le premier ministre a assisté à la signature de cinq accords bilatéraux : un Protocole d'entente sur les consultations politiques de haut niveau, un Protocole d'entente sur l'établissement d'un conseil économique et commercial mixte, un Accord de coproduction audiovisuelle, un Traité d'extradition et un Traité d'entraide en matière pénale. Des consultations politiques ont également eu lieu à Ottawa, en décembre 1995, et à Brasília, en février 1997. Les deux pays ont signé un accord de coopération nucléaire en mai 1996, lors de la visite au Brésil du ministre canadien des Affaires étrangères.

- Les gouverneurs des États de Rio de Janeiro et de Minas Gerais ont visité le Canada en 1995 et en 1997 respectivement, avec d'importantes délégations de gens d'affaires. Le gouvernement du Manitoba a dirigé au

Brésil une délégation de gens d'affaires au printemps de 1996; le Québec (en septembre 1996) et l'Ontario (au printemps de 1997) ont suivi le mouvement.

- En novembre 1996, le ministre canadien de l'Environnement a mené au Brésil une mission sur les technologies environnementales et a signé un protocole d'entente sur la coopération et les consultations environnementales. La première série de consultations s'est tenue à Ottawa en mars 1997.

- Le Canada a collaboré avec des partenaires brésiliens à l'organisation de *Canadá nas Gerais* (le Canada en général), un festival commercial et culturel tenu à Belo Horizonte en septembre 1997. On y mettait en vedette l'expertise commerciale du Canada et la culture canadienne.

- Cinq centres d'études canadiennes ont un programme d'études canadiennes au Brésil. L'Association brésilienne pour les études canadiennes, établie en 1991, compte environ 200 membres qui enseignent des matières liées aux études canadiennes ou qui font de la recherche sur le Canada et les relations Canada-Brésil. Les études canadiennes sont subventionnées par un programme fédéral de bourses de complément de spécialisation, qui aide des professeurs à préparer des cours et de la documentation sur le Canada et les relations Canada-Brésil. Le Prix du gouverneur général est accordé chaque année à un étudiant brésilien diplômé qui entreprend des recherches sur le Canada. En outre, le Programme de soutien aux bibliothèques aide les universités brésiliennes à élargir leur collection de documents sur les études canadiennes.

- Le président du Brésil a proclamé 1996 l'année de l'éducation. Au printemps de 1996, plus de 30 éducateurs canadiens ont participé à la première foire internationale de l'éducation tenue à Rio de Janeiro et à São Paulo. Plus de 20 000 personnes ont visité les expositions, qui donnaient notamment de l'information sur les études supérieures, les cours d'anglais, les programmes de formation pour cadres supérieurs et d'autres domaines d'étude.

Commerce et investissement

- Le Brésil a une population de plus de 160 millions d'habitants, et son produit intérieur brut se classe parmi les 10 plus élevés au monde. Les réformes économiques généralisées et la prospérité croissante du pays en ont fait un marché de choix pour le développement du commerce et de l'investissement.

- Le Brésil est le principal partenaire commercial du Canada en Amérique du Sud, et son premier marché d'exportation en Amérique latine. En 1996, les échanges commerciaux bilatéraux s'élevaient à un peu plus de 2,5 milliards de dollars, comparativement à 2,4 milliards en 1995 et à 2 milliards en 1994. Les exportations canadiennes ont atteint quelque 1,43 milliard de dollars en 1996, soit presque le double du chiffre pour 1993.

- Le blé, le papier journal, les combustibles minéraux et la potasse ont toujours dominé les exportations canadiennes au Brésil, mais les prises de contrôle et les fusions transforment rapidement l'économie brésilienne et la nature des relations que les deux pays ont établies sur le plan du commerce et de l'investissement.

- Le Brésil a déréglementé plusieurs de ses secteurs industriels clés et en a ouvert un bon nombre à l'investissement étranger, ce qui a accru les débouchés pour les exportateurs et les investisseurs canadiens. Les marchés des télécommunications et de l'informatique ont connu l'essor le plus rapide, mais les secteurs de l'énergie et de l'exploitation minière offrent également des débouchés d'envergure.

- Les fournisseurs canadiens se sont taillé une place importante dans les domaines de la haute technologie, des communications, de la production automatisée, de l'élevage et de l'environnement.

- Le Canada a des investissements totalisant près de 4 milliards de dollars au Brésil, ce qui le place au septième rang des pays investisseurs. Le Brésil est devenu l'une des principales destinations de l'investissement canadien à l'étranger.

- Lors de la visite du premier ministre au Brésil en janvier 1995, les entreprises canadiennes ont signé des contrats et des ententes de principe s'élevant à 602 millions de dollars.

Coopération en matière de développement

- La coopération du Canada avec le Brésil en matière de développement est coordonnée par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Elle se fonde sur la mise en commun de l'expérience et des compétences canadiennes grâce à des partenariats formés entre de nombreuses organisations des deux pays. Les programmes de l'ACDI visent principalement à soutenir les efforts déployés par le Brésil pour relever les défis auxquels il fait face en matière de justice sociale, d'urbanisation, d'industrialisation et d'environnement. Par le truchement de ses programmes axés sur les régions et sur les organismes non

gouvernementaux, ainsi que de ses programmes de coopération institutionnelle et industrielle, l'ACDI a versé des contributions d'environ 10 millions de dollars en 1996-1997 pour appuyer le travail de partenaires canadiens au Brésil.

- Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI favorise la collaboration entre entreprises canadiennes et brésiliennes, ainsi que le transfert de technologies et de services. Depuis 1978, le Programme a versé des contributions de 12,9 millions de dollars pour appuyer la coopération, surtout dans les secteurs de la fabrication, de l'énergie et de la santé. Le Programme finance 12 projets opérationnels au Brésil, dont 7 sont liés à des investissements canadiens et 5 à des services de consultation.

- Le Programme des institutions d'éducation de l'ACDI procure un appui aux universités brésiliennes par l'intermédiaire de plusieurs universités canadiennes. Le Programme permet de renforcer la capacité des universités brésiliennes financées par l'État, dans les secteurs de la gestion de l'environnement, de l'agriculture, de l'économie domestique et du téléenseignement.

- Grâce à l'appui financier qu'elles reçoivent de l'ACDI, des organisations non gouvernementales canadiennes collaborent avec des organisations brésiliennes pour renforcer la capacité des collectivités en matière de soins de santé, d'éducation, de développement des micro-entreprises, d'organisation des collectivités et des administrations municipales, de coopératives agricoles, de défense des droits des femmes et des autochtones, de solutions pour les enfants de la rue et de gestion de l'environnement.

Gestion des affaires publiques et droits de la personne

- Le projet des droits de la personne et de la responsabilité des forces policières, que dirigent le Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne de l'Université d'Ottawa et le Centre d'étude de la violence de São Paulo, appuie les efforts de réforme des forces policières brésiliennes en s'inspirant de modèles canadiens pour le traitement des plaintes du public, les enquêtes internes et les relations avec la collectivité.

- Le projet d'éducation des jeunes enfants, sous l'égide de Pueblito Canada, de Toronto, et d'un groupe d'organisations non gouvernementales oeuvrant dans les zones urbaines marginalisées de

Belo Horizonte, implique le transfert de compétences canadiennes dans les domaines de l'éducation des jeunes enfants et de la mobilisation des ressources communautaires.

- En outre, l'ACDI collabore avec divers partenaires à la mise au point de nouvelles initiatives. Ainsi, le Bureau du protecteur du citoyen de la Colombie-Britannique et l'État du Paraná élaborent un projet sur les droits des citoyens et l'obligation des administrations publiques de rendre des comptes. Centraide Canada et un groupe d'organisations nationales de la société civile du Brésil rédigent également un projet sur la collecte de fonds et sur la formation des bénévoles et des membres de conseils d'administration.

- Le Fonds régional pour la promotion de l'égalité des sexes, géré au Brésil par l'ambassade du Canada, appuie dans six pays d'Amérique du Sud des projets modestes visant à réduire la disparité entre les sexes en milieu de travail.

Gestion de l'environnement

- Le projet de formation en matière d'environnement au sein des industries brésiliennes est codirigé par l'Université polytechnique Ryerson de Toronto (en collaboration avec l'École polytechnique de Montréal, le Collège Lambton de Sarnia, en Ontario, le Centre de recherche industrielle du Québec et Wastewater Technology International de Burlington, en Ontario) et par le Service national de formation technique du Brésil. Son but est d'encourager l'industrie brésilienne à adopter des pratiques et des technologies respectueuses de l'environnement grâce à des programmes de formation et de vérification en matière d'environnement.

- Dans le cadre du projet de développement durable de l'industrie des minéraux, la Commission géologique du Canada et le Centre canadien de la technologie des minéraux et de l'énergie collaborent avec l'Institut brésilien de recherche sur les ressources minérales et le Centre brésilien de la technologie des minéraux afin de traiter de problèmes environnementaux comme le drainage minier acide, auquel doivent faire face les secteurs miniers des deux pays.

- Le projet d'efficacité de l'énergie électrique, dirigé conjointement par B.C. Hydro International Inc. (en collaboration avec Manitoba Hydro et un certain nombre d'entreprises canadiennes) et par le Programme national du Brésil pour l'efficacité énergétique, s'inspire de modèles canadiens de gestion de la demande.

- Environnement Canada et le Secrétariat de l'environnement de l'État de São Paulo participent à un projet de gestion des bassins hydrographiques. Le but est de rendre plus efficace la gestion de la qualité des eaux dans cet État, en introduisant des systèmes d'aide à la décision, en améliorant la gestion du traitement des eaux usées et des boues et en appuyant la décentralisation et la participation du public.

- Le projet de télédétection par radar, du Centre canadien de télédétection et de l'Institut brésilien de recherche spatiale, aide le Brésil à améliorer sa capacité de contrôler et de gérer les ressources naturelles des forêts ombrophiles tropicales.

- Le projet de conservation génétique des stocks de poisson, du World Fisheries Trust de Victoria, en Colombie-Britannique, et des universités fédérales de Minas Gerais et de Santa Catarina, porte sur le transfert de technologies canadiennes visant à recueillir et à préserver le matériel génétique, et à conserver les espèces de poissons migrateurs d'eau douce au Brésil.

Accords entre le Canada et le Brésil

Date	Objet	Description
Juillet 1888	Marins (déserteurs)	Accord sur la remise des marins marchands déserteurs
Juin 1909	Arbitrage	Convention d'arbitrage
Avril 1919	Arbitrage	Traité prévoyant l'établissement d'une commission de paix
Octobre 1941	Commerce	Accord de commerce
Mai 1944	Culture	Échange de notes pour l'avancement des relations culturelles entre le Canada et le Brésil
Août 1968	Sciences	Échange de notes relatif aux relations scientifiques entre le Canada et le Brésil
Janvier 1972	Radio	Échange de notes concernant un accord réciproque sur l'exploitation de postes de radio amateur
Avril 1975	Coopération économique	Accord de coopération technique
Juin 1984	Impôt	Convention en vue d'éviter la double imposition du revenu
Mai 1986	Services aériens	Accord sur le transport aérien
Janvier 1992	Transfèrement de délinquants	Traité sur le transfèrement des délinquants (sous réserve de ratification)
Janvier 1995	Affaires criminelles	Traité sur l'entraide en matière d'affaires criminelles
Janvier 1995	Extradition	Traité d'extradition
Janvier 1995	Coproduction audiovisuelle	Accord de coproduction audiovisuelle
Mai 1996	Coopération nucléaire	Accord pour l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques

Protocoles d'entente entre le Canada et le Brésil

Date	Objet	Description
Juin 1970	Économie	Protocole d'entente entre le ministre de l'Industrie et du Commerce du Canada et le ministre des Finances du Brésil concernant la coopération économique et l'aide technique
Juin 1976	Relations commerciales et économiques	Échange de notes sur l'établissement d'un comité mixte des relations commerciales et économiques Canada-Brésil
Janvier 1977	Aide technique	Entente de prêts par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international
Janvier 1979	Textiles	Entente sur le fil acrylique
Septembre 1979	Extradition	Entente entre le Canada et le Brésil sur la base de l'article 87 de la Loi brésilienne sur l'extradition et de la proclamation de la partie II de la Loi canadienne sur l'extradition
Mars 1982	Sciences	Protocole d'entente sur la coopération scientifique entre le Conseil national du développement scientifique et technologique du Brésil et le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
Juin 1982	Consultations politiques	Échange de notes constituant une entente sur l'emploi des personnes à charge
Novembre 1982	Sciences	Protocole d'entente sur la coopération scientifique entre le Conseil de recherches médicales du Canada et le Brésil
Juin 1984	Pêches	Protocole d'entente sur la pêche
Juin 1984	Prêts	Protocole d'entente entre la Commission canadienne du blé et le Brésil

Mars 1985	Sciences et technologie	Protocole d'entente concernant la coopération en matière de sciences et de technologie
Juillet 1987	Emploi réciproque	Échange de notes constituant une entente sur l'emploi de personnes à charge
1989	Programmes environnementaux	Entente entre la Direction générale de la conservation et de la protection d'Environnement Canada et le Secrétariat spécial pour l'environnement du Brésil; complète le Protocole d'entente concernant la coopération en matière de sciences et de technologie
Janvier 1995	Consultations politiques	Protocole d'entente sur les consultations politiques de haut niveau
Janvier 1995	Conseil économique et commercial	Protocole d'entente concernant l'établissement d'un conseil économique et commercial mixte
Novembre 1996	Coopération environnementale	Protocole d'entente sur la coopération et la consultation environnementales

BRÉSIL

Capitale : Brasília

Données géographiques

Superficie
8 512 000 km^2

Population
155,8 millions (1995)

Taux de croissance annuelle de la population
2,1 %

Langue officielle
Portugais

Principal groupe religieux
Catholiques (72 %)

Données politiques

Régime
République fédérale

Institutions démocratiques
Congrès national bicaméral

Dirigeant
Le président Fernando Henrique Cardoso

Ministre des Affaires étrangères
M. Luiz Felipe Lampreia

Ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme
M. Francisco Dornelles

Indice du développement humain de l'ONU (1997)
Le Brésil se classe 68e sur 175 pays.

Représentant du Canada

Mme Nancy M. Stiles, ambassadeur
Ambassade du Canada
Caixa Postal 00961
70359-900 Brasília, D.F.
Brésil

Téléphone : (011-55-61) 321-2171
Télécopieur : (011-55-61) 321-4529

Données économiques

PIB
766,5 milliards $ (1996)

Taux de croissance du PIB
3,2 % (1996)

PIB par habitant
4 415 $ (1995)

Taux d'inflation
16,5 % (1996)

Taux de chômage
5,1 % (janvier 1997)

Principales exportations
Pétrole brut, produits chimiques, grains de blé, voitures de tourisme, machines, y compris le matériel électrique

Principales importations
Minerais et concentrés de fer, fèves de café non torréfiées, soja et tourteaux de soja (pour animaux), produits chimiques, produits en fer et en acier ordinaire, machines, matériel de transport

Principales exportations vers le Canada
1,13 milliard $ (1996), en fer et acier, machines électriques, pièces d'équipement, café, thés matés et épices, machines, chaudières et engins mécaniques

Principales importations du Canada
1,43 milliard $ (1996), en produits de papier, céréales, minéraux combustibles et huiles, machines, chaudières, engrais, sel, soufre, pâte de bois

Décembre 1997

Brasília

L'idée de bâtir une nouvelle capitale à l'intérieur du Brésil faisait l'objet de discussions depuis la fin du XVIIIe siècle. En 1956, on a choisi un site à environ 1 000 kilomètres de Rio de Janeiro, et le gouvernement a commencé à s'installer dans la capitale moderne de Brasília en 1960. La ville, originellement conçue pour environ 500 000 habitants, en compte maintenant quelque 1,9 million.

Brasília a été construite selon le grand plan d'urbanisme de l'architecte, professeur et urbaniste brésilien Lúcio Costa. Les principaux édifices du gouvernement et la grande cathédrale ont été conçus par l'architecte brésilien Oscar Niemeyer. Le concepteur paysagiste Roberto Burle Marx a sélectionné et aménagé la végétation qui donne à la ville son aspect verdoyant. La ville est réputée pour son architecture et sa sculpture innovatrices, de même que pour ses espaces verts, ses parcs et ses jardins botaniques.

Comme elle est une capitale construite sur mesure, Brasília regroupe surtout des industries légères comme la construction, les services d'alimentation, la production de meubles et l'édition.

Parmi les grandes institutions culturelles et les principaux établissements d'enseignement de la capitale, mentionnons l'Université de Brasília, le Théâtre national, le Musée de Brasília et l'Institut d'histoire. Le climat y est doux et sec.

São Paulo

São Paulo est sise sur un plateau, à environ 50 kilomètres de la côte de l'Atlantique. Avec leurs quelque 19 millions d'habitants, São Paulo et sa banlieue constituent l'agglomération la plus populeuse d'Amérique du Sud, et l'une des plus grandes au monde.

São Paulo a été fondée par les missionnaires jésuites en 1554, et a acquis le statut de ville en 1711. La ville est restée relativement petite jusque dans les années 1880, lorsque les plantations de café de l'État de São Paulo ont attiré nombre de travailleurs immigrants en provenance d'Italie, du Portugal, du Japon et du Moyen-Orient.

Après la Seconde Guerre mondiale, la ville moderne de São Paulo a commencé à prendre forme : c'est aujourd'hui un grand centre d'affaires pour les textiles, les appareils électroménagers, les meubles, les produits chimiques, les véhicules à moteur et le raffinage du pétrole. La ville est aussi le centre bancaire du pays.

São Paulo est l'un des grands centres culturels et intellectuels du Brésil depuis l'ouverture, en 1827, de la Faculté de droit, l'une des deux premières universités ouvertes au pays. Le Musée d'art moderne de São Paulo, fondé en 1947, est considéré comme l'un des meilleurs musées d'Amérique du Sud. São Paulo est aussi un centre important pour les médias, et abrite de grosses maisons d'édition.

Les habitants de São Paulo sont de grands amateurs de sport, surtout de soccer, de course automobile, de volleyball et de basketball.

Le climat est tempéré et humide, et les brusques changements de température ne sont pas rares.

Argentine

Le président de l'Argentine M. Carlos Menem

M. Carlos Saúl Menem est né le 2 juillet 1930 à Anillaco, dans la province de La Rioja. Il a fait ses études primaires et secondaires dans sa province natale et étudié le droit à l'Université de Córdoba, où il a entamé ses activités politiques.

Après avoir obtenu son diplôme d'avocat en 1955, il est rentré à La Rioja pour assurer la défense juridique des prisonniers politiques incarcérés après un coup d'État au mois de septembre de la même année. En 1956, M. Menem a été détenu pour des raisons politiques. Un an plus tard, il a fondé la Jeunesse péroniste de la province de La Rioja, où il a également assumé les fonctions de conseiller juridique de la Confédération générale du travail.

En 1958, M. Menem a été choisi pour siéger en tant que sénateur national pour le parti de l'Union populaire, mais cette candidature lui a été refusée parce qu'il n'avait pas l'âge requis. En 1962, il a été élu député provincial pour le département de Castro Barros, dont fait partie sa région natale, mais il n'a pu remplir cette fonction à cause d'un coup d'État.

En mars 1973, M. Menem est pour la première fois élu gouverneur de la province de La Rioja, avec 67 p. 100 des voix.

M. Menem a été arrêté en mars 1976 lors du coup d'État qui a renversé le gouvernement d'Isabel de Perón. Il est resté en prison jusqu'en février 1981. Suite au retour de la démocratie, M. Menem a été réélu gouverneur de La Rioja en 1983 ainsi qu'en 1987.

Le 14 mai 1989, M. Menem a été élu président de l'Argentine. Il a été réélu le 14 mai 1995.

M. Menem a épousé Zulema Fátima Yoma.

Les relations entre le Canada et l'Argentine

- Le Canada a ouvert sa première légation à Buenos Aires en 1941. La même année, il signait un accord commercial avec l'Argentine.

- La portée des relations bilatérales n'a cessé de s'élargir depuis 1990. Ces relations se concentrent surtout sur la sécurité mondiale et régionale, et la politique commerciale. L'Argentine et le Canada coopèrent étroitement au sein de l'Organisation des États américains. Aux Nations unies, ils joignent également leurs efforts sur des questions comme la réforme du Conseil de sécurité et les missions onusiennes de maintien de la paix. Les deux pays ont aussi collaboré lors de la Conférence des Nations unies sur les stocks de poissons transzones et les espèces migratrices. Ils ont signé à cet égard une convention ayant force obligatoire. Le Canada et l'Argentine font partie du groupe des « amis d'Haïti », avec le Chili, le Venezuela, la France et les États-Unis.

- Le Canada et l'Argentine ont coparrainé un séminaire régional sur le maintien de la paix, qui a eu lieu à Buenos Aires en avril 1996. Ils ont entamé les négociations d'un nouveau traité d'entraide juridique au cours de la même année.

- Le Canada et l'Argentine négocient actuellement une mise à jour d'un accord sur la protection des investissements étrangers qui est entré en vigueur en 1993. Une entente sur la double imposition a pris effet en 1994. Un accord de coopération nucléaire, signé lors de la visite d'État du président de l'Argentine en 1994, a par la suite été ratifié.

- Le milieu universitaire argentin s'intéresse de plus en plus aux études canadiennes et noue des liens avec les universités au Canada. Sept centres d'études canadiennes ont ouvert leurs portes depuis 1990, et plus de 150 professeurs enseignent et mènent des recherches sur différents aspects du Canada ou des relations Canada–Argentine. L'Association argentine pour les études canadiennes a été établie en 1996.

- Au cours des dix dernières années, environ 250 bourses ont été octroyées à des chercheurs argentins au titre du Programme de bourses de complément de spécialisation et du Programme de bourses de recherche. Le Canada verse chaque année quelque 100 000 $ pour des cours et des recherches en études canadiennes en Argentine. En avril 1997, l'ambassade du Canada à Buenos Aires a aussi accordé une aide considérable à 26 établissements canadiens participant à une grande foire internationale sur l'éducation, tenue en Argentine.

- Le Canada et l'Argentine ont surtout collaboré à des projets dans les domaines du cinéma, de la télévision et de l'édition. En 1988, ils ont signé un accord sur la coproduction de films et d'émissions de télévision. Deux longs métrages et une série télévisée ont été produits depuis.

- Les relations bilatérales ont été revitalisées et renforcées par plusieurs visites de haut niveau. Le président de l'Argentine, M. Menem, a effectué une visite officielle au Canada en 1994. C'était la première visite au Canada d'un président argentin depuis 1961. En janvier 1995, le premier ministre Chrétien a fait la première visite officielle d'un premier ministre du Canada en Argentine.

- Lors de sa visite en Argentine en 1995, le premier ministre du Canada a convenu avec le président de l'Argentine de lancer deux séries de consultations annuelles. Depuis, deux séries de consultations politico-économiques et trois séances de consultation sur la sécurité internationale ont eu lieu.

- En 1995 et 1996, plusieurs ministres canadiens ont effectué une visite en Argentine. Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration a représenté le Canada à la cérémonie d'entrée en fonction du président de l'Argentine en juillet 1995. Le ministre des Affaires étrangères a effectué une visite officielle en Argentine en mai 1996. En novembre 1996, le ministre de l'Environnement a dirigé une délégation commerciale en Argentine où il a signé un protocole d'entente sur la coopération environnementale. Plus récemment, les ministres fédéraux du Revenu national, du Patrimoine canadien, de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ainsi que du Commerce international et le secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) se sont, eux aussi, rendus en Argentine.

- Le ministre de l'Économie de l'Argentine a visité le Canada en juillet 1996, et le secrétaire à l'Industrie, au Commerce et aux Mines y a été accueilli en juin 1997.

Commerce et investissement

- Le commerce entre l'Argentine et le Canada s'est sensiblement accru au cours des dernières années. Entre 1992 et 1996, les échanges commerciaux bilatéraux ont monté en flèche, passant de 226 millions de dollars à près de 400 millions. Depuis 1992, les exportations canadiennes ont presque triplé. Les chiffres pour les huit premiers mois de 1997 révèlent que les exportations canadiennes en Argentine ont atteint quelque 250 millions de dollars, soit un accroissement de 100 p. 100 par rapport à la même période en 1996.

- Lors de la mission commerciale du premier ministre en Argentine en janvier 1995, les gens d'affaires canadiens ont signé des contrats et des ententes de principe s'élevant à 394 millions de dollars.

- Au nombre des exportations canadiennes en Argentine figurent les machines, les produits agroalimentaires, les minéraux et les métaux, le matériel de télécommunication, les appareils mécaniques et électriques, le papier journal, les matières plastiques et les produits chimiques.

- Durant les trois dernières années, plusieurs accords ont été conclus dans les domaines de l'énergie nucléaire, des géosciences, de l'exploitation minière, des pêches, de l'espace, de la haute technologie et, tout récemment, de l'agriculture et de l'environnement. On a récemment mis sur pied un projet d'un an permettant l'exportation de porc canadien en Argentine et l'importation de boeuf argentin au Canada.

- Les liens commerciaux entre les deux pays ont été renforcés par l'investissement canadien direct en Argentine, qui devrait atteindre 2 milliards de dollars américains d'ici l'an 2000. Le Canada se place au troisième rang à ce chapitre en Argentine. Les Canadiens ont concentré leurs investissements dans les secteurs de l'énergie, du pétrole et du gaz, et de l'exploitation minière.

- Étant donné les similarités que présentent les bases économiques du Canada et de l'Argentine, il y a de nombreux débouchés pour les entreprises canadiennes, notamment dans les secteurs de l'exploitation minière, du pétrole et du gaz, des télécommunications et de l'informatique, des transports, de la transformation des aliments, de l'agriculture, de la foresterie et de l'éducation. D'autres débouchés s'ouvrent aussi dans de nouveaux domaines d'activité comme la géomatique, l'environnement, les pièces et accessoires d'automobile, la santé, le tourisme et les matériaux de construction.

- Les exportations en Argentine bénéficient des programmes d'assurance et de financement de la Société pour l'expansion des exportations. Les intérêts commerciaux canadiens sont aussi servis par un accord sur la protection des investissements étrangers et une entente sur la double imposition conclus avec l'Argentine.

Coopération en matière de développement

- Le Canada subventionne de modestes programmes de coopération au développement avec l'Argentine, par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). L'Agence n'a pas de programme géographique centré sur l'Argentine.

- Un certain nombre d'initiatives auxquelles participent des établissements argentins partenaires reçoivent toutefois l'appui de programmes de l'ACDI pour l'Amérique du Sud. Ainsi, le Fonds de transfert de technologies Canada-Cône sud examine les projets proposés par des partenaires institutionnels au Canada et en Argentine, au Chili, en Uruguay et au Paraguay. D'autres initiatives reçoivent l'appui des programmes de coopération institutionnelle et industrielle, ainsi que celui des programmes pour les organisations non gouvernementales.

- Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI stimule la collaboration entre les entreprises des deux pays, ainsi que le transfert de technologies et de services.

- Depuis 1978, le Programme de coopération industrielle a versé des contributions de 13 millions de dollars pour appuyer la coopération, principalement dans les secteurs de la fabrication, de l'énergie, de la foresterie, de l'agriculture et des services d'exploitation minière. Le Programme finance actuellement 16 projets opérationnels en Argentine, dont 13 sont liés à des investissements canadiens et 3 à des services de consultation.

- Les programmes de l'ACDI en Argentine sont conçus pour forger des liens institutionnels à long terme entre les deux pays. Ils appuient la participation des institutions canadiennes à des partenariats visant à réaliser les objectifs prioritaires de l'Argentine au chapitre du développement.

- Plusieurs programmes sont axés sur le perfectionnement des compétences techniques des travailleurs argentins, surtout dans les secteurs de l'exploitation minière et des énergies renouvelables. D'autres programmes favorisent le recours aux compétences et aux technologies canadiennes dans les domaines de la réglementation et de la gestion de l'environnement.

Gestion de l'environnement

- Par leur projet de technologie environnementale Canada-Cône sud, Environnement Canada et le Secrétariat argentin des ressources naturelles et de l'environnement humain appuient le transfert, aux organismes publics et aux industries argentines, de technologies canadiennes en matière de gestion des déchets et des eaux usées.

- Le projet de transfert de technologies dans le secteur des minéraux, commun au Centre canadien de la technologie des minéraux et de l'énergie et à l'Institut argentin des technologies des minéraux, renforce

la capacité des administrations fédérales et provinciales de réglementer les activités d'exploitation minière afin de protéger l'environnement.

- Dans le cadre du projet de formation sur le Radarsat en Amérique du Sud, le Centre canadien de télédétection et Radarsat International collaborent pour améliorer la capacité de gestion des ressources naturelles de huit pays. Le projet renforce les compétences en matière de télédétection par radar et démontre les applications de Radarsat. L'Administration nationale de l'aérospatiale est le partenaire argentin du projet.

- Le projet environnemental ARPEL, de l'Environmental Services Association of Alberta et de l'Association des sociétés pétrolières nationales d'Amérique latine (ARPEL), rehausse les capacités des membres de l'ARPEL, dont l'Argentine, dans des domaines comme l'élaboration de plans d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures, le contrôle des émissions dans l'atmosphère et l'efficacité énergétique.

- La Commission géologique du Canada dirige un projet régional auquel participent les organismes d'études géologiques de l'Argentine, du Chili, du Pérou et de la Bolivie. Ce projet vise à augmenter les investissements dans l'exploration et l'exploitation minières des régions éloignées en améliorant la cartographie géologique.

Mise en valeur des ressources humaines

- L'Association des collèges communautaires du Canada et le ministère argentin de l'Éducation collaborent afin d'étoffer le programme de réforme de l'enseignement technique en Argentine, grâce au transfert de modèles canadiens d'enseignement non universitaire axé sur l'emploi.

- L'ACDI aide des établissements d'enseignement canadiens et argentins à améliorer leur capacité d'offrir des programmes d'éducation et de mise en valeur des ressources humaines. Ainsi, le Collège Macdonald de l'Université McGill reçoit des subventions depuis cinq ans pour collaborer avec cinq établissements argentins de façon à offrir des programmes d'enseignement et de recherche sur les énergies renouvelables.

Autres initiatives de développement

- L'ACDI appuie divers partenariats en Argentine par le truchement d'organisations non gouvernementales.

  — La Lifecycle Project Society, de Victoria, en Colombie-Britannique, collabore avec des groupes de jeunes à Rosario, en Argentine, à la mise en oeuvre locale d'Action 21, qui cherche à promouvoir la santé, la sécurité alimentaire et le maintien de la diversité biologique.

  — L'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix collabore avec plusieurs organisations à des programmes de mise en valeur des ressources humaines et à des programmes d'éducation populaire sur des sujets tels les droits de la personne, la politique du logement, l'administration publique locale, la santé, la main-d'oeuvre, les droits de la femme et l'égalité entre les hommes et les femmes.

Accords entre le Canada et l'Argentine

Date	Objet	Description
Février 1825	Commerce	Traité d'amitié, de commerce et de navigation
Mai 1889	Extradition	Traité d'extradition mutuelle des criminels fugitifs
Octobre 1941	Commerce	Accord de commerce
Août 1949	Impôt	Échange de notes comportant un accord visant à éviter la double imposition des bénéfices provenant du transport maritime et aérien
Septembre 1974	Énergie nucléaire	Échange de notes constituant un accord selon lequel l'équipement, les matières et la technologie fournis par le Canada ne seront pas utilisés pour des explosions nucléaires
Janvier 1976	Énergie nucléaire	Accord de coopération concernant le développement et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques
Mai 1979	Services aériens	Accord sur le transport aérien commercial
Octobre 1980	Coopération économique	Accord de coopération économique, commerciale et industrielle
Septembre 1986	Tourisme	Accord de coopération en matière de tourisme
Septembre 1988	Culture	Accord sur les relations en matière de films
Février 1991	Emploi de personnes à charge	Échange de lettres constituant un accord concernant l'emploi réciproque de personnes à charge
Novembre 1991	Protection des investissements	Accord sur l'encouragement et la protection des investissements
Avril 1993	Impôt	Accord visant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune
Juin 1994	Énergie nucléaire	Accord de coopération pour l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques

Protocoles d'entente entre le Canada et l'Argentine

Date	Objet	Description
Décembre 1993	Navigabilité	Protocole d'entente entre le Bureau national de la navigabilité de l'Argentine et Transports Canada
Janvier 1995	Consultations politiques	Protocole d'entente sur les consultations politiques régulières de haut niveau
Janvier 1995	Géosciences	Protocole d'entente sur la coopération en géosciences entre la Direction nationale des services géologiques de l'Argentine et la Commission géologique du Canada
Janvier 1995	Minéraux et métaux	Protocole d'entente sur la coopération en matière de recherche et de développement et de transfert de technologie liés aux métaux et aux minéraux entre l'Institut national de technologie des minéraux, du Secrétariat des minéraux de l'Argentine, et le Centre canadien de la technologie des minéraux et de l'énergie, de Ressources naturelles Canada
Janvier 1995	Énergie nucléaire	Protocole d'entente sur la coopération en matière de recherche et de développement liés à l'énergie nucléaire entre la Commission nationale de l'énergie atomique de l'Argentine et Énergie atomique du Canada Limitée
Janvier 1995	Énergie nucléaire	Protocole d'entente sur l'eau lourde entre la Commission nationale de l'énergie atomique de l'Argentine et Énergie atomique du Canada Limitée
Janvier 1995	Énergie nucléaire	Protocole d'entente sur un programme pour le développement d'un partenariat de services entre la Commission nationale de l'énergie atomique de l'Argentine et Énergie atomique du Canada Limitée
Janvier 1996	Agriculture	Protocole d'entente sur les enquêtes communes et les échanges scientifiques entre l'Institut national de technologie agricole et Agriculture et Agroalimentaire Canada

Novembre 1996	Environnement	Protocole d'entente sur la coopération environnementale entre le secrétariat d'État aux Ressources naturelles et à l'Environnement de l'Argentine et les ministères de l'Environnement et de l'Industrie du Canada

ARGENTINE

Capitale : Buenos Aires

Données géographiques

Superficie
2 766 880 km^2

Population
35,2 millions (1996)

Taux de croissance annuelle de la population
1,2% (moyenne de 1990-1995)

Principales langues
Espagnol (officielle), anglais, italien, allemand, français

Principal groupe religieux
Catholiques (90 %)

Données politiques

Régime
République fédérale

Institutions démocratiques
Congrès national (bicaméral)

Dirigeant
Le président Carlos Saúl Menem

Ministre des Affaires étrangères
M. Guido di Tella

Indice du développement humain de l'ONU (1997)
L'Argentine se classe 36e sur 175 pays.

Représentant du Canada

M. Robert G. Clark, ambassadeur
Ambassade du Canada
Casilla de Correo 1598
Buenos Aires
Argentine

Téléphone : (011-54-1) 805-3032
Télécopieur : (011-54-1) 806-1209

Données économiques

PIB
295,2 milliards $US (est. 1996)

Taux de croissance du PIB
4,4 % (1996)

PIB par habitant
8 386 $US (est. 1996)

Principales exportations
Viande, blé, maïs, graines oléagineuses, produits manufacturés

Principales importations
Machines et matériel, produits chimiques, métaux, carburants et lubrifiants, biens agricoles

Principales exportations au Canada
186,4 millions $ (1996), en peaux, aliments en conserve, fruits et noix, graines diverses, poissons et fruits de mer

Principales importations du Canada
205,1 millions $ (1996), en machines, produits agro-alimentaires, minéraux et métaux, matériel de télécommunication, appareils mécaniques et électriques, papier journal, matières plastiques, produits chimiques

Buenos Aires

Buenos Aires est sise au centre d'une vaste agglomération d'environ 11 millions d'habitants. Cette ville, la plus grande de l'Argentine, abrite environ le tiers de la population du pays et est l'un des grands ports du monde. Buenos Aires est la capitale de l'Argentine depuis 1880.

La ville a été fondée en 1580. En 1750, elle comptait déjà 12 000 résidents. Lorsque les restrictions sur le commerce ont été éliminées, à la fin du XVIIIe siècle, Buenos Aires est devenue rapidement un centre régional pour le commerce intérieur et extérieur. Dans les années 1850, elle comptait 90 000 habitants. Dans la deuxième moitié du siècle, Buenos Aires a lancé une campagne de modernisation. On y a encouragé le développement de l'industrie, de l'agriculture, des chemins de fer et des quais, ainsi que l'établissement de travailleurs immigrants.

Buenos Aires est un grand centre d'affaires. Parmi ses principales industries, mentionnons la transformation des aliments, le montage des automobiles, le raffinage du pétrole et les textiles.

Les habitants de Buenos Aires reflètent la culture sud-américaine, de même que leur héritage multiethnique anglais, italien, espagnol et allemand. La même diversité se retrouve dans la vie culturelle et l'architecture de Buenos Aires. Le Teatro Colón a accueilli, entre autres, Caruso et Callas. La ville affiche une variété de styles architecturaux reflétant un mélange d'espagnol colonial, de français classique et d'italien. Elle jouit aussi d'une vie artistique et musicale dynamique. Buenos Aires compte plusieurs musées, institutions culturelles et universités.

La longueur de l'été, les brusques variations de température quotidiennes et la forte humidité caractérisent son climat.

Chili

Le président du Chili
M. Eduardo Frei

M. Eduardo Frei Ruiz-Tagle est né à Santiago le 24 juin 1942. Il a obtenu un diplôme d'ingénieur civil avec spécialisation en hydraulique de l'Université du Chili, puis s'est spécialisé en techniques d'administration et de gestion en Italie. De 1969 à 1988, il a travaillé dans le secteur privé pour le compte de la société Ingeniería Sigdo Koppers, S.A.

Sa vie politique a commencé en 1958, année où il a adhéré au Parti démocrate-chrétien. En 1982, après la mort de son père — qui fut président du Chili dans les années 60 —, il a contribué à la mise sur pied de la Fondation Frei, institution politique et universitaire qu'il a dirigée jusqu'en 1993.

En 1989, M. Frei a été élu sénateur de Santiago. Il a dirigé la Commission financière et budgétaire et a siégé à la Commission du logement. En 1991, il a dirigé la Commission de la sécurité civique et la Commission de la violence et de la sécurité civique du Parti démocrate-chrétien.

En 1992, le parti de M. Frei en a fait son candidat à la présidence au sein de la Concertation des partis pour la démocratie. L'année suivante, la Concertation proclamait M. Frei candidat à la présidence du pays.

En décembre 1993, M. Frei a été élu président du Chili avec près de 58 p. 100 des suffrages.

M. Frei et son épouse, Marta Larracchea, ont quatre filles.

Les relations entre le Canada et le Chili

- Le Canada et le Chili ont établi des relations diplomatiques en octobre 1941, et le Canada a ouvert sa légation au Chili la même année. La légation est devenue une ambassade en 1944, lors de la nomination du premier ambassadeur résident du Canada.

- Les relations entre les deux pays se développent sans cesse depuis le rétablissement de la démocratie au Chili en mars 1990. Sur la scène internationale, le Chili joue un rôle actif dans maints domaines intéressant aussi le Canada, tels que la pêche hauturière, la réforme de l'Organisation des États américains, la sécurité, le désarmement, les droits de la personne dans la région et l'élimination des mines terrestres.

- Le Chili, de même que le Canada, le Venezuela, l'Argentine, la France et les États-Unis, sont tous des « amis d'Haïti ». Ils appuient la présence des Nations unies en Haïti jusqu'à ce que le pays puisse assumer la responsabilité de sa propre sécurité.

- Le Canada et le Chili ont coopéré à un vaste éventail de questions englobant le transport, l'agriculture, les arts et l'environnement. De nombreuses visites témoignent de l'importance croissante de cette relation.

- Le président du Chili et le premier ministre du Canada ont approuvé en novembre 1996 l'Accord de libre-échange entre les deux pays, au cours d'une visite au Canada du président chilien. Tout récemment, celui-ci visitait à nouveau le Canada à l'occasion de la réunion du forum de Coopération économique Asie-Pacifique, qui a eu lieu à Vancouver en novembre 1997.

- Le premier ministre a dirigé une mission commerciale et effectué une visite officielle au Chili en janvier 1995, la première jamais effectuée par un premier ministre du Canada. Il était accompagné du ministre du Commerce international, du secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) et de plus de 250 hommes et femmes d'affaires. À cette occasion, des marchés et des ententes de principe estimés à plus de 1,7 milliard de dollars ont été conclus avec des partenaires chiliens.

- La visite a donné lieu à l'établissement de la Commission binationale permanente sur les relations politiques, économiques et commerciales ainsi qu'à la signature de protocoles d'entente sur la coopération en matière d'environnement, de télécommunications, de transports et de gestion de parcs nationaux.

- En mars 1994, le secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) a dirigé la délégation officielle canadienne à l'occasion de l'entrée en fonctions du président élu, M. Eduardo Frei. L'année suivante, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et le secrétaire d'État (Sciences, Recherche et Développement) ont aussi visité le Chili avec des représentants d'entreprises et d'associations canadiennes.

- En mars 1996, le ministre canadien du Commerce international a rencontré le ministre des Finances du Chili, qui est responsable des négociations commerciales bilatérales avec le Canada. Le mois suivant, le président de la Chambre des communes a dirigé une délégation parlementaire au Chili et participé à l'inauguration du Programme d'études nord-américaines à l'Institut de sciences politiques de l'Université du Chili.

- Les liens culturels et universitaires se sont eux aussi resserrés ces dernières années. En septembre 1994, le Canada et le Chili ont signé un accord de coproduction de films et d'émissions de télévision permettant la formation de coentreprises entre les industries cinématographiques des deux pays.

- Depuis le début des années 90, les universités chiliennes cherchent de plus en plus à établir des liens officiels avec des universités canadiennes ainsi qu'à offrir des cours sur les études canadiennes ou sur les relations Canada-Chili.

- En 1996, le Canada s'est doté de deux programmes de subventions aux études canadiennes destinés au milieu universitaire chilien. Le Programme de bourses de complément de spécialisation permet aux universitaires chiliens de préparer des cours sur le Canada et les relations Chili-Canada. Le Programme de soutien aux bibliothèques aide les universités à élargir leur collection de documents sur les études canadiennes. Ces programmes aideront à établir des programmes permanents d'études canadiennes dans les grandes universités chiliennes.

- Les négociations sur un accord de sécurité sociale se sont terminées en mars 1996; l'accord a été signé lors de la visite que le président du Chili a effectuée au Canada en novembre 1996.

- Le Canada a une ambassade à Santiago et un consul honoraire à Concepción.

- Le Chili a une ambassade à Ottawa, des consulats à Montréal, à Toronto et à Vancouver, et des consuls honoraires à Winnipeg et à Edmonton.

Commerce et investissement

- L'économie du Chili est la plus stable et la plus dynamique de la région. Depuis une dizaine d'années, son taux de croissance annuelle frise 7 p. 100, en moyenne. Les politiques axées sur le marché ont encouragé l'esprit d'entreprise et renforcé le secteur privé.

- L'Accord de libre-échange entre le Canada et le Chili, signé en novembre 1996, est entré en vigueur le 5 juillet 1997.

- En raison de la faiblesse du taux de chômage, de la chute de l'inflation et du dynamisme des entreprises au Chili, ce dernier s'est affirmé comme partenaire de choix en matière de commerce et d'investissement. Il n'entretient pas seulement des liens commerciaux dans la région, mais aussi avec l'Union européenne et en Asie.

- Les échanges bilatéraux avec le Canada ont doublé, passant de 357 millions de dollars en 1992 au niveau inégalé de 760 millions en 1996. Au cours de cette période, les exportations canadiennes de blé, de machines à pâtes et papiers, d'équipement d'exploitation minière, de matériel de télécommunication, de pièces automobiles et de produits sidérurgiques ont progressé de plusieurs centaines de points de pourcentage. En 1996, la valeur des exportations canadiennes au Chili a atteint 417,9 millions de dollars, une hausse de près de 8 p. 100 par rapport à 1995.

- Les investissements canadiens au Chili se sont nettement accrus ces dernières années, et le Canada est devenu le principal investisseur étranger au Chili en 1990, en 1992 et en 1995. Globalement, les investissements réels et prévus approchent les 8 milliards de dollars.

Coopération en matière de développement

- Le Canada appuie de modestes programmes de coopération au développement avec le Chili par le truchement de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). L'Agence cependant n'a pas de programme centré sur le Chili, bien qu'elle appuie un certain nombre d'initiatives auxquelles participent des institutions partenaires au Chili. Elle le fait au moyen de ses programmes régionaux pour l'Amérique du Sud, y compris le Fonds de transfert de technologies Canada-Cône sud, qui étudie des avant-projets présentés par des partenaires institutionnels au Canada et en Argentine, au Chili, en Uruguay et au Paraguay.

- L'ACDI appuie d'autres initiatives au moyen de ses programmes pour les organisations non gouvernementales et de ses programmes de coopération institutionnelle et industrielle.

- Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI favorise la collaboration entre les entreprises canadiennes et chiliennes ainsi que le transfert de technologies et de services. Depuis 1978, ce Programme a versé des contributions de 14,7 millions de dollars pour appuyer la coopération, principalement dans les secteurs de la fabrication, des communications, de la santé, des forêts et des services miniers. Il finance actuellement 14 projets opérationnels au Chili, dont 11 sont liés à des investissements canadiens et 3 à des services de consultation.

- Les programmes de l'ACDI au Chili sont conçus pour favoriser des liens durables entre les établissements des deux pays et appuyer la participation canadienne à des partenariats qui contribuent à la réalisation des priorités chiliennes en matière de développement. Plusieurs programmes permettent de dispenser de la formation et de fournir des technologies pour aider à développer la capacité des industries chiliennes d'exploitation des ressources naturelles en matière d'environnement.

Gestion de l'environnement et exploitation des ressources

- L'Université d'Atacama, au Chili, est à mettre sur pied le Centre international pour le transfert de la formation et des technologies dans l'industrie des minéraux. Cette réalisation est le fruit de la collaboration de l'ACDI, de l'Association des collèges communautaires du Canada, du secteur privé et du gouvernement du Chili. Les projets sont subventionnés à 75 p. 100 environ par ce gouvernement et par le secteur privé, notamment des entreprises canadiennes d'exploitation minière. Le Centre encouragera le recours à de bonnes pratiques en matière de santé, de sécurité et d'écologie dans les régions andines du Chili, de l'Argentine, du Pérou et de la Bolivie.

- Le projet des techniques de protection de l'environnement Canada-Cône sud, sous l'égide d'Environnement Canada et de la Commission nationale de l'environnement du Chili, appuie le transfert de technologies canadiennes de gestion des déchets et d'épuration des eaux usées aux industries et aux établissements publics chiliens.

- Le projet des flux technologiques Canada-Chili, de l'Alliance des manufacturiers et des exportateurs du Canada et de Fundación Chile, introduira des technologies canadiennes dans les domaines de la foresterie, des ressources marines et des agro-industries, afin de revigorer ces secteurs et d'éviter l'exode de la population active rurale.

- Le projet de développement durable de Santiago, dirigé par le Conseil international pour les initiatives écologiques communales, de Toronto, et par la ville de Santiago, a pour but d'aider cette dernière à améliorer sa planification stratégique et de lui permettre ainsi d'assainir l'air et de réduire les déchets urbains et industriels.

- Le projet de l'énergie et de l'environnement, de l'Université de Calgary et de l'Organisation de l'énergie de l'Amérique latine, renforcera les pratiques écologiques et les contrôles de l'État dans le secteur de l'énergie au sein des pays membres de l'Organisation, y compris le Chili.

Éducation

- L'ACDI appuie le Consortium canadien des écoles de gestion, dirigé par l'Université de Calgary, qui a pour but de renforcer les écoles d'administration et leurs associations au Chili. Elle soutient aussi des projets d'établissements d'enseignement chiliens dans plusieurs domaines, en collaboration avec l'Université McMaster (santé), la Télé-université, de Montréal (téléenseignement), et l'Université de Montréal (nutrition).

Autres initiatives de développement

- Par l'intermédiaire de l'Organisation panaméricaine de la santé, l'ACDI appuie le projet visant à raffermir les capacités épidémiologiques et le rendement des laboratoires, au Chili et dans cinq autres pays. Ce projet a pour but d'accroître l'efficacité de la lutte contre les maladies infectieuses.

- L'ACDI appuie le travail d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales canadiennes avec des partenaires chiliens en éducation et en développement des ressources humaines, en santé et en nutrition, en agriculture et en gestion de l'environnement. Les plus importantes sont Oxfam Canada, SIM Canada et l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix.

- L'ACDI appuie les partenariats entre la Canadian Co-operative Association et ses homologues chiliens, qui visent à renforcer la capacité concurrentielle et la présence des coopératives à l'échelle mondiale.

- L'ACDI appuie la Fédération canadienne des municipalités, qui fait des jumelages mettant en valeur le potentiel des municipalités chiliennes en matière d'urbanisme et de gestion des déchets.

Accords entre le Canada et le Chili

Date	Objet	Description
Janvier 1897	Extradition	Traité sur l'extradition mutuelle des criminels fugitifs
Septembre 1941	Commerce	Accord de commerce
Novembre 1943	Courrier diplomatique	Échange de notes concernant l'échange de courrier diplomatique
Octobre 1962	Radio	Échange de notes permettant aux postes de radio-amateur du Canada et du Chili d'échanger des messages et d'autres communications avec des tiers
Juin 1980	Radio	Échange de notes constituant un accord réciproque sur l'opération de postes de radio-amateur
Mars 1987	Assurance des investissements	Échange de notes concernant l'assurance des investissements
Juillet 1990	Services aériens	Accord sur le transport aérien
Janvier 1991	Emploi de personnes à charge	Échange de notes concernant l'emploi de personnes à charge des employés de chaque gouvernement affectés à des missions officielles dans l'autre pays
Juillet 1992	Impôt	Accord visant à éviter la double imposition des revenus provenant de l'exploitation des navires et des aéronefs
Septembre 1994	Cinéma et télévision	Accord sur la coproduction de films et d'émissions de télévision
Janvier 1995	Politique	Échange de notes établissant une commission binationale permanente Canada-Chili
Janvier 1995	Sécurité sociale	Déclaration d'intention liée aux négociations en cours sur un accord de sécurité sociale
Janvier 1995	Exigences de visa	Document lié à la décision de Citoyenneté et Immigration Canada d'éliminer les exigences de visa faites aux visiteurs du Chili (réimposées le 5 juin 1996)
Novembre 1996	Commerce	Accord de libre-échange
Novembre 1996	Environnement	Accord de coopération dans le domaine de l'environnement

Novembre 1996	Travail	Accord de coopération dans le domaine du travail
Novembre 1996	Sécurité sociale	Accord sur la sécurité sociale

Protocoles d'entente entre le Canada et le Chili

Date	Objet	Description
Octobre 1989	Agriculture	Protocole d'entente concernant un accord agroalimentaire entre la Direction générale de la production et de l'inspection des aliments d'Agriculture Canada et le Service de l'agriculture et de l'élevage du ministère de l'Agriculture du Chili
Juin 1991	Commerce	Protocole d'entente concernant l'établissement d'un conseil économique et commercial conjoint
Janvier 1995	Environnement	Protocole d'entente sur la coopération environnementale entre les ministères de l'Environnement et de l'Industrie du Canada et la Commission nationale de l'environnement du Chili
Janvier 1995	Parcs	Protocole d'entente sur la coopération liée à la gestion, à l'étude, à la protection et à la mise en valeur du patrimoine des parcs nationaux, entre Parcs Canada (ministère du Patrimoine canadien) et la Société forestière nationale du ministère de l'Agriculture du Chili
Janvier 1995	Télécommunications	Protocole d'entente sur la coopération touchant les questions réglementaires liées au développement des télécommunications entre le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes et le Sous-secrétariat des télécommunications du ministère des Transports et des Télécommunications du Chili
Janvier 1995	Télécommunications	Protocole d'entente sur la coopération et la recherche technologiques entre le Centre canadien de recherches en communications et le Sous-secrétariat des télécommunications du ministère des Transports et des Télécommunications du Chili
Janvier 1995	Transports	Protocole d'entente sur la coopération en matière de transports entre Transports Canada et le ministère des Transports et des Télécommunications du Chili

CHILI

Capitale : Santiago

Données géographiques

Superficie
756 626 km²

Population
14,4 millions (1996)

Taux de croissance annuelle de la population
1,6 % (moyenne de 1990-1995)

Langue officielle
Espagnol

Principaux groupes religieux
Catholiques (89 %), protestants (11 %)

Données politiques

Régime
République

Institutions démocratiques
Congrès bicaméral

Dirigeants
Le président Eduardo Frei

M. José Miguel Insulza

Ministre de l'Économie
M. Álvaro García

Indice du développement humain de l'ONU (1997)
Le Chili se classe 30e sur 175 pays.

Représentant du Canada

M. Lawrence Lederman, ambassadeur
Ambassade du Canada
Casilla 139, Correo 10
Santiago
Chili

Téléphone : (011-56-2) 362-9660
Télécopieur : (011-56-2) 362-9665

Données économiques

PIB
72 milliards $US (1996)

Taux de croissance du PIB
7 % (1996)

PIB par habitant
5 050 $US (1996)

Taux d'inflation
7,4 % (1996)

Taux de chômage
7,2 % (est. 1996)

Principales exportations
Cuivre, produits du bois, poisson et farine de poisson, fruits, noix, matières premières, tissus, produits industriels

Principales importations
Biens d'équipement, pièces, matières premières, pétrole, denrées alimentaires

Principales exportations vers le Canada
342,2 millions $ (1996), en fruits et noix, légumes, poisson et farine de poisson, boissons, spiritueux et vinaigre, minerais et scories, fer et acier

Principales importations du Canada
417,9 millions $ (1996), en machines, chaudières, céréales, appareils électriques, minerais et minéraux, combustible, engrais, sel, plastique, pâtes et papiers, pièces d'automobile

Décembre 1997

Santiago

Santiago, capitale du Chili, a été fondée en 1541. Elle compte environ 5 millions d'habitants, ce qui en fait l'une des cinq plus grandes villes de l'Amérique du Sud. La ville est sise sur une vaste plaine longeant la rivière Mapocho, à environ 100 kilomètres du port de Valparaiso, sur le Pacifique. Elle est située au pied des Andes.

Santiago est devenue la capitale du nouvel État chilien en 1818. Depuis, elle est non seulement le centre politique du pays, mais aussi son noyau culturel et économique. On trouve à Santiago plus de la moitié de la main-d'oeuvre et des installations industrielles du pays. Parmi les grandes industries implantées à Santiago ou à proximité, mentionnons la transformation des aliments, les textiles, les produits chimiques, la verrerie, les machines et les meubles.

Au fil des siècles, la ville a subi de forts tremblements de terre, dont celui de 1617 qui l'a presque détruite de fond en comble. Il subsiste toutefois plusieurs édifices anciens, dont certains datent du XVIIe siècle. Dans les années 30, Santiago a commencé à adopter des styles architecturaux modernes.

Santiago jouit d'un climat tempéré : les températures moyennes varient entre 7 °C en hiver et 21 °C en été. Les résidents de Santiago peuvent aller faire du ski et se rendre à la plage le même jour.

On y trouve plusieurs universités, dont l'Université du Chili, qui a succédé à l'Université royale de San Felipe fondée en 1738.

Notices biographiques

Ministres fédéraux

Le premier ministre du Canada
M. Jean Chrétien

M. Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1958, il est entré au service d'un cabinet d'avocats de Shawinigan et a été bâtonnier du barreau de Trois-Rivières en 1962-1963.

M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État associé au ministre des Finances et, en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres : Affaires indiennes et Nord canadien; Industrie et Commerce; Finances; Justice; Énergie, Mines et Ressources. Il a été président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976; en juin 1984, il a été nommé vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Après les élections de 1984, en tant que membre de l'opposition officielle, il est devenu porte-parole de son parti pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986; jusqu'en 1990, il a pratiqué le droit dans le cabinet Lang, Michener, Lawrence & Shaw. Il a aussi été conseiller principal de la Gordon Capital Corporation.

En 1990, M. Chrétien est revenu à la politique. Le 23 juin, il a été élu chef du Parti libéral du Canada. Après avoir remporté une élection partielle, il est devenu officiellement chef de l'opposition en décembre.

M. Chrétien a été réélu député de la circonscription de Saint-Maurice en octobre 1993, date à laquelle le Parti libéral a remporté la majorité des sièges à la Chambre des communes. Il est devenu le vingtième premier ministre du Canada le 4 novembre 1993, et s'est vu confier un deuxième mandat aux élections du 2 juin 1997.

M. Chrétien a épousé Aline Chaîné, de Shawinigan, en 1957. Ils ont trois enfants.

Le ministre du Commerce international
M. Sergio Marchi

M. Marchi est né à Buenos Aires, en Argentine, le 12 mai 1956; sa famille est venue s'installer à Toronto lorsqu'il était très jeune. Il a fait ses études au St. Basil's College et a obtenu un baccalauréat spécialisé en urbanisme et en sociologie de l'Université York en 1979.

Jeune diplômé, M. Marchi est devenu l'adjoint exécutif d'un député, puis, en 1981, l'adjoint spécial du ministre d'État au Multiculturalisme.

Sa carrière politique a commencé à North York, en Ontario, où il a été élu conseiller municipal en 1982. Il a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1984 et y représente depuis la circonscription de York-Ouest, en Ontario.

Durant les années où il a siégé dans l'opposition, M. Marchi a été porte-parole en matière d'immigration, de multiculturalisme, de transport et de travail. Il a été membre des comités du Cabinet suivants : Conseil du Trésor, Politique sociale, Développement économique, Examen des programmes. Il siège actuellement au comité du Cabinet chargé de l'union économique.

M. Marchi a été nommé ministre fédéral de la Citoyenneté et de l'Immigration en 1993, ministre de l'Environnement en 1996 et ministre du Commerce international en juin 1997.

M. Marchi et son épouse, Laureen, ont deux enfants.

Le secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) M. David Kilgour

M. David Kilgour est né à Winnipeg le 18 février 1941. Il a obtenu un diplôme en économie à l'Université du Manitoba et, en 1966, un diplôme en droit à l'Université de Toronto. Il a ensuite étudié le droit constitutionnel à l'Université de Paris, et il a été reçu aux barreaux de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et du Manitoba.

Avant d'entrer sur la scène politique, M. Kilgour a été procureur municipal adjoint à Vancouver, avocat consultant principal au ministère de la Justice, à Ottawa, procureur chef du district judiciaire de Dauphin, au Manitoba, ainsi qu'agent principal du procureur général de l'Alberta et conseiller constitutionnel auprès du gouvernement de cette province.

M. Kilgour a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1979, dans la circonscription d'Edmonton-Strathcona, en Alberta, où il a été réélu en 1980 et en 1984. En 1988, en 1993 et en 1997, il a été élu dans la circonscription d'Edmonton-Sud-Est.

Il a occupé les fonctions de secrétaire parlementaire auprès du leader du gouvernement à la Chambre, du ministre des Relations extérieures, du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et du ministre des Transports.

En janvier 1991, M. Kilgour a été nommé porte-parole de l'opposition en matière d'énergie. En 1994, il a été nommé président adjoint de la Chambre des communes et président du Comité plénier de la Chambre. Il a prêté le serment d'office à titre de membre du Conseil privé et de secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) le 11 juin 1997.

M. Kilgour a épousé Laura Scott en 1974. Ils ont quatre enfants.

Premiers ministres provinciaux

Le premier ministre de l'Ontario
M. Mike Harris

M. Harris est né à Toronto en 1945. Il a grandi à Callander et habite maintenant North Bay.

Avant d'entreprendre sa carrière publique, M. Harris a travaillé dans les secteurs du tourisme et des loisirs. Il a été propriétaire et exploitant d'entreprises, notamment d'un lieu de villégiature et d'un centre de ski, dans les régions de Nipissing et de Parry Sound.

Ancien instituteur, M. Harris a été membre du Conseil scolaire de Nipissing pendant sept ans, dont quatre en qualité de président. Il a assumé en outre un mandat à la présidence de l'Association des commissaires d'école du Nord de l'Ontario.

M. Harris a été élu à l'Assemblée législative de l'Ontario en 1981, à titre de député de Nipissing. Nommé au conseil des ministres en 1985, il s'est vu confier les portefeuilles des Richesses naturelles et de l'Énergie. Dans l'opposition, M. Harris a été leader parlementaire du Parti conservateur et porte-parole officiel en matière de revenu, de main-d'oeuvre, de logement, de finances et de développement du Nord.

M. Harris a été élu chef du Parti progressiste-conservateur de l'Ontario en 1990. Il est devenu premier ministre de l'Ontario le 26 juin 1995.

M. Harris et son épouse, Janet, ont deux enfants.

Le premier ministre du Québec
M. Lucien Bouchard

M. Bouchard est né le 22 décembre 1938 à Saint-Coeur-de-Marie, dans la région du Lac-Saint-Jean, au Québec. Il a d'abord obtenu un baccalauréat ès arts du Collège de Jonquière en 1959, puis un baccalauréat en sciences sociales et une licence en droit de l'Université Laval. Il a ensuite été admis au Barreau du Québec.

M. Bouchard a exercé la profession d'avocat en cabinet privé et a oeuvré au sein de commissions et d'organismes liés au domaine des relations de travail, dans les secteurs public et privé. Il a été notamment procureur en chef de la Commission de l'industrie de la construction.

En juillet 1985, M. Bouchard a été nommé ambassadeur du Canada en France, poste qu'il a occupé jusqu'à sa nomination comme secrétaire d'État du Canada, en mars 1988.

D'abord élu député de la circonscription du Lac-Saint-Jean en juin 1988, il a été réélu aux élections fédérales de novembre 1988 et s'est vu confier, en janvier 1989, le portefeuille de l'Environnement. Il a participé également aux travaux de plusieurs comités du Cabinet.

En mai 1990, M. Bouchard a démissionné de son poste de ministre de l'Environnement et a quitté le Parti conservateur pour siéger aux Communes comme député indépendant, puis comme chef d'un nouveau parti, le Bloc québécois. Sous la bannière de ce parti, il a été réélu député du Lac-Saint-Jean aux élections fédérales d'octobre 1993 et est devenu chef de l'opposition officielle à la Chambre des communes.

En janvier 1996, il a démissionné de ses fonctions et a annoncé son adhésion au Parti québécois, dont il a assumé la présidence. Il a été assermenté à titre de premier ministre du Québec le 29 janvier 1996; le 19 février suivant, il était élu député de Jonquière à l'Assemblée nationale.

M. Bouchard et son épouse, Audrey Best, ont deux fils.

Le premier ministre du Nouveau-Brunswick
M. Raymond Frenette

M. Frenette est né à Beresford, au Nouveau-Brunswick, le 16 avril 1935. Il a fait ses études classiques au Collège de Bathurst. En 1994, il a reçu un doctorat honorifique en sciences politiques de l'Université de Moncton.

Agent immobilier et homme d'affaires, M. Frenette a exercé les fonctions de conseiller de la ville de Moncton et de l'ancien village de Lewisville. Élu député provincial de Moncton-Est pour la première fois en 1974, il a été réélu cinq fois. En 1983, il a été nommé chef intérimaire du Parti libéral, fonction qu'il a occupée jusqu'en 1985.

Au cours de ses treize années dans l'opposition officielle, M. Frenette a été membre de nombreux comités permanents de l'Assemblée législative, notamment ceux qui s'occupent d'expansion économique, d'énergie, de modification des lois et d'administration de l'Assemblée législative. Il a également fait partie du Comité spécial sur l'alcoolisme et la pharmacodépendance, du Comité spécial des affaires des Maritimes et de l'avenir du Canada, et du Comité spécial de la sécurité automobile et routière. Il a été porte-parole de son parti en matière de finances, de santé, d'énergie et d'affaires municipales. Il a été en outre leader parlementaire de l'opposition en 1979-1980.

En 1987, il a été assermenté en tant que ministre de la Santé et des Services communautaires, et nommé leader parlementaire du gouvernement. Après sa réélection en 1991, M. Frenette a été nommé président du conseil d'administration de la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick. Il est demeuré leader parlementaire du gouvernement et a été membre du Conseil de gestion.

À la suite des élections de 1995, il a été nommé vice-premier ministre et président du Conseil exécutif, et a conservé le poste de leader du gouvernement. Le 13 octobre 1997, il a été assermenté à titre de 28e premier ministre du Nouveau-Brunswick.

M. Frenette et son épouse, Armande Hachey, ont deux enfants.

Le premier ministre de la Nouvelle-Écosse
M. Russell MacLellan

Né à Halifax en 1940, M. MacLellan a grandi à Sydney, en Nouvelle-Écosse, où il vit toujours. Il a fait ses études à l'Académie de Sydney, à l'Université de King's College et à l'Université Dalhousie.

En 1968, M. MacLellan est devenu adjoint administratif du président et du vice-président de la Société de développement du Cap-Breton. De 1971 à 1973, il a été conseiller juridique et secrétaire adjoint à la Sydney Steel Corporation. En 1973, il a ouvert son propre cabinet d'avocat à Sydney.

M. MacLellan a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1979, puis réélu en 1980, en 1984, en 1988 et en 1993, comme député de la circonscription de Cape Breton–The Sydneys. Il a exercé les fonctions de secrétaire parlementaire des ministres des Mines, de l'Expansion industrielle régionale, de la Santé et du Bien-être social, et de la Justice. Il a été porte-parole de son parti pour les questions relatives à l'énergie, à la justice, et aux affaires des consommateurs et des sociétés commerciales. Il a également été président du caucus libéral de la région de l'Atlantique et a participé aux travaux de plusieurs comités parlementaires.

M. MacLellan a remporté la course à la direction du Parti libéral de la Nouvelle-Écosse le 12 juillet 1997 et a été assermenté à titre de 24e premier ministre de la province le 18 juillet 1997.

M. MacLellan et son épouse, Clare Macneil, ont deux enfants.

Le premier ministre du Manitoba
M. Gary Filmon

Né à Winnipeg le 24 août 1942, M. Filmon a étudié à l'Université du Manitoba, qui lui a décerné un baccalauréat ès sciences (génie civil) en 1964 et, en 1967, une maîtrise en génie civil.

Il a occupé pendant cinq ans le poste d'ingénieur-conseil chez Underwood McLellan Ltd. puis, durant onze ans, la présidence du Success/Angus Commercial College.

Élu au conseil municipal de Winnipeg en 1975, il y a siégé pendant quatre ans. M. Filmon a été élu pour la première fois député progressiste-conservateur à l'Assemblée législative du Manitoba lors d'une élection partielle, en 1979. Le mois suivant, il a été nommé adjoint législatif du ministre des Finances, de l'Énergie et des Mines.

Il a occupé ce poste jusqu'en janvier 1981, date à laquelle il a été appelé au Cabinet provincial à titre de ministre de l'Environnement et de la Consommation et des Corporations, et de ministre responsable de la Société d'habitation et de rénovation du Manitoba. Réélu député de Tuxedo en 1981, en 1986, en 1988 et en 1990, M. Filmon est chef du Parti progressiste-conservateur du Manitoba depuis décembre 1983.

M. Filmon est devenu premier ministre du Manitoba en 1988. Son parti ayant été réélu en septembre 1990 et en avril 1995, il en est à son troisième mandat en qualité de premier ministre. Il est ministre des Relations fédérales-provinciales et président du Conseil du Cabinet pour le développement économique. Il préside en outre la Table ronde du Manitoba sur l'environnement et l'économie.

M. Filmon et son épouse, Janice, ont quatre enfants.

Le premier ministre de la Colombie-Britannique
M. Glen Clark

M. Clark a vécu toute sa vie à Vancouver-Est, où il a travaillé dans le mouvement syndical et à titre de consultant en matière de ressources naturelles. Il détient un baccalauréat ès arts de l'Université Simon Fraser, et une maîtrise en planification communautaire et régionale de l'Université de la Colombie-Britannique.

Élu pour la première fois à l'Assemblée législative en 1986, M. Clark représente la circonscription de Vancouver-Kingsway. Il a été ministre des Finances et des Relations avec les sociétés et ministre de l'Emploi et des Investissements. Ce dernier portefeuille lui conférait la responsabilité d'importantes sociétés de la Couronne, notamment B.C. Hydro, B.C. Transit, B.C. Ferries et B.C. Buildings.

M. Clark a été assermenté le 22 février 1996 à titre de 31e premier ministre de la Colombie-Britannique. Il a formé son deuxième cabinet le 17 juin 1996, après les élections du 28 mai.

M. Clark et son épouse, Dale, ont deux enfants.

Le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard M. Patrick Binns

M. Binns est né le 8 octobre 1948. En 1971, il a obtenu une maîtrise ès arts en développement communautaire de l'Université de l'Alberta. Après ses études universitaires, il a été agent de développement pour le gouvernement de l'Alberta. Il s'est établi en 1972 à l'Île-du-Prince-Édouard, où il a travaillé auprès du Conseil de développement rural de la province.

De 1974 à 1978, alors qu'il travaillait pour le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, M. Binns a coordonné la mise sur pied et l'administration des centres de services régionaux dans l'Est de la province. En 1978, il a été décoré de la Médaille canadienne commémorative du règne de la Reine pour ses services exceptionnels à la fonction publique.

M. Binns a été élu à l'Assemblée législative de l'Île-du-Prince-Édouard en 1978. De 1979 à 1984, il a été notamment ministre de l'Industrie, des Affaires municipales, des Pêches, de l'Environnement, du Travail et du Logement, et responsable du développement économique. De 1984 à 1988, M. Binns a été député fédéral de la circonscription de Cardigan, et a siégé aux comités permanents de l'agriculture et des pêches. Il a également occupé le poste de secrétaire parlementaire auprès du ministre des Pêches et des Océans.

De 1986 à 1996, M. Binns a travaillé dans le secteur privé, où il a assumé la présidence d'Island Bean Limited et de Pat Binns and Associates.

Aux élections générales du 18 novembre 1996, il a été élu député de la circonscription de Murray River-Gasperaux à l'Assemblée législative de l'Île-du-Prince-Édouard. Le 27 novembre 1996, il a été assermenté à titre de 31e premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard.

M. Binns et son épouse, Carol, ont quatre enfants.

Le premier ministre de l'Alberta
M. Ralph Klein

M. Klein est né à Calgary le 1er novembre 1942. Il a étudié à Calgary, mais a interrompu ses études secondaires pour s'enrôler dans l'Aviation royale du Canada. Après avoir quitté les Forces armées, il a poursuivi ses études, puis est devenu directeur du Calgary Business College.

De 1963 à 1969, M. Klein a travaillé dans le domaine des relations publiques pour la Croix-Rouge et Centraide. Il est ensuite devenu journaliste à la radio et à la télévision, puis a été maire de Calgary de 1980 à 1989.

En mars 1989, peu après avoir été élu député de Calgary-Elbow à l'Assemblée législative de l'Alberta, M. Klein a été nommé ministre de l'Environnement. En décembre 1992, il a été élu chef du Parti progressiste-conservateur et est devenu premier ministre de la province. Il a été réélu à l'Assemblée législative en juin 1993, puis de nouveau en mars 1997.

M. Klein a reçu l'Ordre de Saint-Jean en 1986 et a été accueilli dans l'Ordre olympique en 1988. Il a été nommé « homme de l'année » par l'International Young Entrepreneurs en 1994. L'année suivante, la ville de Calgary l'honorait en le désignant « citoyen éminent du siècle ». Il a été le premier à recevoir le Prix international du Fraser Institute pour ses réalisations en matière de rendement fiscal.

M. Klein et son épouse, Colleen, ont cinq enfants.

Le premier ministre de la Saskatchewan
M. Roy Romanow

M. Romanow est né à Saskatoon et y a fait ses études. Il est diplômé en lettres et en droit de l'Université de la Saskatchewan.

Il a été élu pour la première fois à l'Assemblée législative de cette province en 1967, et a été réélu en 1971, en 1975, en 1978, en 1986, en 1991 et en 1995.

De 1971 à 1982, M. Romanow a été vice-premier ministre du gouvernement néo-démocrate de la Saskatchewan. Il a aussi été procureur général et a apporté plusieurs réformes au système de la justice, notamment la mise en place d'un régime provincial d'aide juridique, la création de la Commission des droits de la personne de la Saskatchewan, l'adoption du Code des droits de la personne de la Saskatchewan et l'institution de l'Office du protecteur du citoyen dans la province.

En 1979, M. Romanow est devenu le premier titulaire du portefeuille des Affaires intergouvernementales de la Saskatchewan. Il a été l'un des principaux acteurs dans les négociations fédérales-provinciales qui ont débouché sur l'Accord constitutionnel de 1981.

Après avoir été réélu en octobre 1986, M. Romanow est devenu leader parlementaire de l'opposition pour le caucus du Nouveau Parti démocratique. Il a également été porte-parole du caucus sur les questions fédérales-provinciales, ainsi qu'en matière de commerce et de développement économique.

En 1987, M. Romanow a été élu par acclamation chef du Nouveau Parti démocratique de la Saskatchewan. Après avoir mené son parti à la victoire en octobre 1991, il est devenu premier ministre de la province en novembre 1991. Le gouvernement de M. Romanow a été réélu le 21 juin 1995.

Le premier ministre de Terre-Neuve et du Labrador
M. Brian Tobin

M. Tobin est né et a grandi à Stephenville, dans l'Ouest de Terre-Neuve. Il a fait ses études à l'Université Memorial de Terre-Neuve, puis a travaillé comme journaliste avant d'entrer en politique.

Il a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1980, à titre de député fédéral de la circonscription d'Humber–Sainte-Barbe–Baie Verte, et a été nommé secrétaire parlementaire auprès du ministre des Pêches et des Océans. Il a été réélu en 1984, en 1988 et en 1993, et a été nommé ministre des Pêches et des Océans en novembre 1993.

Alors qu'il était dans l'opposition, M. Tobin a été porte-parole de son parti en ce qui a trait aux forêts, à l'emploi, à l'expansion industrielle régionale et à la privatisation, ainsi qu'en matière de transports.

En 1989, il devenait président du caucus libéral national. Il a été membre des comités nationaux de la campagne libérale et de la plate-forme électorale en 1993.

M. Tobin a aussi été vice-président du comité de la Chambre chargé du développement régional et membre de comités chargés des transports, des pêches et forêts, du travail, de l'emploi et de l'immigration, ainsi que du Comité constitutionnel et du Comité spécial sur les perspectives d'emploi pour les années 80.

Après avoir été élu par acclamation leader du Parti libéral de Terre-Neuve et du Labrador, il était assermenté à titre de sixième premier ministre de la province le 26 janvier 1996.

M. Tobin et son épouse, Jodean Smith, ont trois enfants.

Dirigeants des gouvernements territoriaux

Le premier ministre des Territoires du Nord-Ouest M. Don Morin

M. Morin est né en 1954 à Hay River, dans les Territoires du Nord-Ouest. En 1976 il s'est établi à Fort Resolution, où il a été propriétaire exploitant d'une entreprise de construction. Il a représenté la Nation dénée au sein du Comité consultatif du Grand lac des Esclaves et a été membre du Conseil communautaire Deninoo à Fort Resolution.

M. Morin a été élu pour la première fois à l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest aux élections générales d'octobre 1987.

Au cours de la 11e législature, il a été vice-président du Comité permanent chargé des agences, des conseils et des commissions, de même que coprésident du Comité spécial de l'économie du Nord et membre du Comité permanent des comptes publics. Il a aussi été président du caucus.

Nommé au Cabinet en 1991 pendant la 12e législature, M. Morin s'est vu confier deux portefeuilles : Travaux publics et Services, et Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest. Il a aussi été responsable du Programme de gestion des incendies de forêt et président du Comité spécial de l'habitation.

En novembre 1995, M. Morin a été élu premier ministre par le Comité du leadership de l'Assemblée législative.

M. Morin et son épouse, Gladys, ont quatre fils.

Le leader du gouvernement du Yukon
M. Piers McDonald

M. McDonald est né à Kingston, en Ontario, le 4 août 1955. Après avoir étudié à l'Université Queen's, il est allé s'installer au Yukon en 1975.

Mineur de fond à la United Keno Hill Mine d'Elsa pendant six ans, il a milité dans la section 924 des Métallurgistes unis d'Amérique.

En 1982, il a été élu pour la première fois député de la circonscription de Mayo à l'Assemblée législative du Yukon. Dans l'opposition, il a été porte-parole de son parti sur le travail, la Commission de la fonction publique, la santé et la sécurité au travail, la Commission des accidents du travail et l'agriculture.

Après les élections de 1985, M. McDonald est devenu ministre de l'Éducation, ministre des Services communautaires et des Transports, ainsi que ministre responsable de la Société d'habitation du Yukon.

Depuis les élections de février 1989 jusqu'en janvier 1991, il a eu la charge des portefeuilles des Finances, de l'Éducation et du Développement économique. Il a ensuite été ministre de l'Éducation, des Services gouvernementaux et de la Commission de la fonction publique. Il a aussi été responsable de la Commission des accidents du travail jusqu'en octobre 1992.

Après la fusion des circonscriptions de Mayo et de Tatchun, M. McDonald a été élu dans la circonscription de McIntyre-Takhini, à Whitehorse, en 1992 et en 1996.

M. McDonald est à la tête du Nouveau Parti démocratique du Yukon depuis mai 1995. Il a mené son parti à la victoire aux élections de septembre 1996. Le 19 octobre 1996, il était assermenté comme leader du gouvernement et ministre des Finances. En tant que ministre du Bureau du conseil exécutif, il assume les responsabilités relative aux revendications territoriales, à la délégation des pouvoirs et aux relations intergouvernementales.

M. McDonald et son épouse, Ofelia Andrade, ont quatre enfants.

Notes

Notes

doc
CA1
EA
98V35
EXF

Team Canada • Équipe Canada

Visit to Mexico, Brazil, Argentina and Chile by Prime Minister Jean Chrétien and Team Canada

January 10–23, 1998

Background Information

Canada

CA1 EA 98V35
.b3697241 (E)
.b3697253 (F)

Team Canada • Équipe Canada

Visit to Mexico, Brazil, Argentina and Chile by Prime Minister Jean Chrétien and Team Canada

January 10–23, 1998

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères
JUN 7 2004
Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

Background Information

Canada

16143474(e)b3697241
16143487(f)b3697253

Printed on recycled paper

Imprimé sur du papier recyclé

Department of Foreign Affairs and International Trade

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

Team Canada Mission

Team Canada Trade Missions 3
Canada and Latin America: A Growing Trade Relationship 4
Summit of the Americas: From Miami to Santiago 10
Canada's Trade Record 11
Foreign Investment in Canada 12
Canada's Economic Renaissance 14
Charts: Canada's Economic Performance 15

Country Profiles

Mexico

Ernesto Zedillo, President of Mexico 21
Canada–Mexico Relations 22
Canada–Mexico Agreements 26
Canada–Mexico Memorandums of Understanding 28
Mexico (fact sheet) 30
Mexico City 31

Brazil

Fernando Henrique Cardoso, President of Brazil 32
Canada–Brazil Relations 33
Canada–Brazil Agreements 38
Canada–Brazil Memorandums of Understanding 39
Brazil (fact sheet) 41
Brasilia 42
Sao Paulo 43

Argentina

Carlos Menem, President of Argentina 44
Canada–Argentina Relations 45
Canada–Argentina Agreements 50
Canada–Argentina Memorandums of Understanding 51
Argentina (fact sheet) 52
Buenos Aires 53

Chile
Eduardo Frei, President of Chile 54
Canada–Chile Relations 55
Canada–Chile Agreements 60
Canada–Chile Memorandums of Understanding 62
Chile (fact sheet) 63
Santiago 64

Biographies

Federal Ministers
Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 67
Sergio Marchi, Minister for International Trade 68
David Kilgour, Secretary of State (Latin America and Africa) 69

Provincial Premiers
Mike Harris, Premier of Ontario 70
Lucien Bouchard, Premier of Quebec 71
Raymond Frenette, Premier of New Brunswick 72
Russell MacLellan, Premier of Nova Scotia 73
Gary Filmon, Premier of Manitoba 74
Glen Clark, Premier of British Columbia 75
Patrick Binns, Premier of Prince Edward Island 76
Ralph Klein, Premier of Alberta 77
Roy Romanow, Premier of Saskatchewan 78
Brian Tobin, Premier of Newfoundland and Labrador 79

Territorial Heads of Government
Don Morin, Premier of the Northwest Territories 80
Piers McDonald, Government Leader of the Yukon 81

Team Canada Mission

Team Canada Trade Missions

- Team Canada trade missions represent a watershed in Canada's approach to international business development, demonstrating what can be achieved when governments and the private sector work together.

- They combine the efforts of the Prime Minister and other government leaders with business people to promote Canadian goods and services abroad. Participants range from exporters, young entrepreneurs and university deans to arts and culture and tourism promoters. Young people participated for the first time in 1997.

- Team Canada missions send a strong message to prospective partners that Canada is committed to doing business. They help build prestige and credibility for Canada, while assisting new exporters, particularly small and medium enterprises, position themselves in rapidly emerging markets where competition is fierce.

- The Prime Minister has led three Team Canada trade missions to Asia. The first was to China in November 1994; then to India, Pakistan, Indonesia and Malaysia in January 1996; and South Korea, the Philippines and Thailand in January 1997. The Prime Minister also led a major trade mission to Argentina, Chile and Brazil in January 1995.

- Team Canada trade missions will continue to be an important component of Canada's international business development efforts. Exports are vital to the Canadian economy — they now account for about 40 per cent of Canada's gross domestic product (GDP).

Highlights to Date

- Team Canada missions have helped more than 1,000 companies from coast-to-coast gain access to government and private sector leaders in rapidly expanding markets.

- Canadian firms have concluded nearly 550 new business deals valued at $22 billion during these missions. These included contracts and agreements in principle, such as memorandums of understanding.

- Surveys of Team Canada participants following the 1996 and 1997 missions indicated that the majority felt that the mission had added momentum to their business efforts and that their company had benefited from the overall profile of the mission. Over half of them thought the mission resulted in more leads than they had anticipated.

Canada and Latin America: A Growing Trade Relationship

- The fast-growing liberalizing economies of Latin America have become priorities for further trade and investment links with Canada.

- Structural economic reforms and extensive privatization of key sectors have created important new opportunities for Canadian firms.

- Trade with all four nations to be visited by Team Canada '98 — Mexico, Brazil, Argentina and Chile — has grown over the past several years. Canada is committed to consolidating and expanding these relationships.

- In addition to bilateral trade and investment links, Canada is building long-term, institutional links with the region.

- Canada has been at the forefront of efforts to begin negotiations on the Free Trade Area of the Americas (FTAA), which the nations of the hemisphere hope to launch in April 1998.

- Through the 1994 North American Free Trade Agreement (NAFTA), Canada's first such agreement with a Latin American nation, Canada has developed an important business relationship with Mexico.

- The July 1997 Canada-Chile Free Trade Agreement gives Canada a new free-trade partner and a significant base in South America.

- Canada is discussing an expanded trade relationship with Mercosur, South America's predominant trade group. Brazil and Argentina are members of Mercosur, and Chile is an associate member.

Free Trade Area of the Americas

- The 1994 Miami Summit of the Americas created a broad blueprint for greater economic, political and social co-operation among the nations of the Western Hemisphere.

- An integral part of this blueprint was the Free Trade Area of the Americas. Thirty-four leaders, including Canada's Prime Minister, announced that an area would be negotiated by 2005.

- Since the Miami summit, leaders, trade ministers and officials from the hemisphere have been laying the foundation for a free trade area. The ministers have recommended that leaders launch negotiations at the second Summit of the Americas, slated for April 1998 in Santiago, Chile.

- Trade ministers will meet in Costa Rica before the summit to formulate a program for negotiations. Twelve technical working groups that deal with such areas as market access, services, and investment, meet regularly to develop a framework for negotiations.

- The proposed free trade area is a regional priority for Canada and an integral part of Canada's effort to expand its presence in Latin America — particularly trade and investment relations.

- Participating in the FTAA is an important component of Canada's overall plan to open up markets to Canadian goods, services and investment.

- Canada is committed to an FTAA that would be consistent with Canada's obligations at the World Trade Organization and would not erect trade barriers to other nations.

- Canada is determined to help create a free trade area that reflects the broad principles of the Miami summit — free trade that increases and guarantees the prosperity of its citizens.

- Canada also believes that smaller economies have special needs that should be addressed as part of the negotiations. Canada will work to ensure that small economies are prepared to participate in negotiations.

The Canada–U.S. Free Trade Agreement and the North American Free Trade Agreement

- Canada's strong interest in advancing free trade in South and Central America through the Free Trade Area of the Americas and Mercosur has, in many respects, flowed from its positive free trade experience in North America.

- The Canada–U.S. Free Trade Agreement (FTA) of 1988 proved to Canadians that free trade works. Canadian firms have become more efficient, and Canada has become more competitive.

- As a result of the agreement, Canadian companies have become more aggressive in their pursuit of opportunities in foreign markets.

- The North American Free Trade Agreement (NAFTA) between Canada, the United States and Mexico came into effect on Jan. 1, 1994.

- NAFTA was the first reciprocal free trade agreement Canada had negotiated with a Latin American country.

- NAFTA has improved Canadian access to markets in the United States and Mexico. By year-end 1996, two-way trade among NAFTA nations had increased by 18.7 per cent, reaching $388 billion.

- Investment between NAFTA countries is also growing. U.S. investment in Canada reached $122.7 billion in 1996, a 9.1 per cent increase over the previous year, and the fourth consecutive annual increase. Mexican investment in Canada is growing but remains relatively small ($239 million in 1996).

- In 1996, Canada had a total of $92.9 billion invested in the United States, a 7.5 per cent increase over 1995. Canadian investment in Mexico reached $1.3 billion, more than double the 1993 figure. This made Canada one of the most important sources of new investment in Mexico.

- NAFTA does not affect the phase-out of tariffs under the Canada–U.S. FTA. Under this agreement, virtually all tariffs will be eliminated by Jan. 1, 1998.

- NAFTA will eliminate almost all tariffs between Canada and Mexico by Jan. 1, 2003.

- NAFTA allows tariffs to be eliminated ahead of schedule if the countries agree. This process is led by interested industry sectors, and involves public consultations.

- While NAFTA consolidated Canada's strong trade relationship with the United States, it also encouraged Canadians to focus on the large, relatively untapped markets of Latin America.

Canada–Chile Free Trade Agreement

- Prime Minister Jean Chrétien and Chilean President Eduardo Frei signed the Canada–Chile Free Trade Agreement during the President's state visit to Canada in November 1996. It came into effect on July 5, 1997.

- The agreement demonstrates Canada's determination to create jobs and encourage economic growth through closer economic and political links with Chile and with all of Latin America.

- Canada is the first member of the group of seven leading economies (G-7) to conclude a free trade pact with Chile, and Canadian companies have already begun to benefit from the reduced tariffs and other advantages of the agreement. Chile is becoming an important gateway and base of operations for business with other nations in South America.

- This enhanced access to South American markets has also encouraged companies in other nations to use Canada as their base of operations in North America.

- The trade agreement's key features are

  — Immediate duty-free access for 75 per cent of Canadian exports and the elimination of Chile's 11-per-cent import duty on almost all remaining industrial and resource-based goods over five years.

  — Better access for a range of agricultural goods. For example, tariffs will be eliminated immediately on durum wheat, which represents 35 per cent of exports in this sector.

  — Significant new protection for Canadian investments in Chile, including an agreement to automatically grant Canadian investors the benefits of any future liberalization, and an undertaking to negotiate a bilateral double taxation agreement.

  — The creation of a free trade commission and secretariat to ensure the timely and effective resolution of disputes.

  — Side agreements on environment and labour, the first of their kind ever signed by Chile.

  — The mutual elimination of anti-dumping duties within six years.

  — Exemption for cultural industries and supply-managed products, full protection for social and health services, and no effect on the auto pact.

Mercosur

- The Southern Cone Common Market (Mercosur) was created in March 1991 with the signing of the Treaty of Asuncion by Argentina, Brazil, Paraguay and Uruguay. Mercosur has a permanent secretariat based in Montevideo, Uruguay.

- The treaty provides for the free circulation of goods and services, capital and labour as well as a common external tariff.

- Mercosur is an integrated market of some 240 million people. Its gross domestic product is $1 trillion US, about one-eighth the GDP of the NAFTA countries.

- Once fully implemented, Mercosur will be the largest integrated market in Latin America; the second largest in the hemisphere (after NAFTA); and the fourth largest in the world (after NAFTA, the European Union, and Japan).

- Trade among Mercosur members is now four times higher than it was in 1991, when Mercosur was created. Imports from non-Mercosur countries have increased also.

- The combined gross domestic product of Mercosur members has grown by an average of 3.5 per cent a year since 1990, and its $6,950 per capita income is 30 per cent greater than that of Latin America as a whole.

- Mercosur has reached free trade agreements with Chile and Bolivia and a co-operation agreement with the European Union. Discussions are under way with the Andean Pact countries and Mexico.

- Canada first raised the idea of forging closer links with Mercosur in April 1997 during the visit of the Brazilian President to Ottawa.

- Mercosur is Canada's largest trading partner in Latin America. From 1994 through 1996, two-way trade with Mercosur nations increased by just over 30 per cent, reaching $3 billion.

- The main Canadian exports to Mercosur are paper, wheat, potash, petroleum products, coal, aircraft parts, machinery, telecommunications equipment, chemicals and heavy machinery.

- Canada's ongoing discussion with Mercosur is one element in efforts to develop the Free Trade Area of the Americas.

- Canada and Mercosur are working to conclude an arrangement on trade and investment co-operation. The framework will encourage private sector dialogue and will provide a forum where both nations can assess barriers to trade and investment and collaborate on work programs of the FTAA and the WTO.

Summit of the Americas: From Miami to Santiago

- The December 1994 Miami Summit of the Americas was the first full meeting of Western Hemisphere leaders since 1967, and the first to involve all democratically elected leaders.

- Leaders of the hemisphere's 34 democracies released a declaration of principles and a plan of action highlighting four major themes:

  — Preserving and strengthening democracy
  — Promoting economic integration and free trade
  — Eradicating poverty and discrimination
  — Guaranteeing sustainable development

- The next Summit of the Americas will be held in Santiago, Chile, in April 1998. The agenda, approved by the hemisphere's foreign ministers in June 1997, includes the following themes:

  — Education
  — Preserving and strengthening democracy and human rights
  — Economic integration and free trade
  — Eradicating poverty and discrimination

- At the summit, launching negotiations for the Free Trade Area of the Americas is a priority for Canada.

- Sustainable development, a 1994 summit item, is being addressed separately under the action plan that resulted from the 1996 Bolivia Summit on Sustainable Development. Canada supports efforts to build on the achievements of the Bolivia summit through both the UN Commission on Sustainable Development and the newly created Organization of American States Committee on Sustainable Development.

- Summit participants have agreed that the 1998 summit should focus on issues where nations can make realistic progress within two to three years. They want organizations in the inter-American system, such as the Organization for American States, the Inter-American Development Bank, the Economic Commission for Latin America and the Caribbean, and the Pan American Health Organization, to expand their role in implementing the summit's action plan.

- Canada participates in summit-related events and attaches importance to the themes of human rights and democracy, which it co-ordinates with Brazil.

Canada's Trade Record

- One in three jobs in Canada depends on trade, and Canada's standard of living depends largely on trade with other countries.

- Canada's exports account for more than 40 per cent of its GDP, a higher percentage than for any other G-7 nation. Canada is second among G-7 countries in job creation. Every billion dollars worth of exports sustains about 11,000 jobs in Canada.

- In 1996, Canada's trade of goods and services grew to $280.6 billion, a six per cent increase over the previous year. Its trade surplus increased to $41 billion. Between the beginning of 1993 and the end of 1996, exports increased by more than $88 billion, or 47 per cent.

- These trade figures are the result of a Team Canada approach to boosting exports — a partnership between governments and the private sector.

- Markets are opening up and trade barriers are falling around the globe. The government is refining and developing a new trade strategy that will focus and expand the range of programs and services promoting trade and investment.

- The approach will build on the Team Canada model, which has worked well in crafting partnerships with the provinces and with the business community. Together the private sector and all levels of government have designed an effective trade promotion network — "Team Canada Inc."

- Initiatives planned under Team Canada Inc. include a 30 per cent increase in the number of trade commissioners assigned outside Canada, and a new unit at the Department of Foreign Affairs and International Trade to focus on the export needs of small and medium enterprises.

Foreign Investment in Canada

- Foreign investment in Canada has been rising steadily, and has proven to be a key source of jobs, technology and expanded trade. Over the past decade, foreign direct investment in Canada has increased by 87 per cent.

- In 1996, cumulative foreign direct investment in Canada reached $180 billion, an increase of 7.4 per cent over the 1995 figure. According to the Organisation of Economic Co-operation and Development, Canada's 19.2 per cent rate of return on capital is the highest among members of the G-7 (group of seven leading industrial nations).

- As many as 1.3 million Canadian jobs and 75 per cent of manufacturing exports depend on foreign investment. Every $1 billion in new investment in Canada translates, over five years, into 45,000 jobs and $4.5 billion in GDP.

- The most promising sectors for foreign investment in Canada include information technology, agrifood, life science, automobiles, forestry, aerospace, petrochemicals, and mining.

Canada, the Lowest-Cost Destination for Investors

- An independent study released in October 1997 by the international consulting firm KPMG reports that Canada has lower overall business costs than the United States and five leading European countries.

- The study, *The Competitive Alternative: A Comparison of Business Costs in Canada, Europe and the United States*, compares the cost factors that companies look at when deciding to locate and operate in a given area. Costs are compared from start-up through the first 10 years of operation.

- The study also found that Canada was the lowest-cost location for each of eight key manufacturing industries examined: electronics, food processing, medical devices, metal fabrication, pharmaceuticals, plastics, software production, and telecommunications equipment. The study looked at those sectors because they are a mix of traditional, capital-intensive industries (such as metal fabrication) and skilled, labour-intensive industries (such as software production).

- Forty-two cities were studied — 27 in North America and 15 in Europe. Of 17 Canadian cities studied, 14 led the low-cost rankings. In addition, every Canadian city studied was less expensive than all U.S. cities studied.

- Low start-up costs, low telecommunications rates, low interest rates and the lowest overall tax burden of the seven countries under review gives Canada a 5.4 per cent cost advantage over the United States. Canada's cost advantage ranged from 1.8 per cent over second-place Sweden to 11.8 per cent over seventh-place Germany.

- There are other key findings regarding Canada.

  — Compared with the United States, business costs in Canada are about $1 million a year lower for an average firm of about 100 employees with revenues of $10 million. Canada's cost advantage over some other countries studied was even greater.

  — Canada's effective corporate income tax rate — including federal, regional and local taxes — is among the lowest of the seven countries studied.

- The study reinforces the many positive forecasts made by international organizations about Canada. The International Monetary Fund recently predicted that Canada would lead the industrial world in economic growth in 1997 and 1998.

- The study also complements overall federal initiatives to increase investment in Canada, such as spreading this positive message abroad, focusing on priority industry sectors, helping small and medium enterprises to grow through investment partnerships and venture capital, and forging new alliances among the three levels of government and the private sector.

Canada's Economic Renaissance

- Canada's economic environment is stronger than it has been in 25 years, and the economy is strong and growing.

- The government's plan to restore sound finances, combined with low and stable inflation, has contributed to a large drop in interest rates. This has encouraged the recent strong growth that is creating jobs, and reflects a new optimism on the part of consumers and businesses. These positive developments provide a sound basis for continued growth.

- In the first nine months of 1997, there were 279,000 net new jobs created, the majority of them full-time and all in the private sector.

- One-year mortgage rates have fallen almost four percentage points since January 1995, providing substantial savings for homeowners. Five-year mortgage rates are at some of their lowest levels in a decade.

- Private sector forecasters expect growth of about 3.7 per cent in both 1997 and 1998 — the strongest back-to-back growth in almost 10 years and the strongest in the G-7, the group of seven leading industrial nations.

- Underpinning much of this positive economic news is the considerable reduction of Canada's deficit. In 1993–94, the deficit represented about six per cent of the GDP — some $42 billion. In 1996–97, the deficit came in at $8.9 billion, almost $20 billion lower than the previous year, and the largest year-over-year improvement in Canadian history. At 1.1 per cent of GDP, it is the smallest federal government deficit in over two decades.

- The government expects to eliminate the deficit no later than 1998–99, which would be the first balanced budget since 1969–70.

- In 1996–97, for the first time in 27 years, the government did not have to borrow new money on financial markets to pay for ongoing programs or for interest on the public debt.

- Despite progress toward eliminating the deficit, the federal government's public debt is still considered too high. The government is committed to maintain a declining debt-to-GDP ratio, since that is the key to ensuring sustained long-term growth and job creation.

Charts: Canada's Economic Performance

Chart 1
Canada's Global Trade, 1991–1996
(Merchandise trade, customs basis)

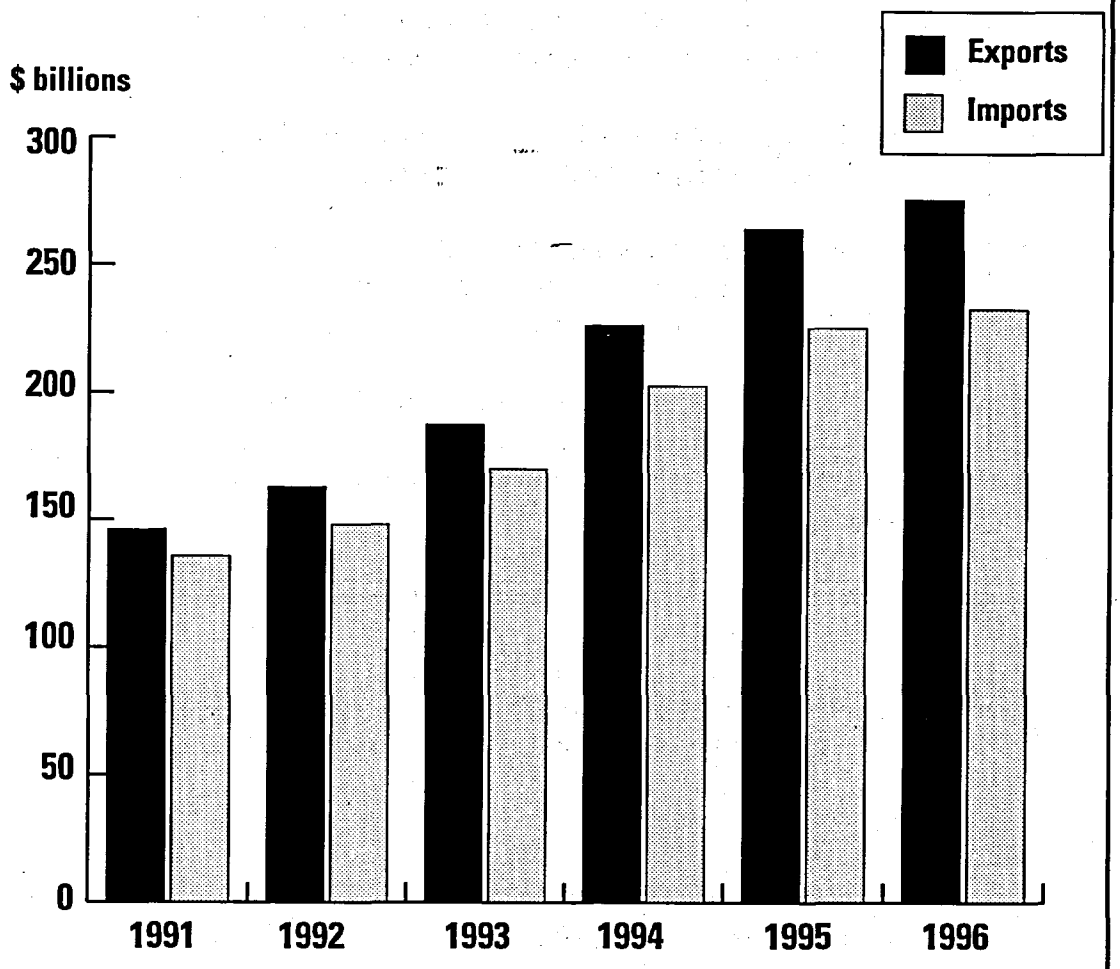


Chart 2A
Canadian Exports by Sector, 1996
($ billions)

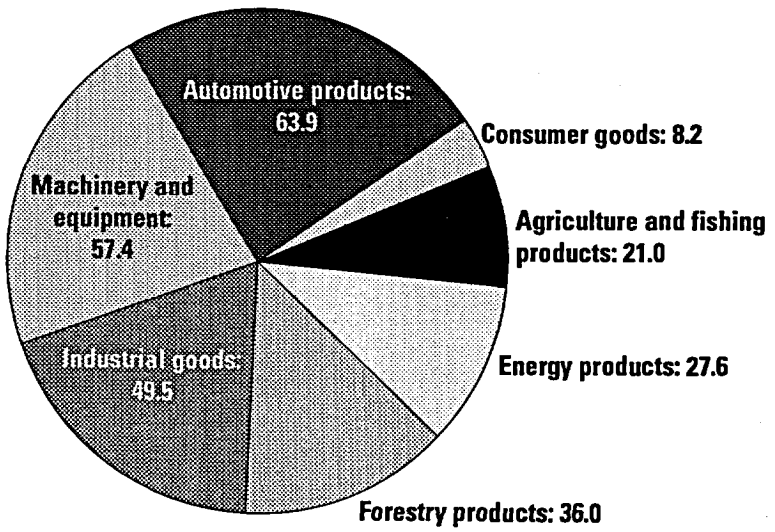


Chart 2B
Canadian Imports by Sector, 1996
($ billions)

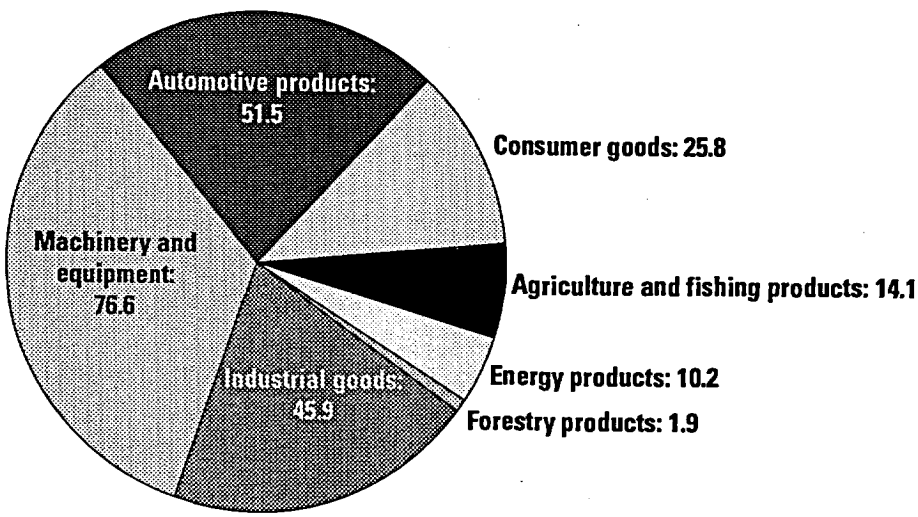


Chart 3

Canada's Exports to Mexico, Brazil, Argentina and Chile

(Merchandise trade, customs basis)

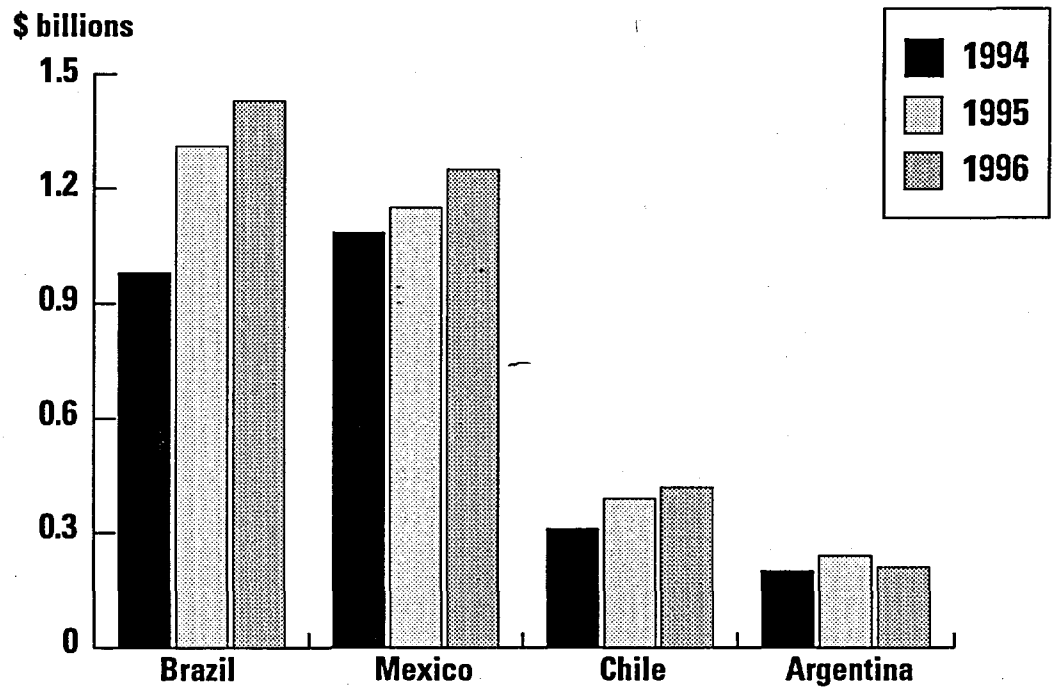


Chart 4

Canada's Imports from Mexico, Brazil, Argentina and Chile

(Merchandise trade, customs basis)

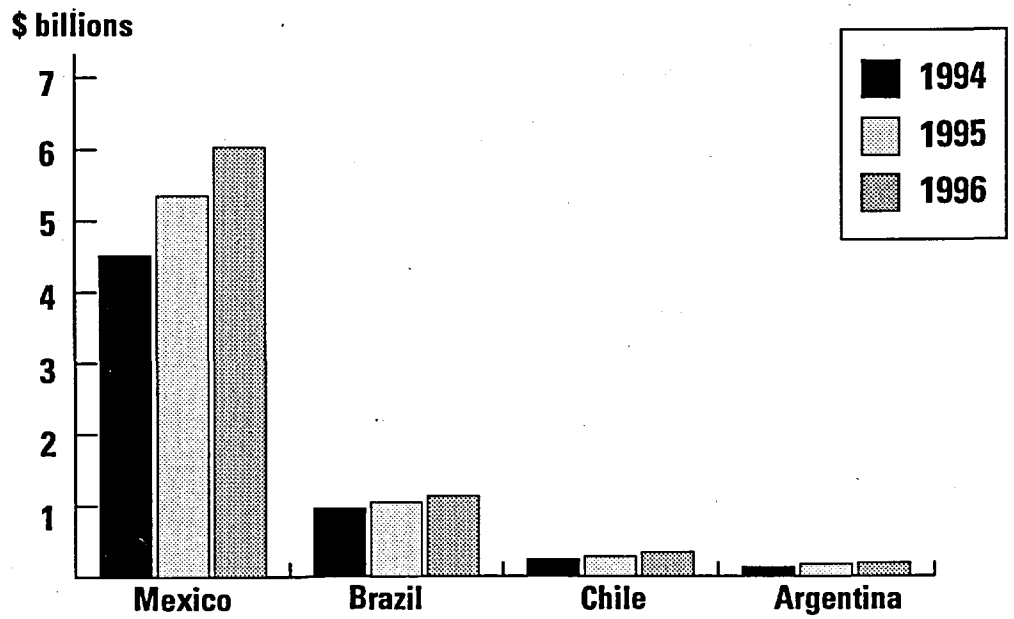
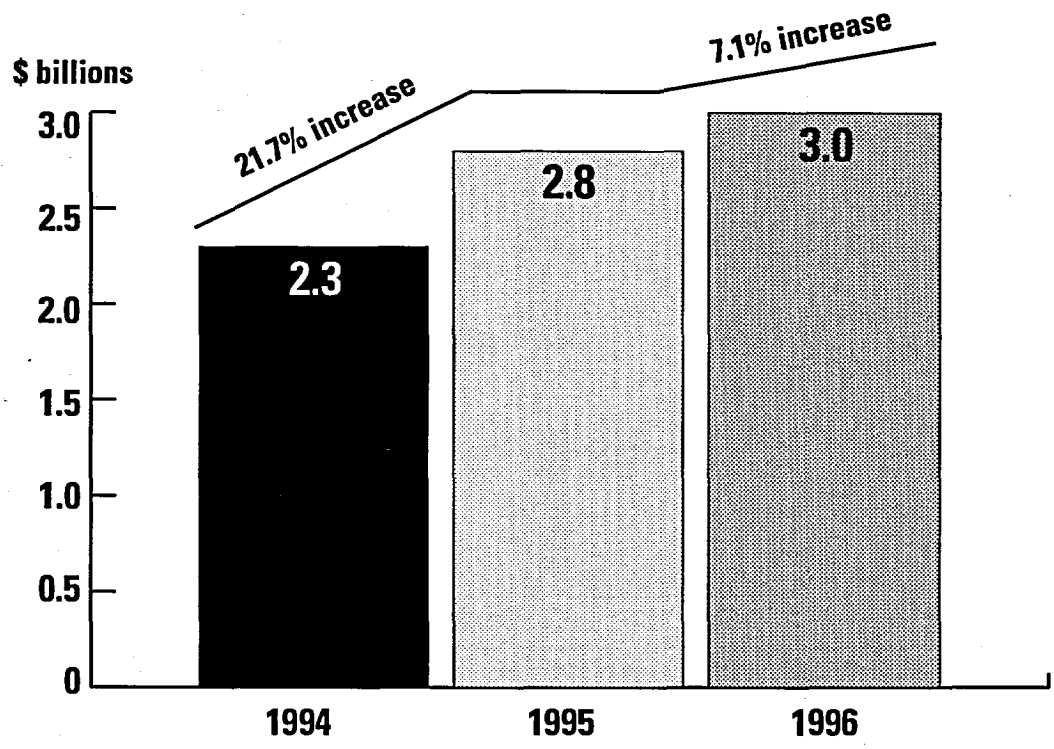


Chart 5
Canada's Two-way Trade with Mercosur, 1994–1996
(Merchandise trade, customs basis)



Note: Mercosur members are Argentina, Brazil, Paraguay and Uruguay

Country Profiles

Mexico

Ernesto Zedillo
President of Mexico

Ernesto Zedillo Ponce de Léon obtained a doctorate in economics from Yale University after studying at the Mexican National Polytechnic Institute's Advanced School of Economics and in Bradford, England.

Before his career in government, Mr. Zedillo taught economics at the College of Mexico. In 1978, he participated in economic research and analysis of the balance of payments at the Bank of Mexico. In 1982, he was named the bank's assistant manager for economic research.

In 1986, Mr. Zedillo became under-secretary for planning and budgetary control at the Secretariat of Programming and Budgeting. During the administration of President Carlos Salinas, he was Secretary of Programming and Budgeting and Secretary of Public Education.

A member of the Institutional Revolutionary Party for more than 20 years, Mr. Zedillo was named its presidential candidate in March 1994. In December 1994, he became President.

Mr. Zedillo is married to Nilda Patricia Velasco. They have five children.

Canada–Mexico Relations

- Canada has a broad and substantial relationship with Mexico, and the two nations' partnership in the North American Free Trade Agreement (NAFTA) has been the impetus for even closer links.

- Since 1990, Canadian and Mexican ministers have met many times to discuss sectors such as trade, agriculture, energy and mining, and communications.

- Over the past six years, more than 35 bilateral agreements have been signed, including the first double taxation agreement signed by Mexico, as well as agreements on environmental co-operation, distance education, mining, culture and legal matters.

- The Canada–Mexico Joint Ministerial Committee was established in 1968. It is designed as a forum for ministers to consult on matters of common interest in a variety of areas — political, economic, commercial, cultural and others. Meetings were held about every two years until 1990, and every year since then. The last meeting took place in Mexico City in December 1996.

- Various committee meetings have covered different aspects of foreign policy, including trade, finance, the environment, agriculture, investment, international monetary issues, human rights, legal matters, forestry and tourism.

- In March 1994, Prime Minister Chrétien visited Mexico City and, in June 1996, President Zedillo paid a five-day state visit to Canada. The President most recently visited Canada for the November 1997 Asia–Pacific Economic Cooperation (APEC) Economic Leaders' Meeting in Vancouver.

- Mexico is a member of several regional organizations, and an important multilateral partner for Canada. It is a founding member of the Rio Group, and its views are influential when the group takes a common stand.

- Mexico is the fourth-largest financial contributor to the Organization of American States, after the United States, Canada and Brazil. Canada supported Mexico's membership in the APEC forum in 1993 and in the Organisation for Economic Co-operation and Development in 1994.

- Contact between Canadians and Mexicans has been increasing in recent years. About one million Canadians travel to Mexico each year, while some 70,000 Mexicans visit Canada. The level of cultural exchanges has risen, and such exchanges now include a program to encourage Canadian studies in Mexican universities.

- Another program allows Mexican agricultural workers to enter Canada during seasons when workers are in short supply.

- Canada is represented in Mexico City, Monterrey and Guadalajara, with honorary consuls in Acapulco, Cancun, Mazatlan, Oaxaca, Puerto Vallarta, San Miguel de Allende and Tijuana. Mexico is represented in Ottawa, Montreal, Toronto and Vancouver, with honorary consuls in Calgary, Quebec City, Dartmouth and St. John's.

- The human rights commissions of Canada and Mexico signed a co-operation agreement in October 1995. Although officials are still in the early stages of implementing this agreement, a joint proposal has been defined and supported by the Canadian International Development Agency (CIDA). The proposal matches Canadian expertise with Mexican needs in the areas of disabilities, HIV/AIDS, and women and children.

- There is an increasingly close relationship between the Canadian and Mexican electoral commissions. As a result of the July 1997 mid-term elections in Mexico, there are new opportunities for Canada to build links with Mexico, through, for example, parliamentary exchanges.

Trade and Investment

- Mexico is Canada's largest trading partner in Latin America. From 1994 through 1996, two-way trade grew by 30 per cent, reaching $7.3 billion. Over the same period, Canadian exports rose by 66 per cent to reach $1.25 billion.

- Canada's access to the Mexican market has increased considerably since Jan. 1, 1994, when NAFTA came into force. Canadian firms now have increasingly barrier-free access to a market of over 90 million consumers and are expanding sales in the automotive, financial services, trucking, energy and fisheries sectors.

- Manufactured products now account for well over half of Canadian merchandise exports to Mexico. Canadian telecommunications, plastics, automotive, machine-tooling and metalworking companies have made significant inroads into the Mexican market. There are important

opportunities for Canadian partners in information and environmental technologies, agriculture and agrifood, resource industries, engineering and construction.

- Canadian direct investment in Mexico in 1996 totalled $1.3 billion, up from $530 million at the end of 1993. Further privatization is creating new opportunities for Canadian businesses in transportation (ports, airports, highways); hydroelectric power stations; and the storage, transmission, and distribution of natural gas.

- Canada's principal imports from Mexico include motor vehicles and parts, electrical equipment, audio equipment and parts, petroleum oils, engines and parts, data-processing machines and parts, ignition wiring sets, air conditioners and parts, filtering/purifying machinery and parts, furniture, fruits and nuts, vegetables, glass and glassware and optical equipment. Manufactured products now account for 88 per cent of Canadian imports from Mexico.

- Canadian banks are playing an increasingly important role in the Mexican market, as witnessed by investments in two Mexican banks by the Bank of Montreal and the Bank of Nova Scotia. The Export Development Corporation provided some $600 million in financing in 1996 in support of Canadian exports to Mexico.

Development Co-operation

- The Canadian International Development Agency (CIDA) does not have a full-fledged bilateral development assistance presence in Mexico, an upper-middle income country with a GDP per capita of $4,200. Mexico does, however, benefit from programming through a number of CIDA channels.

- As a developing world power and emerging donor, Mexico joined the Organisation for Economic Co-operation and Development in 1994 and is interested in learning more about Canada's policies and practices on development assistance. Canada is discussing a development assistance program for Mexico and the Central American countries.

- Canada has undertaken discussions with the Mexican Secretariat of Foreign Relations on possible support for landmine victim rehabilitation. Canada has also participated with the Pan American Health Organization in a fact-finding mission to Nicaragua, El Salvador and Honduras.

- The Canada Fund for Local Initiatives is administered by the Canadian embassy to support small-scale projects aimed at Mexico's poorest groups. In addition, through a regional program, Mexico receives support for strengthening institutional links between the human rights commissions of both countries.

- CIDA's Educational Institutions Program is supporting partnerships between Canadian and Mexican universities that are intended to develop and strengthen certain programs. The Canadian institutions are the University of Prince Edward Island (veterinary services and animal health), the University of Saskatchewan (immunology and informatics to address the HIV/AIDS problem) and Simon Fraser University (oral history and community development).

- CIDA supports partnerships between Canadian and Mexican non-governmental organizations working in such areas as rural agricultural production and management, health, environment, potable water supply, irrigation and drainage, human resource development, participatory research and public policy, community organization and management. Canadian partners include the Save the Children Fund of British Columbia, the Social Investment Organization, the Canadian Labour Congress, Horizons of Friendship, and Inter Pares/Among Equals.

- CIDA's industrial co-operation program (CIDA–INC) fosters business collabouration between Canadian and Mexican firms as well as transfers of technology and services. Since 1978, (CIDA–INC) has contributed $27.5 million to support co-operation primarily in the manufacturing, agriculture, health, water, and transportation sectors. There are currently 27 operational projects in Mexico, of which 19 are related to Canadian investments and eight to consulting services.

Canada–Mexico Agreements

Date	Subject	Description
December 1904	Postal Questions	Postal Convention
May 1906	Postal Questions	Convention for the Cashing of Postal Orders
May 1909	Postal Questions	Agreement to Exchange Postal Packages Unopened
February 1946	Commerce and Trade	Trade Agreement
December 1961	Transport	Air Transport Agreement
July 1962	Communications	Exchange of Notes on Radio Co-operation
November 1968	Consular, Diplomatic	Formation of the Canada–Mexico Joint Ministerial Committee
April 1973	Consular, Diplomatic	Exchange of Notes on Co-operation in Consular Affairs
January 1974	Finance, Revenue	Agreement to Eliminate Double Taxation on Income Obtained through International Operation of Ships and Aircraft
January 1976	Culture	Cultural Agreement
March 1977	Justice/Crime	Transfer of Offenders
May 1980	Consular, Diplomatic	Agreement to Establish Quebec Delegation
May 1980	Commerce and Trade	Economic Co-operation Agreement
May 1984	Culture	Cultural Agreement
March 1990	Finance, Revenue	Agreement on Mutual Assistance Between Customs Administrations
March 1990	Justice/Crime	Treaty of Extradition
March 1990	Environment	Agreement on Environmental Co-operation
March 1990	Finance, Revenue	Convention for the Exchange of Tax Information
March 1990	Tourism	Agreement on Tourism Co-operation
March 1990	Justice/Crime	Treaty on Mutual Legal Assistance in Criminal Matters

April 1991	Communications	Film and Television Co-production Agreement
April 1991	Finance, Revenue	Double Taxation Agreement
October 1991	Agriculture	North American Plant Protection Agreement (Revised)
November 1991	Culture	Agreement on Museums and Archaeology
September 1992	Finance, Revenue	Agreement between Central Banks
November/ December 1993	Consular, Diplomatic	Agreement No Longer to Require Visas on Diplomatic and Official Passports
January 1994	Commerce and Trade	North American Free Trade Agreement
January 1994	Environment	North American Commission on Environmental Co-operation
January 1994	Labour	North American Agreement on Labour Co-operation
June 1994	Environment	North American Wetlands (Waterfowl) Plan
September 1994	Forestry	Arrangement on Model Forests
January 1995	Energy and Natural Resources	Nuclear Co-operation Agreement
April 1995	Finance, Revenue	Social Security Agreement
October 1995	Human Rights	Agreement Between Human Rights Commissions
November 1995	Agriculture	Work Plan Establishing the Phytosanitary Measures for the Trade in Seed Potatoes
June 1996	Communications	Arrangement on Parallel Development of Educational Networks
June 1996	Transport	Agreed Minute on Aviation Security as Modification to Air Transport Agreement
June 1996	Elections	Technical Co-operation Agreement Between the Federal Electoral Institute and Elections Canada
July 1996	Health	Joint Declaration Concerning the Fight Against AIDS

Canada–Mexico Memorandums of Understanding

Date	Subject	Description
May 1980	Professional Exchange	MOU on Exchange of Young Specialists and Technicians
June 1980	Agriculture	MOU on Agricultural Co-operation. (Amendment in 1990 included livestock.)
June 1982	Agriculture	MOU in the Animal Health Field
March 1990	Commerce and Trade	MOU on Trade and Investment Consultations
March 1990	Forestry	MOU on Forestry Co-operation. (Renewed in 1996.)
March 1990	Justice/Crime	MOU on Co-operation in Combatting Narcotrafficking and Drug Dependency
January 1991	Finance, Revenue	MOU for Technical Co-operation in Auditing
June 1991	Labour	MOU on Mexican Seasonal Workers Program. (Renewed in April 1995.)
April 1992	Communications	MOU on Telecommunications Co-operation
May 1992	Labour	MOU on Co-operative Labour Activities
September 1992	Environment	MOU on Environmental Education
October 1992	Energy and Natural Resources	MOU on Co-operation in Surveying, Mapping, Remote Sensing and Geographic Information
February 1993	Housing	MOU Concerning Housing and Human Settlements
March 1994	Transport	MOU on the Use of Terminals and Installations of Transport Companies
March 1994	Transport	MOU on Technical Co-operation
March 1994	Transport	MOU on the Validity of Commercial Drivers' Licences
April 1994	Transport	MOU on Exchange of Information on Maritime Security
October 1994	Tourism	MOU on Tourism Research

March 1995	Transport	MOU on Scientific and Technical Co-operation
September 1995	Health	MOU on Co-operation in Health Regulation
October 1995	Environment	MOU Regarding Co-operation Among the Man and the Biosphere Programs
June 1996	Communications	MOU on Technologies for Distance Learning
June 1996	Energy and Natural Resources	MOU on Co-operation in Mining Policy
June 1996	Energy and Natural Resources	MOU on Technical Co-operation in Geoscience and Cartography
June 1996	Transport	MOU on Technical Co-operation and Harmonization of Civil Aviation Rules
June 1996	Consular, Diplomatic	MOU on the Exchange of Foreign Service Officers
June 1996	Energy and Natural Resources	MOU on Energy Efficiency and Alternative Energy

MEXICO

Capital: Mexico City

GEODATA

Area
1,973,000 km^2

Population
93.7 million (1995 est.)

Annual population growth rate
1.8% (1995 est.)

Official language
Spanish

Major religion
Roman Catholic (93%)

POLITICAL DATA

Type of government
Federal republic

Democratic institutions
Bicameral congress

Leader
President Ernesto Zedillo Ponce de Léon

Minister of Foreign Affairs
José Angel Gurría Treviño

Minister of Trade and Industrial Development
Herminio Blanco Mendoza

UN Human Development Index (1997)
Mexico ranks 50th among 175 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Stanley Gooch
The Canadian Embassy
Calle Schiller No. 529
Colonia Rincón del Bosque
Polanco 11560, Mexico D.F.

Phone: (011-525) 724-7900
Fax: (011-525) 724-7982

ECONOMIC DATA

GDP
$326 billion US (1996)

GDP growth rate
6.25% (1997 est.)

GDP per capita
$3,600 US (1996)

Inflation rate
16.5% (1997 est.)

Unemployment rate
3.4% (September 1997)

Main exports
Petroleum, petroleum products, coffee, shrimp, engines, motor vehicles

Main imports
Grain, manufactured articles, agricultural machinery, electrical equipment

Main exports to Canada
$6.03 billion (1996), including machinery and equipment, automotive products, industrial goods

Main imports from Canada
$1.25 billion (1996), including automotive products, agricultural goods, machinery and equipment, industrial goods

December 1997

Mexico City

Mexico City, the political capital and business centre of Mexico, is home to about 20 million people. The city is at an altitude of 2,240 metres, and is surrounded by mountains.

The Spanish founded the city in 1521 on the ruins of Tenochtitlan, the Aztec capital. The city's town council was recognized in 1522, and it became the capital of Spanish America as far south as Panama.

From the late 19th to the early 20th century, the city was modernized and restructured, adopting largely European architectural styles. By 1930, Mexico City's population reached one million people, and this figure doubled by 1950. In the second half of this century, rapid growth has continued. The majority of the city's population is *mestizo* (mixed European and American Indian origins).

A large segment of Mexico's economic life is concentrated in Mexico City. Main industries include construction and the production of iron and steel, chemicals, plastics, cement and textiles.

Mexico City is a leading cultural centre of Latin America, home to numerous museums, such as the National Museum of Anthropology. The city also has numerous newspapers and magazines, many of which have national circulation. Major education centres include the National Autonomous University of Mexico, founded in 1551, and the National Polytechnic Institute.

The climate is tropical and high-altitude: cool and dry, except during the May to September rainy season.

Brazil

Fernando Henrique Cardoso
President of Brazil

Fernando Henrique Cardoso was born on June 18, 1931, in Rio de Janeiro. In 1961, he received a doctorate in science from the University of Sao Paulo's faculty of philosophy, science and letters, where he later served as director. In 1962–63, he studied sociology at the University of Paris.

Mr. Cardoso's academic career began in 1964, when he served as professor of developmental sociology at the Latin American Institute for Economic and Social Planning. He held posts in sociology and political science at many universities, including the University of Paris-Nanterre, the University of Sao Paulo, the University of Cambridge, and the Institute for Higher Studies in Social Sciences, Paris. He was also a visiting professor at the University of California and Stanford University.

Mr. Cardoso has also been associated with several research institutes and associations, including serving as co-president of the International Foundation for Alternative Development in Nyon, Switzerland, and as president of the International Sociological Association in Amsterdam.

In 1983, he became a federal senator for the state of Sao Paulo and served as Government Leader in Congress from 1985 to 1986.

Mr. Cardoso was elected President of Brazil in October 1994 and took office on Jan. 1, 1995.

Mr. Cardoso is married to Ruth Corrêa Leite Cardoso.

Canada–Brazil Relations

- Canada and Brazil established diplomatic relations in 1941. Since then, Brazil has become increasingly important to Canada as a partner in hemispheric and global affairs.

- Canada is represented by an embassy in Brasilia, a consulate general in Sao Paulo, and a trade office in Rio de Janeiro. Canada has honorary consuls in Rio de Janeiro, Salvador da Bahia and Belo Horizonte.

- Brazil and Canada share a commitment to multilateralism and are active on a number of international issues. The two countries work closely to ensure that democratic development and human rights remain at the forefront of hemispheric concerns by co-chairing the Working Group on Human Rights and Democratic Development at the Organization of American States. Both work jointly on peacekeeping, arms control and the environment. Brazil was the first Latin American country to confirm its support for Montreal as the home of the Biodiversity Secretariat.

- Brazil and Canada have similar approaches to UN reform and have supported each others' candidacies to international institutions. Brazil pledged its early support for Canada's bid for a non-permanent seat on the Security Council for the 1999-2000 term, and Canada is supporting Brazil's bid for the 1998-1999 term.

- During the January 1995 trade mission to Brazil, the Prime Minister witnessed the signing of five bilateral agreements which included a memorandum of understanding (MOU) on high level political consultations; an MOU on the establishment of a joint economic and trade council; an audiovisual co-production agreement; a treaty on extradition; and a treaty on mutual assistance in criminal matters. Political consultations also took place in Ottawa in December 1995 and in Brasilia in February 1997. In May 1996, during the visit to Brazil of Canada's Minister of Foreign Affairs, the two nations signed a nuclear co-operation agreement.

- The governors of the states of Rio de Janeiro and Minas Gerais visited Canada in 1995 and 1997, respectively, accompanied by large business delegations. The government of Manitoba led a business delegation to Brazil in the spring of 1996, as did Quebec in September 1996 and Ontario in the spring of 1997.

- The federal environment minister led an environmental technologies mission to Brazil in November 1996, where he signed an MOU on

environmental co-operation and consultations. The first consultations were held in Ottawa in March 1997.

- Canada worked with Brazilian partners on *Canada nas Gerais* (Canada in General), a business and cultural festival held in Belo Horizonte in September 1997. The festival highlighted Canada's trade expertise and culture.

- There are Canadian studies programs at five centres for Canadian studies in Brazil. The Brazilian Association for Canadian Studies, created in 1991, has about 200 members who teach Canadian studies or are active in research on Canada and Canada–Brazil relations. Canadian studies are supported through the federal Faculty Enrichment Program, which provides awards to professors developing courses and material on Canada and Canada–Brazil relations. The Governor General's Award is given annually to a Brazilian graduate student undertaking research on Canada. In addition, Canada's Library Support Program helps Brazilian universities expand their collections of materials on Canadian studies.

- The President of Brazil declared 1996 to be the year of education. In the spring of 1996, more than 30 Canadian educators participated in the first international education fair held in Rio de Janeiro and Sao Paulo. More than 20,000 people visited the exhibitions, which included information on post-graduate and English courses, executive programs, and other studies.

Trade and Investment

- Brazil is home to more than 160 million people and has a gross domestic product (GDP) in the world's top 10. Sweeping economic reforms and growing prosperity make Brazil a priority for further trade and investment.

- Brazil is Canada's largest trading partner in South America and its largest export market in Latin America. In 1996, two-way trade totalled just over $2.5 billion, up from $2.4 billion in 1995 and $2 billion in 1994. Canadian exports totalled some $1.43 billion, nearly double the 1993 figure.

- Wheat, newsprint, mineral fuels and potash have traditionally dominated Canadian exports to Brazil, but takeovers and mergers are quickly transforming the Brazilian economy and the nature of Canada–Brazil trade and investment.

- Brazil has deregulated many key industry sectors, and opened up many to foreign investment, increasing opportunities for Canadian exporters and investors. The most rapidly growing markets are telecommunications and informatics; there are major opportunities in energy and mining sectors.

- Canadian suppliers have carved out a significant market presence in the high-technology, communications, automated production, livestock and environmental sectors.

- Canada is the seventh-largest foreign investor in Brazil, with total investments approaching $4 billion. Brazil has become one of Canada's most important foreign investment destinations.

- During the Prime Minister's visit to Brazil in January 1995, Canadian businesses signed deals and agreements-in-principle worth $602 million.

Development Co-operation

- Canada's development co-operation with Brazil is co-ordinated through the Canadian International Development Agency (CIDA) and is based on sharing Canadian experiences and know-how through partnerships between a wide range of Canadian and Brazilian organizations. CIDA's programming focuses on supporting Brazilian efforts to address social equity issues and respond to urban and industrial environmental challenges. In 1996–97, CIDA's geographic, non-governmental, institutional and industrial co-operation programs contributed about $10 million to support Canadian partners in Brazil.

- CIDA's industrial co-operation program (CIDA–INC) fosters business collabourations between Canadian and Brazilian firms as well as transfers of technology and services. Since 1978, the program has contributed $12.9 million to support co-operation, primarily in the manufacturing, energy, and health sectors. CIDA–INC has 12 operational projects in Brazil, of which seven are related to Canadian investments and five to consulting services.

- CIDA's Educational Institutions Program provides support through several Canadian universities to strengthen the federally funded Brazilian universities in environmental management, agriculture, home economics, and distance education.

- A group of Canadian non-governmental organizations receive CIDA support to work in partnership with Brazilian organizations to strengthen the local capacity for health care, education, micro-enterprise

development, local government and community organization, agricultural co-operatives, indigenous peoples rights, alternatives for street children, women's rights, and environmental management.

Governance and Human Rights

- The Human Rights and Police Accountability Project, led by the Human Rights Research and Education Centre of the University of Ottawa and the Centre for the Study of Violence in Sao Paulo, is supporting efforts to reform the Brazilian police by drawing on Canadian models of public complaints commissions, internal review, and community relations.

- The Early Childhood Education Project, led by Pueblito Canada of Toronto and a group of non-governmental organizations working in marginalized urban areas of Belo Horizonte, involves the transfer of Canadian know-how in early childhood education and in mobilizing community resources.

- In addition, CIDA is working with a variety of partners to develop new initiatives. The British Columbia ombudsman's office and the state of Parana are preparing a project on citizen's rights and government accountability. The United Way of Canada and a group of national civil society organizations in Brazil are preparing a project on fundraising, volunteer development, and board training.

- The regional Gender Equity Fund, operating in six countries of South America and managed in Brazil through the Canadian embassy, supports small projects to reduce gender inequities in the workplace.

Environmental Management

- Through environmental training and audit programs, the Environmental Training in Brazilian Industry project supports environmentally sound technologies and practices by Brazilian industry. The project is led by Ryerson Polytechnic University of Toronto (working with École polytechnique, the engineering school affiliated with the University of Montreal; Lambton College of Sarnia, Ontario; Industrial Research Centre of Quebec; and Wastewater Technology International of Burlington, Ontario) and the Brazilian National Technical Training Service.

- Sustainable Development in the Minerals Sector is a project led by the Geological Survey of Canada and the Canada Centre for Mineral and Energy Technology, in partnership with the Brazilian Mineral Resources Research Institute and the Brazilian Centre for Mineral Technology. It

addresses environmental issues, such as acid mine drainage, that are common to the mining sectors of both countries.

- The Electrical Energy Efficiency project draws on Canadian models of demand-side management. It is led by B.C. Hydro International Inc. (working with Manitoba Hydro and a number of Canadian firms) and the Brazilian National Program for Energy Efficiency.

- Watershed Management, a project involving Environment Canada and the Sao Paulo Secretariat of Environment, will improve water quality management in the state by introducing decision-support systems, improving sewage and sludge management, and supporting decentralization and public participation.

- Radar Remote Sensing, a project led by the Canada Centre for Remote Sensing and the Brazilian Space Research Institute, is improving Brazilian capacities to monitor and manage natural resources in tropical rain forest regions.

- Fish Genetic Conservation, a project led by World Fisheries Trust of Victoria and the Federal Universities of Minas Gerais and Santa Catarina, will transfer Canadian technologies for collecting and preserving genetic material and conserving migratory, fresh-water fish species in Brazil.

Canada–Brazil Agreements

Date	Subject	Description
July 1888	Seamen (Deserters)	Agreement for the Surrender of Merchant Seamen Deserters
June 1909	Arbitration	Arbitration Convention
April 1919	Arbitration	Treaty Providing for the Establishment of a Peace Commission
October 1941	Commerce	Trade Agreement
May 1944	Culture	Exchange of Notes for the Promotion of Cultural Relations Between Canada and Brazil
August 1968	Science	Exchange of Notes on Scientific Relations between Canada and Brazil
January 1972	Radio	Exchange of Notes on Reciprocal Amateur Radio Operating Agreement
April 1975	Economic Co-operation	Technical Co-operation Agreement
June 1984	Taxation	Convention for the Avoidance of Double Taxation with Respect to Taxes on Income
May 1986	Air	Agreement on Air Transport
January 1992	Transfer of Offenders	Treaty on Transfer of Offenders (pending ratification)
January 1995	Criminal Matters	Treaty on Mutual Assistance in Criminal Matters
January 1995	Extradition	Treaty on Extradition
January 1995	Audiovisual Co-production	Audiovisual Co-Production Agreement
May 1996	Nuclear Co-operation	Agreement for Co-operation in the Peaceful Uses of Nuclear Energy

Canada–Brazil Memorandums of Understanding

Date	Subject	Description
June 1970	Economic	MOU Between the Minister of Industry, Trade and Commerce of Canada and the Minister of Finance of Brazil on Economic Co-operation and Technical Assistance
June 1976	Commerce and Economic Relations	Exchange of Notes on the Establishment of a Canada–Brazil Joint Committee on Trade and Economic Relations
January 1977	Technical Assistance	Loan Arrangement Through the Canadian International Development Agency
January 1979	Textiles	Arrangement on Acrylic Yarn
September 1979	Extradition	Arrangement Between Canada and Brazil on the Basis of Article 87 of the Brazilian Law on Extradition and the Proclamation of Part II of the Extradition Act of Canada
March 1982	Science	MOU on Scientific Co-operation Between the National Council of Scientific and Technological Development of Brazil and the Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada
June 1982	Political Consultations	Exchange of Notes Constituting an Arrangement for the Employment of Dependents
November 1982	Science	MOU Between the Medical Research Council of Canada and Brazil on Scientific Co-operation
June 1984	Fisheries	MOU on Fisheries
June 1984	Loans	MOU Between the Canadian Wheat Board and Brazil
March 1985	Science and Technology	MOU on Co-operation in Science and Technology
July 1987	Reciprocal Employment	Exchange of Notes Constituting an Arrangement for the Employment of Dependents

1989	Environmental Programs	Arrangement Between the Conservation and Protection Branch of Environment Canada and the Special Secretariat for the Environment of Brazil. Complementary to the MOU on Co-operation in Science and Technology
January 1995	Political Consultations	MOU on High-Level Political Consultations
January 1995	Economic/Trade Council	MOU on the Establishment of a Joint Economic and Trade Council
November 1996	Environmental Co-operation	MOU on Environmental Co-operation and Consultation

BRAZIL

Capital: Brasilia

GEODATA

Area
8,512,000 km^2

Population
155.8 million (1995)

Annual population growth rate
2.1%

Official language
Portuguese

Major religion
Roman Catholic (72%)

POLITICAL DATA

Type of government
Federative republic

Democratic institutions
Bicameral National Congress

Leader
President Fernando Henrique Cardoso

Minister of Foreign Affairs
Luiz Felipe Lampreia

Minister of Industry, Commerce and Tourism
Francisco Dornelles

UN Human Development Index (1997)
Brazil ranks 68th among 175 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Nancy M. Stiles
The Canadian Embassy
Caixa Postal 00961
70359-900 Brasilia D.F., Brazil
Phone: (011-55-61) 321-2171
Fax: (011-55-61) 321-4529

ECONOMIC DATA

GDP
$766.5 billion (1996)

GDP growth rate
3.2% (1996)

GDP per capita
$4,415 (1995)

Inflation rate
16.5% (1996)

Unemployment rate
5.1% (January 1997)

Major exports
Crude petroleum, chemicals, wheat grains, passenger vehicles, machinery, including electrical machinery

Major imports
Iron ores and concentrates, unroasted coffee beans, soybeans and meal (animal feed), chemicals, iron and non-alloy steel products, machinery, transport equipment

Major exports to Canada
$1.13 billion (1996), including iron and steel, electric machinery, equipment parts, coffee, tea matés, spices, machinery, boilers, mechanical appliances

Major imports from Canada
$1.43 billion (1996), including paper products, cereals, minerals, fuels and oils, machinery, boilers, fertilizers, salt, sulfur, wood pulp

December 1997

Brasilia

Building a new capital in Brazil's interior had been discussed since the late 18th century. In 1956, a site about 1,000 kilometres from Rio de Janeiro was chosen, and the government began the move to the modern capital of Brasília in 1960. The city, originally designed for about half a million people, is now home to about 1.9 million people.

Brasilia was built according to the urban master plan of Brazilian architect, professor and urban planner Lúcio Costa. Major government buildings and a major cathedral were designed by Brazilian architect Oscar Niemeyer, and landscape designer Roberto Burle Marx selected and designed the vegetation that gives the city its verdant appearance. The city is noted for its innovative architecture and sculpture and for its green spaces, parks and botanical gardens.

Reflecting its roots as a custom-made capital city, Brasilia contains mostly light industry such as construction, food services, furniture and publishing.

The capital's major cultural and educational institutions include the University of Brasilia, the National Theatre, the Museum of Brasilia and the Institute of History. The climate is mild and dry.

Sao Paulo

Sao Paulo is situated on a plateau about 50 kilometres from the Atlantic coast. About 19 million people live in greater Sao Paulo, making it the most populous city in South America, and one of the largest in the world.

Sao Paulo was founded by Jesuit missionaries in 1554, and achieved city status in 1711. The city remained relatively small until the 1880s, when coffee plantations in the state of Sao Paulo attracted numerous immigrant workers from Italy, Portugal, Japan and the Middle East.

After the Second World War, the modern Sao Paulo began to take shape, becoming a major business centre for textiles, appliances, furniture, chemical products, motor vehicles and oil refining. The city is also the nation's banking centre.

Sao Paulo has been one of Brazil's leading cultural and intellectual centres since the 1827 opening of the Law Faculty, one of the first two universities in Brazil. The Museum of Art, founded in 1947, is considered one of the best museums in South America. Sao Paulo is also a major media centre and home to major publishing houses.

The citizens of Sao Paulo are enthusiastic sports fans, with soccer, auto racing, volleyball and basketball being some of the favorites.

The climate is temperate and humid, and abrupt changes in weather are common.

Argentina

Carlos Menem
President of Argentina

Carlos Saúl Menem was born in Anillaco, La Rioja province, on July 2, 1930. Mr. Menem attended primary and secondary school in his native province and studied law at the university in Cordoba City, where he began his political activities.

After graduating as a lawyer in 1955, he returned to La Rioja and became the legal defender of those imprisoned as a result of a military coup in September of that year. In 1956, Mr. Menem was arrested for his political beliefs. A year later, he founded the Peronist Youth group of La Rioja province, where he also served as legal adviser to the General Workers' Confederation.

Mr. Menem was nominated to be a national senator by the Popular Union party in 1958, but his candidacy was blocked because he was not old enough. In 1962 he was chosen as provincial deputy by the Castro Barros department responsible for his home region, but was prevented from serving because of a military coup.

Mr. Menem was chosen governor of La Rioja for the first time in March 1973, winning 67 per cent of the vote.

Mr. Menem was arrested in March 1976 during a coup that overthrew the government of Isabel de Peron. He remained in prison until February 1981. After the restoration of democracy, Mr. Menem was again elected governor of La Rioja in 1983 and re-elected in 1987.

On May 14, 1989, Mr. Menem was elected President of Argentina. He was re-elected on May 14, 1995.

Mr. Menem is married to Zulema Fátima Yoma.

Canada–Argentina Relations

- Canada opened its first legation in Buenos Aires in 1941, the same year it signed a trade agreement with Argentina.

- The scope of Canada–Argentina relations has grown steadily since 1990, focusing on global and regional security issues and trade policy. Argentina and Canada co-operate closely at the Organization of American States (OAS). At the United Nations, they co-operate on Security Council reform and UN peacekeeping missions. The two nations also worked together at the UN High Seas Fisheries Conference to achieve an effective and binding convention. Canada and Argentina belong to the "Friends of Haiti" group, along with Chile, Venezuela, France and the United States.

- Canada and Argentina co-sponsored a regional peacekeeping seminar in Buenos Aires in April 1996. The two countries launched negotiations of a new mutual legal assistance treaty in 1996.

- The two nations are negotiating an update to a 1993 foreign investment protection agreement. A double taxation agreement came into force in 1994. A nuclear co-operation agreement signed during the 1994 state visit of the Argentine President was subsequently ratified.

- Argentina's academic community is increasingly interested in Canadian studies and in developing links with Canadian universities. Since 1990, seven centres for Canadian studies have been established throughout the country, and more than 150 professors are teaching and doing research on various aspects of Canada or Canada–Argentina relations. In 1996, the Argentine Association for Canadian Studies was established.

- Over the past decade, Argentine academics have received some 250 Faculty Enrichment Program and Faculty Research Program scholarships. Canada provides about $100,000 a year for courses and research in Canadian studies in Argentina. In April 1997, the Canadian embassy in Buenos Aires also provided extensive support to 26 Canadian institutions that participated in a major international education fair in Argentina.

- Canada and Argentina have collaborated mainly on film, television and publishing projects. The two countries signed a co-production agreement for film and television in 1988, which resulted in two feature films and a television series.

- Several visits in recent years have renewed and strengthened the Canada–Argentina relationship. Argentine President Menem made an official visit to Canada in 1994, the first Argentine presidential visit to Canada since 1961. In January 1995, Prime Minister Chrétien made the first official visit to Argentina by a Canadian prime minister.

- During the 1995 visit to Argentina, the Prime Minister and the Argentine President agreed to launch two sets of annual consultations. Two rounds of political–economic consultations and three sessions of international security consultations have been held.

- Several Canadian ministers visited Argentina in 1995 and 1996. The Minister for Citizenship and Immigration represented Canada at the inauguration of the Argentine President in July 1995. The Minister of Foreign Affairs made an official visit to Argentina in May 1996. In November 1996, the Environment Minister led a business delegation to Argentina and signed a memorandum of understanding on environmental co-operation. More recently, the Canadian ministers of National Revenue, Canadian Heritage, Agriculture and Agri-Food, the Minister for International Trade, and the Secretary of State (Latin America and Africa) visited Argentina.

- The Argentine Economic Minister visited Canada in July 1996, and the Secretary of Industry, Commerce and Mining came to Canada in June 1997.

Trade and Investment

- Trade between Argentina and Canada has increased markedly in recent years. From 1992 to 1996, two-way trade jumped from $226 million to almost $400 million. Since 1992, Canadian exports have almost tripled. Figures for the first eight months of 1997 indicate that Canadian exports to Argentina amounted to some $250 million, a 100 per cent increase over the same period in 1996.

- During the Prime Minister's trade mission to Argentina in January 1995, $394 million in contracts and agreements-in-principle were signed.

- Canadian exports to Argentina include machinery, agrifood products, minerals and metals, telecom equipment, mechanical and electrical appliances, newsprint, plastics and chemicals.

- Over the last three years, a number of agreements have been reached on nuclear energy, geoscience, mining, fisheries, space, high technology, and, most recently, on agriculture and the environment. A recent example is the signing of a one-year project permitting the export of Canadian pork to Argentina and the import of Argentine beef to Canada.

- Commercial ties between the two countries have been reinforced by Canadian direct investment — estimated to reach $2 billion US by the year 2000. Canada ranks as the third most important investor in Argentina. Canadians have focused their investments on the energy, oil and gas, and mining sectors.

- Given the similarities between the economic bases of Canada and Argentina, opportunities exist for Canadian firms in many sectors, including mining, oil and gas; telecommunications and informatics; transportation; food processing; agriculture, forestry and education. There are additional opportunities in emerging areas such as geomatics; the environment; automotive parts and accessories; health; tourism; and building products.

- The Export Development Corporation's insurance and financing programs are available for exports to Argentina. Canadian business interests are also served by a foreign investment protection agreement and a double taxation agreement with Argentina.

Development Co-operation

- Canada supports modest development co-operation programming with Argentina through the Canadian International Development Agency (CIDA). CIDA does not have a geographic program focusing on Argentina.

- A number of initiatives, however, involving Argentine partner institutions are supported through CIDA's South America regional programming. This includes the Canada–Southern Cone Technology Transfer Fund, which responds to project proposals presented by institutional partners in Canada and Argentina, Chile, Uruguay and/or Paraguay. Other initiatives are supported through non-governmental organizations, institutional and industrial co-operation programs.

- CIDA's industrial co-operation program (CIDA–INC) fosters business collaboration between Canadian and Argentine firms as well as transfers of technology and services.

- Since 1978, CIDA-INC has contributed $13 million to support co-operation primarily in the manufacturing, energy, forestry, agriculture, and mining services sectors. It has 16 operational projects in Argentina, of which 13 are related to Canadian investments and three to consulting services.

- CIDA programs in Argentina are designed to foster long-term institutional links between the two countries and to support the participation of Canadian institutions in partnerships that respond to Argentine developmental priorities.

- Several programs focus on developing the technical expertise of Argentine workers — particularly in the mining and renewable energy sectors. Other programs promote the use of Canadian expertise and technologies in environmental regulation and management.

Environmental Management

- Canada–Southern Cone Environmental Technology, a project led by Environment Canada and Argentina's Secretariat of Natural Resources and Human Environment, supports the transfer of Canadian environmental technologies for waste and wastewater management to public institutions and industries in Argentina.

- Technology Transfer in the Minerals Sector, a project led by the Canada Centre for Mineral and Energy Technology and the Argentine Institute for Mineral Technology, strengthens Argentine provincial and federal capacity in environmental regulation of mining activity.

- South America Radarsat Training, a project led by the Canada Centre for Remote Sensing in collaboration with Radarsat International, will improve natural resource management in eight countries by strengthening radar remote sensing expertise and demonstrating Radarsat applications. The Argentine partner in the project is the National Space Agency.

- The ARPEL environmental project, led by the Environmental Services Association of Alberta and the Association of Latin America National Oil Companies (ARPEL), will improve the environmental capacities of ARPEL members, including Argentina, in oil spill contingency planning, air emissions monitoring, and energy efficiency.

- The Geological Survey of Canada is leading a regional project involving the national geological agencies of Argentina, Chile, Peru and Bolivia.

The goal of the project is to increase investment in mineral exploration and development in remote areas by strengthening geological mapping of these areas.

Human Resources Development

- The Association of Community Colleges of Canada works with the Argentine Ministry of Education to strengthen Argentina's Technical Education Reform Program through the transfer of Canadian models of employment-focused, non-university education.

- CIDA supports Canadian and Argentine partner institutions to strengthen their capacity to provide educational and human resource development programs. For example, over the past five years, Macdonald College of McGill University has received support to work with five Argentine institutions to teach and conduct research in renewable energy.

Other Development Initiatives

- CIDA supports a variety of partnerships in Argentina through non-governmental organizations.

  — The Lifecycle Project Society of Victoria works with youth groups in Rosario, Argentina, on the local implementation of Agenda 21, which promotes health, food security, and bio-diversity conservation.

  — The Canadian Catholic Organization for Development and Peace works with several organizations to provide human resource development and popular education programs in the fields of human rights, housing policy, local governance, health, labour, women's rights and gender equity.

Canada–Argentina Agreements

Date	Subject	Description
February 1825	Commerce	Treaty of Amity, Commerce and Navigation
May 1889	Extradition	Treaty for Mutual Extradition of Fugitive Criminals
October 1941	Commerce	Trade Agreement
August 1949	Taxation	Exchange of Notes Concerning the Avoidance of Double Taxation of Profits Derived from Sea and Air Transportation
September 1974	Nuclear	Exchange of Notes Constituting an Agreement that Canadian-Supplied Equipment, Materials and Technology Will Not be Used for Nuclear Explosions
January 1976	Nuclear	Agreement for Co-operation in the Development and Application of Atomic Energy for Peaceful Purposes
May 1979	Air	Commercial Air Transport Agreement
October 1980	Economic Co-operation	Agreement on Economic, Commercial and Industrial Co-operation
September 1986	Tourism	Agreement on Tourism Co-operation
September 1988	Culture	Agreement on Film Relations
February 1991	Employment of Dependents	Exchange of Letters Constituting an Agreement on Reciprocal Employment
November 1991	Investment	Agreement for the Promotion and Protection of Investments
April 1993	Taxation	Convention for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income and on Capital
June 1994	Nuclear	Agreement on Co-operation in the Peaceful Uses of Nuclear Energy

Canada–Argentina Memorandums of Understanding

Date	Subject	Description
December 1993	Airworthiness	MOU between the National Airworthiness Office of Argentina and Transport Canada
January 1995	Political Consultations	MOU on regular, high-level political consultations
January 1995	Geoscience	MOU on co-operation in geoscience between Argentina's National Geological Service Directorate and the Geological Survey of Canada
January 1995	Minerals and Metals	MOU on co-operation in minerals and metals research and development and technology transfer between the National Mineral Technology Institute of Argentina's Mines Secretariat and the Canada Centre for Mineral and Energy Technology of Natural Resources Canada
January 1995	Nuclear Energy	MOU on co-operation on nuclear energy research and development between Argentina's National Atomic Energy Commission and Atomic Energy Canada Ltd.
January 1995	Nuclear Energy	MOU on heavy water between Argentina's National Atomic Energy Commission and Atomic Energy of Canada Ltd.
January 1995	Nuclear Energy	MOU on a program for the development of services partnership between Argentina's National Atomic Energy Commission and Atomic Energy of Canada Ltd.
January 1996	Agriculture	MOU on joint investigations and scientific exchanges between Argentina's National Agricultural Technology Institute and Agriculture and Agri-Food Canada
November 1996	Environment	MOU on environmental co-operation between the Secretary of State of Natural Resources and the Environment of Argentina and Environment Canada and Industry Canada

ARGENTINA

Capital: Buenos Aires

GEODATA

Area
2,766,880 km^2

Population
35.2 million (1996)

Annual population growth rate
1.2% (1990-1995 average)

Major languages
Spanish (official), English, Italian, German, French

Major religion
Roman Catholic (90%)

POLITICAL DATA

Type of government
Federal republic

Democratic institutions
Bicameral National Congress

Leader
President Carlos Saúl Menem

Minister of Foreign Affairs
Guido di Tella

UN Human Development Index (1997)
Argentina ranks 36th among 175 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Robert G. Clark
The Canadian Embassy
Casilla de Correo 1598
Buenos Aires, Argentina
Phone: (011-54-1) 805-3032
Fax: (011-54-1) 806-1209

ECONOMIC DATA

GDP
$295.2 billion US (1996 est.)

GDP growth rate
4.4% (1996)

GDP per capita
$8,386 US (1996 est.)

Main exports
Meat, wheat, corn, oilseed, manufactures

Main imports
Machinery and equipment, chemicals, metals, fuels and lubricants, agricultural goods

Main exports to Canada
$186.4 million (1996), including rawhide and skins, preserved food, fruit and nuts, miscellaneous grains, fish and seafood

Main imports from Canada
$205.1 million (1996), including machinery, agrifood products, minerals and metals, telecom equipment, mechanical and electrical appliances, newsprint, plastics and chemicals

December 1997

Buenos Aires

Buenos Aires is a sprawling metropolitan area of some 11 million people. It is Argentina's largest city, home to about one-third of its population, and one of the world's major ports. It has been Argentina's capital city since 1880.

Buenos Aires was founded in 1580, and by 1750 the city's population had grown to 12,000. When trade restrictions were removed at the end of the 18th century, the city quickly became a regional force in trade and commerce. Its population had grown to 90,000 by the 1850s. In the latter half of the century, Buenos Aires began a modernization campaign, developing industry, agriculture, railways and docks, and encouraging immigrant workers to settle.

Buenos Aires is a major business centre. Its main industries include food processing, automobile assembly, oil refining and textiles.

The multi-ethnic inhabitants of Buenos Aires reflect South American as well as English, Italian, Spanish and German ancestry. The same diversity can be found in Buenos Aires' cultural and architectural life. The Columbus Theatre opera house has hosted figures from Caruso to Callas. The city celebrates a variety of architectural styles, a mixture of Spanish colonial, French classic and Italian influences, as well as lively art and music. Buenos Aires is home to numerous museums, cultural institutions and universities.

Long summers, abrupt daily changes in temperature, and high humidity are all characteristics of the climate.

Chile

Eduardo Frei
President of Chile

Eduardo Frei Ruiz-Tagle was born in Santiago on June 24, 1942. He graduated as a civil engineer with a major in hydraulics from the University of Chile and specialized in administration and management techniques in Italy. From 1969 to 1988, he practised privately at the firm of Ingenieria Sigdo Koppers, S.A.

Mr. Frei's political life began in 1958 when he became a member of the Christian Democrat Party. In 1982, after the death of his father (a president of Chile in the 1960s), Mr. Frei helped create the Frei Foundation, a political and academic institution of which he was chairman until 1993.

In 1989, Mr. Frei was elected Senator for Santiago. He led the Finance and Budget Commission and served on the Housing Commission. In 1991, he led the Citizens' Security Commission and the Commission on Citizens' Violence and Security of the Christian Democrat Party.

In 1992, his party proclaimed Mr. Frei its presidential candidate for the Party Coalition for Democracy. He became the coalition's presidential candidate in 1993.

In December 1993, Mr. Frei was elected President of Chile with almost 58 per cent of the vote.

Mr. Frei and his wife, Marta Larraechea, have four daughters.

Canada–Chile Relations

- Canada and Chile established diplomatic relations in October 1941, and Canada opened a legation in Chile in the same year. The legation became an embassy in 1944 with the appointment of Canada's first resident ambassador.

- Relations between Canada and Chile have expanded steadily since Chile's return to democracy in March 1990. Chile is active internationally on many issues that are also of concern to Canada, such as high seas fisheries, reform of the Organization of American States, regional security, disarmament and human rights and the eradication of landmines.

- Chile, along with Canada, Venezuela, Argentina, France and the United States, are all "Friends of Haiti." They are supporting a UN presence in Haiti until the country is able to assume responsibility for its own security.

- Canada and Chile have co-operated on a wide variety of issues, including transportation, agriculture, the arts and the environment. Numerous visits reflect the growing relationship.

- In November 1996, the Chilean President visited Canada, where he and Canada's Prime Minister approved the Canada–Chile Free Trade Agreement. The president was most recently in Canada for the November 1997 Asia–Pacific Economic Cooperation (APEC) Economic Leaders' Meeting in Vancouver.

- In January 1995, the Prime Minister led a trade delegation and made an official visit to Chile — the first ever by a Canadian prime minister. He was accompanied by the Minister for International Trade, the Secretary of State (Latin America and Africa) and more than 250 business people. Deals and agreements-in-principle worth more than $1.7 billion were signed with Chilean partners.

- The visit resulted in the establishment of the Permanent Binational Commission on Political, Economic and Commercial Relations, and in memorandums of understanding on co-operation on the environment, telecommunications, transport and national park management.

- The Secretary of State (Latin America and Africa) led Canada's official delegation to the inauguration of president-elect Eduardo Frei in March 1994. The following year, the Minister of Agriculture and Agri-Food

and the Secretary of State (Science, Research and Development) also visited Chile with representatives from businesses and associations.

- In March 1996, Canada's Minister for International Trade met with Chile's Minister of Finance, who is responsible for bilateral trade negotiations with Canada. The following month, the Speaker of the House of Commons led a parliamentary delegation to Chile and participated in the inauguration of the North American Studies Program at the University of Chile's Institute of Political Science.

- Cultural and academic links have been growing stronger over the past few years. In September 1994, Canada and Chile signed a film and television co-operation agreement allowing for joint film and television ventures by the Canadian and Chilean film industries.

- Since the early 1990s, Chilean universities have shown an increased interest in developing official links with Canadian universities as well as in developing courses in Canadian studies or on Canada–Chile relations.

- In 1996 Canada began supporting two grant programs in Canadian studies for the Chilean academic community. The Faculty Enrichment Program helps Chilean academics develop courses on Canada and Canada–Chile relations. The Library Support Program helps universities expand their collections of materials on Canadian studies. These programs will help establish permanent Canadian studies programs at key Chilean universities.

- Negotiations for a social security agreement were completed in March 1996, and the agreement was signed during the November 1996 visit of the Chilean President.

- Canada has an embassy in Santiago and an honorary consul in Concepcion.

- Chile has an embassy in Ottawa, consulates in Montreal, Toronto and Vancouver, and honorary consulates in Winnipeg and Edmonton.

Trade and Investment

- Chile has the most stable and fastest-growing economy in its region. Over the last decade, annual economic growth has averaged almost seven per cent. Market-oriented policies have encouraged an entrepreneurial spirit and a strong private sector.

- The Canada–Chile Free Trade Agreement signed in November 1996 came into force on July 5, 1997.

- With low unemployment, falling inflation and a dynamic business sector, Chile is a desirable trade and investment partner. Chile has strong trade links not only in the region, but also with the European Union and Asia.

- Total two-way trade has doubled from $357 million in 1992, to a high of $760 million in 1996. During that same period, Canadian exports of wheat, pulp and paper machinery, mining and telecommunications equipment, automotive parts, and iron and steel products increased by several hundred per cent. In 1996, the value of Canadian exports to Chile reached $417.9 million, an increase of almost eight per cent over 1995.

- Canadian investments in Chile have increased sharply in recent years, making Canada Chile's largest foreign investor in 1990, 1992, and 1995. The cumulative total of actual and planned investment approaches $8 billion.

Development Co-operation

- Canada supports modest development co-operation programming with Chile through the Canadian International Development Agency (CIDA). CIDA does not have a geographic program for Chile. However, a number of initiatives involving Chilean partner institutions are supported through CIDA's South America regional programming, including the Canada–Southern Cone Technology Transfer Fund, which responds to project proposals presented by institutional partners in Canada and Argentina, Chile, Uruguay, and Paraguay.

- Other initiatives are supported through non-governmental organization, institutional and industrial co-operation programs.

- CIDA's industrial co-operation program (CIDA–INC) fosters business collaboration between Canadian and Chilean firms as well as transfers of technology and services. Since 1978, CIDA–INC has contributed $14.7 million to the manufacturing, communications, health, forestry and mining services sectors. It has 14 operational projects in Chile, of which 11 are related to Canadian investments and three to consulting services.

- CIDA programs in Chile are designed to foster long-term institutional links between the two countries and to support the participation of Canadian institutions in partnerships that respond to Chilean developmental priorities. Several programs provide training and

technology to help develop environmental capacity in Chile's natural resource industries.

Environmental Management and Resource Development

- The International Centre for Training and Technology Transfer in the Mineral Industry is being established by the University of Atacama in Chile. It involves collaboration between CIDA, the Association of Canadian Community Colleges, the private sector, and the Chilean government. The private sector, including Canadian mining firms, and the Chilean government are covering about 75 per cent of project costs. The centre will promote health, safety, and environmental practices in the Andean regions of Chile, Argentina, Peru and Bolivia.

- Canada–Southern Cone Environmental Technology, a project led by Environment Canada and Chile's National Commission for the Environment, supports the transfer of Canadian environmental technologies for waste and wastewater management to public institutions and industries in Chile.

- Canada–Chile Technology Flows, a project led by the Alliance of Manufacturers and Exporters Canada and Fundacion Chile, will introduce Canadian technologies in forestry, marine resources, and agribusiness to help rejuvenate these sectors and avoid the exodus of the rural labour force.

- Sustainable Santiago, a project led by the International Council for Local Environmental Initiatives of Toronto and the city of Santiago, will strengthen Santiago's strategic planning to improve air quality and reduce municipal and industrial waste.

- OLADE Energy and the Environment, a project led by the University of Calgary and the Latin American Energy Organization (OLADE), will strengthen environmental practices and regulatory controls governing the energy sector in OLADE member countries, including Chile.

Education

- CIDA supports the Canadian Consortium of Management Schools, led by the University of Calgary, to strengthen management schools and their associations in Chile. CIDA also supports projects of Chilean institutions in association with McMaster University (health), Télé-université of Montreal (distance education), and University of Montreal (nutrition).

Other Development Initiatives

- CIDA supports Epidemiology and Laboratory Strengthening, a project in Chile and five other countries managed by the Pan American Health Organization. The project aims for more effective control of infectious diseases.

- A number of Canadian non-governmental organizations receive CIDA support for their work with Chilean partners in education and human resource development, health and nutrition, agriculture and environmental management. Principal among these are Oxfam Canada, SIM Canada, and the Canadian Catholic Organization for Development and Peace.

- CIDA supports partnerships between the Canadian Co-operative Association and its counterparts in Chile. The aim is to strengthen the competitive capacity and global presence of co-operative businesses.

- The Federation of Canadian Municipalities receives CIDA support for municipal twinnings that build the capacity of Chilean municipalities for urban planning and waste management.

Canada–Chile Agreements

Date	Subject	Description
January 1897	Extradition	Treaty for the Mutual Surrender of Fugitive Criminals
September 1941	Commerce	Trade Agreement
November 1943	Diplomatic Mail	Exchange of Notes on the Exchange of Diplomatic Mail
October 1962	Radio	Exchange of Notes Permitting Amateur Radio Stations of Canada and Chile to Exchange Messages or Other Communications from or to Third Parties
June 1980	Radio	Exchange of Notes Constituting a Reciprocal Amateur Radio Operating Agreement
March 1987	Investment Insurance	Exchange of Notes on Investment Insurance
July 1990	Air	Agreement on Air Transport
January 1991	Employment of Dependents	Exchange of Notes on the Employment of Dependents of Employees of each Government Assigned to Official Missions in the Other Country
July 1992	Taxation	Agreement for the Avoidance of Double Taxation of Income from the Operation of Ships and Aircraft
September 1994	Film and Television	Film and Television Co-production Agreement
January 1995	Political	Exchange of Notes Establishing a Canada–Chile Permanent Binational Commission
January 1995	Social Security	Declaration of Intent on Ongoing Negotiations of a Social Security Agreement
January 1995	Visa Requirements	Document on the Decision by Citizenship and Immigration Canada to Remove Visa Requirements for Visitors from Chile (re-imposed June 5, 1996)
November 1996	Trade	Free Trade Agreement

November 1996	Environment	Environmental Co-operation Agreement
November 1996	Labour	Labour Co-operation Agreement
November 1996	Social Security	Social Security Agreement

Canada–Chile Memorandums of Understanding

Date	Subject	Description
October 1989	Agriculture	MOU Regarding an Agri-Food Arrangement Between the Food Production and Inspection Branch, Agriculture Canada, and the Agricultural and Livestock Service, Ministry of Agriculture of Chile
June 1991	Trade	MOU Concerning the Establishment of a Joint Economic and Trade Council
January 1995	Environment	MOU on Environmental Co-operation Between the Departments of Environment and of Industry, Canada, and the National Commission on Environment of Chile
January 1995	Parks	MOU on Co-operation Related to the Management, Research, Protection and Heritage Presentation of National Parks Between Parks Canada, Department of Canadian Heritage, and the National Forestry Corporation of the Chilean Department of Agriculture
January 1995	Telecommunications	MOU on Co-operation in Regulatory Matters in the Development of Telecommunications Between the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission and the Subsecretariat of Telecommunications, Ministry of Transport and Telecommunications of Chile
January 1995	Telecommunications	MOU on Technological Co-operation and Research Between the Canadian Communications Research Centre and the Subsecretariat of Telecommunications, Ministry of Transportation and Telecommunications of Chile
January 1995	Transport	MOU in Transportation Co-operation Between Transport Canada and the Ministry of Transportation and Telecommunications of Chile

CHILE

Capital: Santiago

GEODATA

Area
756,626 km^2

Population
14.4 million (1996)

Population growth rate
1.6% (1990-1995 average)

Official language
Spanish

Major religions
Roman Catholic (89%), Protestant (11%)

POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Democratic institutions
Bicameral congress

Leaders
President Eduardo Frei
José Miguel Insulza

Minister of the Economy
Álvaro García

UN Human Development Index (1997)
Chile ranks 30th among 175 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Lawrence Lederman
The Canadian Embassy
Casilla 139, Correo 10
Santiago, Chile
Phone: (011-56-2) 362-9660
Fax: (011-56-2) 362-9665

ECONOMIC DATA

GDP
$72 billion US (1996)

GDP growth rate
7% (1996)

GDP per capita
$5,050 US (1996)

Inflation rate
7.4% (1996)

Unemployment rate
7.2% (1996 est.)

Main exports
Copper, wood products, fish and fish meal, fruits, nuts, raw materials, textiles, industrial products

Main imports
Capital goods, spare parts, raw materials, petroleum, foodstuffs

Main exports to Canada
$342.2 million (1996), including fruit and nuts, vegetables, fish and fish meal, beverages, spirits and vinegar, ores, slag, iron, steel

Main imports from Canada
$417.9 million (1996), including machinery, boilers, cereals, electrical goods, ores, minerals, fuels, fertilizers, salt, plastics, pulp and paper, vehicle parts

Santiago

Santiago, the capital of Chile, was founded in 1541. It has about five million people, making it one of the five largest cities in South America. Situated on a wide plain on the Mapocho River, about 100 kilometres from the Pacific port of Valparaiso, the city is backed by the Andes mountain range.

Santiago became the capital of an independent Chile in 1818. It is the political centre of Chile and its cultural and economic hub. Santiago accounts for more than half the nation's industrial workforce and plants. Major industries in and near Santiago include food processing, textiles, chemicals, glassware, machinery and furniture.

Over the centuries, the city has been hit by serious earthquakes, including one in 1617 that virtually destroyed it. Many older buildings still remain, some dating back to the 17th century. Santiago began to reflect more modern architectural styles during the 1930s.

Santiago has a moderate climate, with average temperatures ranging from about 7 C in winter to about 21 C in summer. Residents can reach ski hills and beaches on the same day.

The city is home to several universities, including the University of Chile, which succeeded the Royal University of San Felipe, founded in 1738.

Biographies

Federal Ministers

Jean Chrétien
Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University and was called to the bar in 1958. He joined a Shawinigan law firm and was director of the Bar of Trois-Rivières in 1962–63.

Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967, he became Minister of State attached to the Minister of Finance and, in 1968, he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976, and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in June 1984.

Following the election of 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986 he left politics. From 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior advisor with Gordon Capital Corp.

In 1990, Mr. Chrétien returned to politics. On June 23, he was elected Leader of the Liberal Party of Canada. He was elected to the House of Commons in a byelection and sworn in as Leader of the Opposition in December.

Mr. Chrétien was re-elected to the House of Commons for the Quebec riding of Saint-Maurice in October 1993, when his party won a majority of seats in the House. He became the 20th Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993. He was returned as Prime Minister for a second term in the election of June 2, 1997.

Mr. Chrétien married Aline Chaîné of Shawinigan in 1957. They have three children.

Sergio Marchi
Minister for International Trade

Sergio Marchi was born in Buenos Aires on May 12, 1956, and moved to Toronto with his family at a young age. He was educated at St. Basil's College and graduated with an honours degree in urban planning and sociology from York University in 1979.

Following graduation, Mr. Marchi became the executive assistant to a member of Parliament. In 1981 he served as special assistant to the Minister of State (Multiculturalism).

Mr. Marchi's political career began in North York, Ontario, where he was elected an alderman in 1982. He was first elected to the House of Commons in 1984 and has been the member of Parliament for the Ontario riding of York West ever since.

During his years in Opposition, Mr. Marchi served as critic for immigration, multiculturalism, transport, and labour. He has been a member of the Treasury Board, Social Policy, Economic Development Policy, and Program Review cabinet committees. He currently sits on the Economic Union cabinet committee.

Mr. Marchi was appointed Minister of Citizenship and Immigration in 1993, Minister of the Environment in 1996, and Minister for International Trade in June 1997.

Mr. Marchi and his wife, Laureen, have two children.

David Kilgour
Secretary of State (Latin America and Africa)

David Kilgour was born in Winnipeg on Feb. 18, 1941. He earned an economics degree from the University of Manitoba and, in 1966, a law degree from the University of Toronto. He later studied constitutional law at the University of Paris and has been called to the bars of British Columbia, Manitoba and Alberta.

Prior to entering politics, Mr. Kilgour was an assistant city prosecutor in Vancouver, a senior advisory counsel for the Department of Justice in Ottawa, Chief Crown Attorney for the Dauphin Judicial District in Manitoba, a senior agent of the Alberta Attorney General, and a constitutional advisor to the Government of Alberta.

Mr. Kilgour was first elected to the House of Commons in 1979 as the member for the Alberta riding of Edmonton-Strathcona. He was re-elected in 1980 and 1984. He was elected in the riding of Edmonton Southeast in 1988, 1993 and 1997.

Mr. Kilgour has served as parliamentary secretary to the Government House Leader, to the Minister of External Relations, to the Minister of Indian Affairs and Northern Development, and to the Minister of Transport.

In January 1991, Mr. Kilgour was appointed Opposition energy critic. In 1994, he was appointed deputy speaker of the House of Commons and chairman of the Committee of the Whole House. He was sworn in as a member of the Privy Council and Secretary of State (Latin America and Africa) on June 11, 1997.

Mr. Kilgour married Laura Scott in 1974. They have four children.

Provincial Premiers

Mike Harris
Premier of Ontario

Mike Harris was born in Toronto in 1945, grew up in Callander and now resides in North Bay.

Prior to entering public life, Mr. Harris worked in the tourism and recreation businesses, owning and operating ventures in the Nipissing and Parry Sound regions, including a tourist resort and a ski centre.

A former school teacher, he served for seven years on the Nipissing Board of Education, four of them as chair, and served one term as president of the Northern Ontario School Trustees' Association.

Mr. Harris was elected to the Ontario legislature in 1981 as the member for Nipissing. In 1985, he was appointed to the cabinet as Minister of Natural Resources and Minister of Energy. While in Opposition, he served as Conservative house leader and had responsibility as critic for revenue, labour, housing, finance and northern development.

He was elected Leader of the Progressive Conservative Party of Ontario in 1990. He became Premier of Ontario on June 26, 1995.

Mr. Harris and his wife, Janet, have two children.

Lucien Bouchard
Premier of Quebec

Lucien Bouchard was born on Dec. 22, 1938, at Saint-Coeur-de-Marie, in the Lac-Saint-Jean region of Quebec. He earned a bachelor of arts degree from the Jonquière College in 1959. He received a bachelor's degree in social science and a degree in law from Laval University. He was then admitted to the Quebec Bar.

For some years, Mr. Bouchard had a private law practice and was active in labour relations organizations and commissions in the public and private sectors. One of his undertakings was as chief counsel for the Commission of Inquiry on the Construction Industry.

In July 1985, Mr. Bouchard was appointed Canadian ambassador to France and held that post until his appointment as Secretary of State of Canada in March 1988.

In June 1988, he was elected the member of Parliament for the Quebec riding Lac-Saint-Jean and was re-elected in the November 1988 federal election. Named Minister of the Environment in January 1989, Mr. Bouchard also served on several cabinet committees.

In May 1990, Mr. Bouchard resigned as Minister of the Environment and as a Conservative member of Parliament to sit as an independent member of Parliament and, shortly after, to sit as Leader of the Bloc Québécois, a new party. A Bloc Québécois candidate in the October 1993 federal election, Mr. Bouchard was re-elected the member for Lac-Saint-Jean and became Leader of the official Opposition.

In January 1996, he resigned from the House of Commons, announced that he was joining the Parti Québécois, and was proclaimed the party's chairman. Mr. Bouchard was sworn in as Premier of Quebec on Jan. 29, 1996, and, on Feb. 19, he was elected the member of the national assembly for Jonquière.

Mr. Bouchard is married to Audrey Best and they have two sons.

Raymond Frenette
Premier of New Brunswick

Raymond Frenette was born in Beresford, New Brunswick, on April 16, 1935. He studied arts at Bathurst College. In 1994, he received an honorary doctorate in political science from Moncton University.

A real estate agent and businessman, Mr. Frenette served as councillor for the city of Moncton and the former village of Lewisville. In 1974, he was first elected to the New Brunswick legislative assembly to represent Moncton East and was re-elected five times. In 1983, he became interim leader of the Liberal Party of New Brunswick and retained that position until 1985.

During his 13 years as a member of the official Opposition, Mr. Frenette served on many legislative standing committees, including committees on economic development, energy, law amendments, and legislative administration. He was also a member of select committees on alcohol and drug abuse, maritime affairs and Canada's future, and motor vehicle and highway safety. He was the finance, health, energy, and municipalities critic. In 1979–80 he was Opposition house leader.

In 1987, Mr. Frenette was sworn in as Minister of Health and Community Services and appointed government house leader. Following his re-election in 1991, he was appointed chairman of the New Brunswick Power Corporation. He continued as government house leader and was also a member of the Board of Management.

Following the 1995 election, he was named Deputy Premier, President of the Executive Council and was re-appointed government house leader. On Oct. 13, 1997, he was sworn in as New Brunswick's 28th Premier.

Mr. Frenette and his wife, Armande, have two children.

Russell MacLellan
Premier of Nova Scotia

Born in Halifax in 1940, Russell MacLellan grew up and still lives in Sydney, Nova Scotia. He was educated at Sydney Academy, the University of King's College and Dalhousie University.

In 1968, Mr. MacLellan became executive assistant to the president and vice president of the Cape Breton Development Corporation. From 1971 to 1973, he was legal counsel and assistant secretary of the Sydney Steel Corporation. In 1973, he entered private law practice in Sydney.

Mr. MacLellan was elected to the House of Commons in 1979 and was re-elected in 1980, 1984, 1988 and 1993. He represented the Nova Scotia riding of Cape Breton–The Sydneys. He served as parliamentary secretary to the ministers of Mines, Regional Industrial Expansion, Health and Welfare, and Justice, and as party critic for Energy, Justice, and Consumer and Corporate Affairs. He also served as chair of the Atlantic Liberal caucus and served on several parliamentary committees.

Mr. MacLellan won the leadership of Nova Scotia's Liberal party on July 12, 1997. He was sworn in as the province's 24th Premier on July 18, 1997.

Mr. MacLellan and his wife, Clare, have two children.

Gary Filmon
Premier of Manitoba

Born in Winnipeg on Aug. 24, 1942, Gary Filmon earned a bachelor of science degree (civil engineering) from the University of Manitoba in 1964 and a master's degree in civil engineering in 1967.

He was a consulting engineer for five years with Underwood McLellan Ltd. and president of Success/Angus Commercial College for the next 11 years.

Starting in 1975, Mr. Filmon was a Winnipeg city councillor for four years. He was first elected to the Manitoba legislative assembly as a Progressive Conservative member in a 1979 byelection. The following month, he was appointed legislative assistant to the Minister of Finance, Energy and Mines.

He held that post until January 1981 when he was sworn into the provincial cabinet as Minister of Consumer and Corporate Affairs and Environment, and Minister responsible for the Manitoba Housing and Renewal Corporation. Re-elected in 1981, 1986, 1988 and 1990 as the member for Tuxedo, Mr. Filmon has been Leader of the Manitoba Progressive Conservative Party since December 1983.

Mr. Filmon became Premier of Manitoba in 1988. His party was returned to office in September 1990 and in April 1995. He is currently serving his third term as Premier. He is Minister of Federal-Provincial Relations, Chairman of the Economic Development Board of Cabinet, and Chairman of the Manitoba Round Table on Environment and Economy.

Mr. Filmon and his wife, Janice, have four children.

Glen Clark
Premier of British Columbia

Glen Clark has lived all his life in East Vancouver where he has worked in the labour movement and as a natural resource policy consultant. He has a bachelor of arts degree from Simon Fraser University and a master's degree in community and regional planning from the University of British Columbia.

First elected to the provincial legislature in 1986, Mr. Clark represents the riding of Vancouver-Kingsway. He has served as Minister of Finance and Corporate Relations and as Minister of Employment and Investment. In the latter portfolio, he was responsible for major Crown corporations, including B.C. Hydro, B.C. Transit, B.C. Ferries and B.C. Buildings.

Mr. Clark was sworn in as British Columbia's 31st Premier on Feb. 22, 1996. He formed his second cabinet on June 17, 1996, following the May 28 election.

Mr. Clark and his wife, Dale, have two children.

Patrick Binns
Premier of Prince Edward Island

Patrick Binns was born on Oct. 8, 1948. He received a master of arts degree in community development from the University of Alberta in 1971.

Mr. Binns worked as a development officer for the Government of Alberta. In 1972, he moved to Prince Edward Island and worked for the province's Rural Development Council.

While working for the provincial government from 1974 to 1978, Mr. Binns helped create and run the eastern region services centres. In 1978, he received the Queen's Silver Jubilee Medal for Outstanding Public Service.

Mr. Binns was elected to the P.E.I. legislative assembly in 1978. From 1979 to 1984, he held several cabinet posts, including Industry, Municipal Affairs, Fisheries, Environment, Labour, and Housing, and had responsibilities for Economic Development. From 1984 to 1988, Mr. Binns served as a federal Member of Parliament, representing the P.E.I. riding of Cardigan, and was a member of the standing committees on agriculture and fisheries. He also served as parliamentary secretary to the Minister of Fisheries and Oceans.

From 1986 to 1996, Mr. Binns worked in the private sector as president of both Island Bean Limited and Pat Binns and Associates.

Mr. Binns was elected as a member of P.E.I.'s legislative assembly for Murray River–Gasperaux, in the general election of Nov. 18, 1996. He was sworn in as P.E.I.'s 31st Premier on Nov. 27, 1996.

Mr. Binns and his wife, Carol, have four children.

Ralph Klein
Premier of Alberta

Ralph Klein was born in Calgary, on Nov. 1, 1942. He obtained his education in Calgary, interrupting his high school studies to enlist in the Royal Canadian Air Force. After leaving the service, Mr. Klein continued his education and eventually became principal of the Calgary Business College.

From 1963 to 1969, Mr. Klein worked in public relations with the Red Cross and the United Way. He later became a radio and television journalist and was Calgary's mayor from 1980 to 1989.

In March 1989, shortly after he was elected a member of the legislative assembly for Calgary-Elbow, Mr. Klein was appointed Environment Minister. In December 1992, Mr. Klein was elected Leader of the Alberta Progressive Conservative Party and became Premier. He was re-elected to the legislative assembly in June 1993 and again in March 1997.

Mr. Klein received the Order of St. John in 1986 and was inducted into the Olympic Order in 1988. In 1994, he was named Man of the Year by the International Young Entrepreneurs. In 1995, he was named Calgary's Outstanding Citizen of the Century, and was the first recipient of the Fraser Institute's International Fiscal Performance Award.

Mr. Klein and his wife, Colleen, have five children.

Roy Romanow
Premier of Saskatchewan

Roy Romanow was born and educated in Saskatoon. He graduated from the University of Saskatchewan, where he earned arts and law degrees.

Mr. Romanow was first elected to the Saskatchewan legislature in 1967 and was re-elected in 1971, 1975, 1978, 1986 and 1991 and 1995.

Between 1971 and 1982, Mr. Romanow was Deputy Premier in the New Democratic Party government of Saskatchewan. He served also as Attorney General and introduced several justice reforms including a provincial legal aid plan, the Saskatchewan Human Rights Commission, the Saskatchewan Human Rights Code, and the provincial Ombudsman's Office.

In 1979, Mr. Romanow was appointed Saskatchewan's first Minister of Intergovernmental Affairs. He was one of the key players in the federal-provincial negotiations that resulted in the November 1981 Constitutional Accord.

After re-election in October 1986, Mr. Romanow served as Opposition House Leader for the New Democratic Party caucus. He was also caucus spokesperson on federal-provincial affairs and on economic development and trade issues.

In 1987, Mr. Romanow was acclaimed Leader of the Saskatchewan New Democratic Party. After leading his party to victory in the October 1991 general election, he became Premier in November 1991. Mr. Romanow's government was re-elected on June 21, 1995.

Brian Tobin
Premier of Newfoundland and Labrador

Brian Tobin was born and raised in the western Newfoundland community of Stephenville. He studied at Memorial University of Newfoundland and worked as a journalist before entering politics.

Mr. Tobin was first elected to the House of Commons in 1980 as member of Parliament for the Newfoundland riding Humber–Sainte-Barbe–Baie Verte and was appointed parliamentary secretary to the Minister of Fisheries and Oceans. He was re-elected in 1984, 1988 and 1993 and was appointed Minister of Fisheries and Oceans in November 1993.

As an Opposition member of Parliament, Mr. Tobin served as critic for forestry, employment, regional industrial expansion and privatization, as well as critic and associate critic for transport.

In 1989, he was elected chair of the national Liberal caucus. He served as a member of the 1993 Liberal national campaign and national platform committees.

Mr. Tobin has also served as vice-chair of the House of Commons committee on regional development and as a member of committees on transport, fisheries and forestry, labour, and employment and immigration, as well as a member of the Constitutional Committee and the Special Committee on Employment Opportunities for the 1980s.

Following his acclamation as Leader of the Liberal Party of Newfoundland, Mr. Tobin was sworn in as the sixth Premier of Newfoundland and Labrador on Jan. 26, 1996.

Mr. Tobin and his wife, Jodean Smith, have three children.

Territorial Heads of Government

Don Morin
Premier of the Northwest Territories

Don Morin was born in 1954 in Hay River, Northwest Territories. In 1976, he moved to Fort Resolution where he operated his own construction business. Mr. Morin represented the Dene Nation on the Great Slave Lake Advisory Committee and was a member of the Deninoo Community Council in Fort Resolution.

Mr. Morin was first elected to the legislative assembly in the general election of October 1987.

During the 11th legislative assembly, he served as deputy chairman of the Standing Committee on Agencies, Boards and Commissions; co-chairman of the Special Committee on the Northern Economy; and a member of the Standing Committee on Public Accounts. Mr. Morin was also chairman of caucus.

Appointed to cabinet in 1991 during the 12th legislative assembly, Mr. Morin held two portfolios: Public Works and Services and the Housing Corporation of the Northwest Territories. He was also Minister responsible for the Forest Fire Management Program and chairman of the Special Committee on Housing.

Mr. Morin was elected Premier by the Leadership Committee of the Legislative Assembly in November 1995.

Mr. Morin and his wife, Gladys, have four sons.

Piers McDonald
Government Leader of the Yukon

Piers McDonald was born in Kingston, Ontario, on Aug. 4, 1955. After studying at Queen's University, he moved to the Yukon in 1975.

An underground miner with United Keno Hill Mine in Elsa for six years, he was active with Local 924 of the United Steelworkers of America.

He was first elected to the Yukon general assembly in 1982 to represent the Mayo riding. In Opposition, he served as critic for labour, the Public Service Commission, occupational health and safety, the Workers' Compensation Board and agriculture. Following the 1985 general election, Mr. McDonald became Minister of Education, Minister of Community and Transportation Services and Minister responsible for the Yukon Housing Corporation.

From the election of February 1989 until January 1991 he held the portfolios of Finance, Education, and Economic Development. He was subsequently Minister of Education, Government Services, and the Public Service Commission, as well as being responsible for the Workers' Compensation Board until October 1992.

After redistribution combined the Mayo and Tatchun ridings, Mr. McDonald ran successfully in the Whitehorse riding of McIntyre-Takhini in 1992 and 1996.

He became leader of the Yukon New Democratic Party in May 1995 and led his party to victory in the September 1996 general election. On Oct. 19, 1996, he was sworn in as Government Leader and Minister of Finance. As Minister of the Executive Council Office, he has responsibilities for land claims, devolution and intergovernmental affairs.

Mr. McDonald and his wife, Ofelia Andrade, have four children.

Notes

Notes